



LA SÉANCE PLÉNIÈRE ET L'ACTIVITÉ DU SÉNAT

(1^{er} octobre 2024 – 30 septembre 2025)

RAPPORT

présenté à M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT



TOME II
STATISTIQUES

SOMMAIRE

Pages

PROPOS INTRODUCTIF	5
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE.....	7
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE ANNÉE PARLEMENTAIRE 2024-2025 (1 ^{ER} OCTOBRE 2024 – 30 SEPTEMBRE 2025)	9
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION ORDINAIRE 2024- 2025 (1 ^{ER} OCTOBRE 2024 – 30 JUIN 2025)	13
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2024-2025	15
STATISTIQUES RELATIVES À LA COMPOSITION DU SÉNAT AU 30 SEPTEMBRE 2025 (348 SÉNATEURS)	17
PARTIE I L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2024-2025	21
I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT.....	23
A. SÉANCE PUBLIQUE : NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES, DURÉE DES TRAVAUX SELON LEUR NATURE.....	23
B. RÉPARTITION DES SEMAINES DE SÉANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SÉNAT	25
C. ACTIVITÉ DU SÉNAT	26
1. <i>Ordre du jour des semaines sénatoriales de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques</i>	26
2. <i>Ordre du jour des semaines d'initiative sénatoriale</i>	32
3. <i>Ordre du jour des espaces réservés</i>	37
4. <i>Ordre du jour des espaces transpartisans</i>	42
5. <i>Ordre du jour des semaines gouvernementales</i>	43
D. RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE EN SÉANCE PUBLIQUE	58
II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT	60
A. PROJETS DE LOI DÉPOSÉS EN PREMIER LIEU SUR LE BUREAU DU SÉNAT.....	60
B. TEXTES EXAMINÉS PAR LE SÉNAT	61
1. <i>Textes déposés</i>	61
2. <i>Liste des textes examinés et des travaux divers en séance publique</i>	64
3. <i>Modalités d'examen des textes en séance publique</i>	77
4. <i>Procédures particulières d'examen</i>	81
C. MODALITÉS D'ADOPTION DÉFINITIVE DES TEXTES	83
1. <i>Liste des textes définitivement adoptés</i>	83
2. <i>Répartition des textes définitivement adoptés par nature et par modalités d'adoption</i>	89

3. Commissions mixtes paritaires.....	95
4. Nouvelle délibération (Article 10, alinéa 2, de la Constitution).....	97
D. AMENDEMENTS.....	97
1. « Braquet » d'examen des amendements sur les textes dont la première lecture a été supérieure à 10 heures	97
2. Amendements déclarés irrecevables	98
3. 18 textes ont fait l'objet du dépôt d'au moins 100 amendements	99
E. ACCROISSEMENT TOTAL DES TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS (HORS CONVENTIONS INTERNATIONALES).....	101
F. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION	108
1. Propositions de résolution de l'article 34-1 de la Constitution (19 déposées, 5 examinées, 4 adoptées en 2024-2025).....	108
2. Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat (2 déposées, 1 examinée et adoptée en 2024-2025)	111
3. Propositions de résolution tendant à créer une commission d'enquête (6 déposées, aucune examinée en séance)	112
G. CONSULTATION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	114
III. DÉBATS ET CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT	115
A. DÉBATS	115
1. Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement (6)	115
2. Débats consécutifs aux réunions du Conseil européen (3)	116
3. Débats d'initiative sénatoriale (28)	116
B. QUESTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE	122
1. Questions d'actualité au Gouvernement.....	122
2. Questions orales	123
3. Questions écrites	124
C. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES	125
D. COMMISSIONS D'ENQUÊTE.....	130
E. MISSIONS D'INFORMATION.....	131
F. DÉPÔTS DE RAPPORTS AU PARLEMENT	132
1. Liste des rapports périodiques déposés sur le bureau du Sénat (total : 59 rapports)	132
2. Liste des rapports uniques déposés sur le bureau du Sénat (total : 71 rapports).....	139
3. Liste des rapports sur la mise en application des lois déposés sur le bureau du Sénat (article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit) (total : 33 rapports)	148
G. LA PROCÉDURE D'AUDITION PUIS D'AVIS DES COMMISSIONS PERMANENTES	152
1. Nominations en application de l'article 13 de la Constitution.....	152
2. Auditions ou avis de commissions en application de divers textes législatifs	155

PARTIE II COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES : LES 66 ANS DU SÉNAT DE LA V^E RÉPUBLIQUE	157
I. NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES.....	159
II. PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI DÉPOSÉS	162
III. DÉCLARATIONS D'URGENCE PUIS PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES	164
IV. NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES DÉFINITIVEMENT ET NOMBRE D'AMENDEMENTS DE SÉANCE DÉPOSÉS ET ADOPTÉS.....	167
V. EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE (1^{RE} LECTURE).....	170
VI. « BRAQUET » D'EXAMEN DES AMENDEMENTS (COMPARAISON PLURIANNUELLE).....	172
VII. MODALITÉS D'ADOPTION DES LOIS (HORS CONVENTIONS).....	174
A. TABLEAU RÉCAPITULATIF	174
B. LES COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES RÉUSSIES	176
C. LES LOIS ADOPTÉES, HORS CONVENTIONS, PAR ACCORD ENTRE LES DEUX ASSEMBLÉES (SOIT PAR LE JEU DE LA NAVETTE, SOIT À LA SUITE D'UNE COMMISSION MIXTE PARITAIRE)	178
D. LE DERNIER MOT DONNÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.....	180
E. ORIGINE DES LOIS PROMULGUÉES DEPUIS 1959	183
F. TAUX DE REPRISE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES AMENDEMENTS ADOPTÉS AU SÉNAT DEPUIS 1970.....	185
VIII. QUESTIONS D'ACTUALITÉ AU GOUVERNEMENT	187
IX. QUESTIONS ORALES	189
X. QUESTIONS ÉCRITES	191
XI. COMPARAISONS PLURIANNUELLES SUR L'ACTIVITÉ DU SÉNAT LORS DE LA SESSION ORDINAIRE	194
A. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT	194
B. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT	195
1. Textes définitivement adoptés	195
2. Statistiques relatives aux amendements en séance	197
3. Espaces réservés.....	198
4. Espaces transpartisans.....	199
5. Textes déposés et votes bloqués.....	200
C. CONTRÔLE PAR LE SÉNAT DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT	201
1. Débats	201
2. Questions discutées en séance publique.....	202
3. Questions écrites posées par les sénateurs et réponses.....	203

4. Résolutions européennes	203
XII. SESSIONS EXTRAORDINAIRES DEPUIS 2015-2016.....	204
XIII. LISTE DES 85 COMMISSIONS DE CONTRÔLE ET COMMISSIONS D'ENQUÊTE CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1959	205
XIV. LISTE DES 101 MISSIONS D'INFORMATION CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1969.....	216
ANNEXES - CALENDRIERS DE LA SESSION 2024-2025.....	229
I. DATES DES RÉUNIONS DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS	229
II. CALENDRIER DE LA SESSION 2024-2025.....	230

PROPOS INTRODUCTIF

Le présent document rassemble les statistiques établies par la direction de la Séance sur l'activité du Sénat au cours de l'année parlementaire 2024-2025 (du 1^{er} octobre 2024 au 30 septembre 2025).

Il comprend en introduction un **bilan général de l'année** (chiffres clés de la séance publique), ainsi que des statistiques relatives à la composition du Sénat.

Une première partie, relative à l'activité du Sénat en séance publique 2024-2025 est constituée de trois ensembles de séries statistiques présentent ensuite de façon synthétique l'activité **générale en séance publique** (I), l'**activité législative** (II), et l'**activité de contrôle ou de « prospective »** (III).

Une seconde partie intitulée **comparaison statistique pluriannuelle** présente les 66 ans du Sénat de la V^e République.

Les calendriers des Conférences des Présidents, des séances réservées et des semaines de séance sont rappelés en fin de volume.

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE
ANNÉE PARLEMENTAIRE 2024-2025
(1^{ER} OCTOBRE 2024 – 30 SEPTEMBRE 2025)

	2024-2025	2023-2024	2022-2023
Semaines de séance publique	35	32	36
- Semaines gouvernementales	17,5	17	19
<i>dont PLFSS et PLF</i>	4,5	4	4
- Semaines sénatoriales	14,5	14	14
<i>dont semaines de contrôle</i>	6,5	6,5	7,5
- Semaine de session de droit	-	1	-
- Semaines de session extraordinaire	3	-	3
Jours de séance publique	116	96	115
Heures de séance publique	788 h 30	652 h 49	848 h 00
<i>dont travaux législatifs</i>	391 h 11	324 h 01	367 h 29
<i>dont travaux de contrôle</i>	153 h 53	123 h 03	187 h 07
<i>dont lois de finances</i>	177 h 13	158 h 45	153 h 33
<i>dont lois de financement de la sécurité sociale</i>	61 h 12	43 h 06	139 h 18
<i>dont travaux divers</i>	4 h 59	3 h 52	0 h 31
Durée moyenne du jour de séance	6 h 47	6 h 48	7 h 22
Heures de séances de soir/nuit	170 h 23	162 h 56	210 h 25
	22 %	25 %	24,8 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	19 sur 31	11 sur 30	20 sur 48
	61,3 %	36,7 %	41,7 %
Propositions de loi déposées au Sénat	255	203	265
Amendements déposés	13 045	12 776	22 020
- En commission	1 885	2 993	3 459
- En séance	11 160	9 783	18 561
Amendements adoptés	3 519	2 987	3 648
- En commission	1 017	1 144	1 565
- En séance	2 502	1 843	2 083
Taux de reprise des amendements du Sénat par l'Assemblée nationale	70,1 %	62 %	63 %
Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)	124	95	98
<i>dont propositions de loi</i>	105	72	74
<i>(dont Sénat)</i>	74	45	52

	2024-2025	2023-2024	2022-2023
Textes examinés en procédure accélérée (hors conventions internationales)	62	53	48
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	56	51	44
<i>dont propositions de loi</i>	45	30	29
<i>(dont Sénat)</i>	22	12	12
Conventions internationales adoptées définitivement	15	12	23
Total des textes adoptés définitivement	71	63	67
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	33	18	19
Adoptions texte CMP	22	28	22
Dernier mot à l'Assemblée nationale	1	5	3
Réunions CMP	29	33	28
<i>dont accords</i>	27	29	23
Délai moyen d'adoption des textes¹ (en jours)	300	224	179

Ordonnances			
Nombre d'habilitations accordées	17	18	16
Nombre d'ordonnances publiées	13	8	37
Nombre d'ordonnances ratifiées	3	18	36

Débats d'initiative sénatoriale et débat à la suite du dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes	28	25	42
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	6	4	4
Débats relatifs au Conseil européen	3	3	3
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-	-	-

¹ Hors PLF, PLFR, PJJ de Règlement, PLFSS, PJJLC, projet de loi spéciale et conventions.

	2024-2025	2022-2023	2021-2022
Questions d'actualité au Gouvernement			
Nombre de séances	30	25	34
Nombre de questions	486	404	548
Questions orales discutées	519	436	588
Questions écrites			
Nombre de questions	6 040	4 150	5 503
Nombre de réponses	3 789	2 256	5 678
Scrutins publics	367	215	333

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE
SESSION ORDINAIRE 2024-2025
(1^{ER} OCTOBRE 2024 – 30 JUIN 2025)

	2024-2025	2023-2024	2022-2023
Semaines de séance publique	32	31	33
- Semaines gouvernementales	17,5	17	19
<i>dont PLFSS et PLF</i>	4,5	4	4
- Semaines sénatoriales	14,5	14	14
<i>dont semaines de contrôle</i>	6,5	6,5	7,5
Jours de séance publique	107	95	106
Heures de séance publique	745 h 34	651 h 51	803 h 38
<i>dont travaux législatifs</i>	356 h 39	324 h 01	332 h 55
<i>dont travaux de contrôle</i>	145 h 30	123 h 03	180 h 39
<i>dont lois de finances</i>	177 h 13	158 h 45	151 h 46
<i>dont lois de financement de la sécurité sociale</i>	61 h 12	43 h 06	137 h 44
<i>dont travaux d'ordre interne</i>	4 h 57	2 h 55	0 h 31
Durée moyenne du jour de séance	6 h 58	6 h 51	7 h 34
Heures de séances de soir/nuît	161 h 33	162 h 56	200 h 59
	22 %	25 %	25 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	14 sur 25	11 sur 30	17 sur 38
	56 %	36,67%	44,7 %
Propositions de loi déposées au Sénat	209	167	215
Amendements déposés	12 335	11 801	21 280
- En commission	1 774	2 018	3 449
- En séance	10 561	9 783	17 831
Amendements adoptés	3 393	2 897	3 547
- En commission	963	1 054	1 559
- En séance	2 430	1 843	1 988
Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)	118	95	91
<i>dont propositions de loi</i>	99	72	73
<i>(dont Sénat)</i>	70	45	52

	2024-2025	2023-2024	2022-2023
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	47	51	35
<i>dont propositions de loi</i>	39	30	25
<i>(dont Sénat)</i>	18	12	10
Conventions internationales adoptées définitivement	14	12	19
Total des textes adoptés définitivement	61	63	54
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	29	18	16
Adoptions texte CMP	18	28	16
Dernier mot à l'Assemblée nationale	-	5	3
Réunions CMP	24	33	24
<i>dont accords</i>	23	29	19

Débats d'initiative sénatoriale et débat à la suite du dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes	28	25	42
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	5	4	4
Débats relatifs au Conseil européen	3	3	3
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-	-	-

Questions d'actualité au Gouvernement			
Nombre de séances	28	25	32
Nombre de questions	453	404	516
Questions orales discutées	482	436	537
Questions écrites publiées			
Nombre de questions	5 191	3 888	4 573
Nombre de réponses	2 764	2 222	4 457

Scrutins publics	333	215	321
-------------------------	------------	------------	------------

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2024-2025

	2024-2025	2023-2024 ¹	2022-2023
Semaines de séance publique	3		3
Jours de séance publique	9		9
Heures de séance publique	42 h 56		44 h 22
<i>dont travaux législatifs</i>	<i>34 h 32</i>		<i>34 h 33</i>
<i>dont travaux de contrôle</i>	<i>8 h 22</i>		<i>6 h 28</i>
<i>dont lois de finances</i>	<i>0 h 00</i>		<i>1 h 47</i>
<i>dont lois de financement de la sécurité sociale</i>	<i>0 h 00</i>		<i>1 h 34</i>
<i>dont travaux d'ordre interne</i>	<i>0 h 02</i>		-
Durée moyenne du jour de séance	4 h 46	-	4 h 55
Heures de séances de soir/nuit	8 h 50	-	9 h 26 21,3 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	5 sur 6 83,3 %	-	3 sur 9 26 %
Propositions de loi déposées au Sénat	46	-	50
Amendements déposés	710	-	740
- En commission	111	-	10
- En séance	599	-	730
Amendements adoptés	126	-	101
- En commission	54	-	6
- En séance	72	-	95
Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)	14	-	12
dont propositions de loi	11	-	3
dont Sénat	7	-	2 ²

¹ En 2023-2024, le Parlement n'a pas été convoqué en session extraordinaire. Une session de droit s'est tenue après le renouvellement de l'Assemblée nationale. Le Sénat avait alors tenu une séance je jeudi 18 juillet pour une expression des groupes sur la situation politique à l'issue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024.

² L'examen de la proposition de loi visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique et l'examen de la proposition de loi visant à renforcer l'accompagnement des élus locaux dans la mise en œuvre de la lutte contre l'artificialisation des sols ont commencé au cours de la session ordinaire ; les conclusions des CMP ont elles été adoptées lors de la session extraordinaire. Ces textes sont donc comptés pour chacune des sessions mais ne sont comptabilisées qu'une seule fois dans le nombre de textes examinés au cours de la session.

	2024-2025	2023-2024 ¹	2022-2023
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	9	-	9
<i>dont propositions de loi</i>	6	-	4
<i>dont Sénat</i>	4	-	2
Conventions internationales adoptées définitivement	1	-	4
Total des textes adoptés définitivement	10	-	13
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	4	-	3
Adoption texte CMP	4	-	6
Dernier mot à l'Assemblée nationale	1	-	-
Réunions CMP	5	-	4
Accords	4	-	4

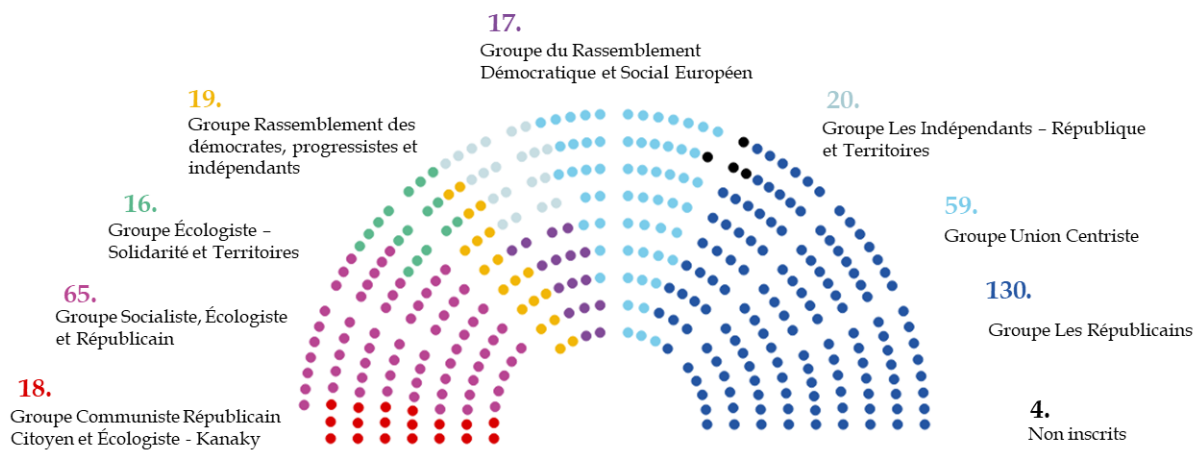
Débats d'initiative sénatoriale et débat à la suite du dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes	-	-	-
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	1	-	-
Débats relatifs au Conseil européen	-	-	-
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-	-	-

Questions d'actualité au Gouvernement			
Nombre de séances	2	-	2
Nombre de questions	33	-	32
Questions orales discutées	37	-	51
Questions écrites publiées			
Nombre de questions	849	180	930
Nombre de réponses	1 025	23	1 221

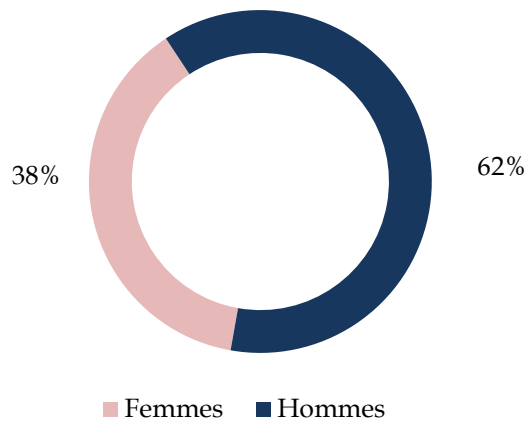
Scrutins publics	34	-	12
-------------------------	-----------	---	-----------

STATISTIQUES RELATIVES À LA COMPOSITION DU SÉNAT AU 30 SEPTEMBRE 2025 (348 SÉNATEURS)

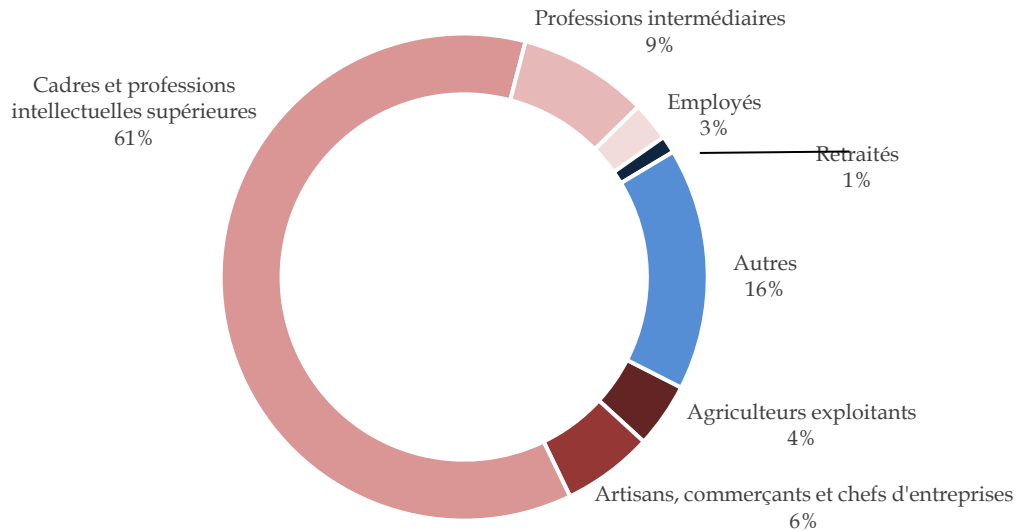
Effectifs des groupes



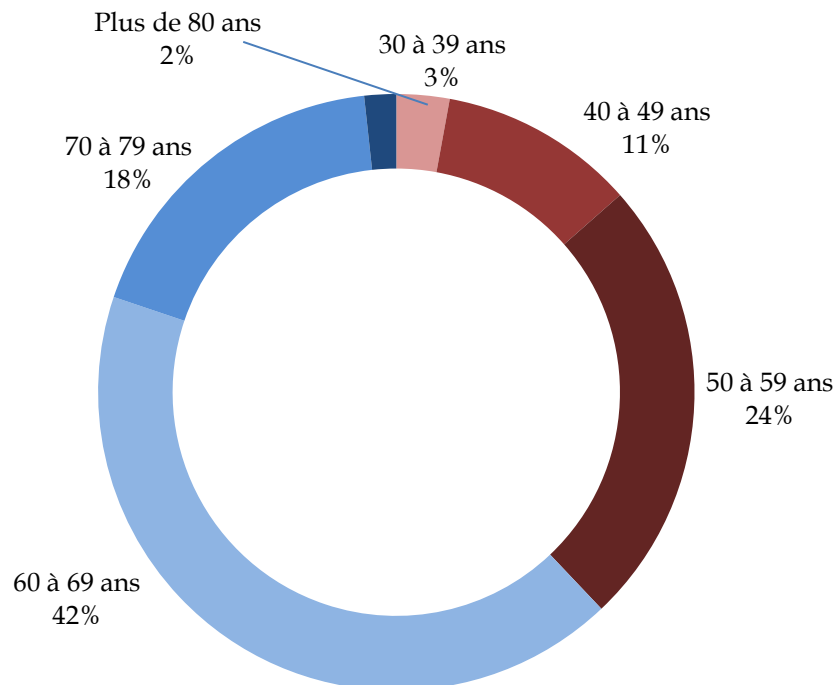
Répartition des sénateurs par sexe



Répartition des sénateurs par professions et catégories socioprofessionnelles



Les sénateurs par tranche d'âge *Moyenne d'âge : 61 ans et 7 mois*



Missions temporaires des sénateurs lors de l'année parlementaire 2024-2025
(4 missions)

Nom des parlementaires	Intitulé de la mission	Ministre auprès duquel s'exerce la mission	Date du décret de nomination	Fin de la mission
M. Daniel FARGEOT	L'amélioration de l'application des normes de production agricole de l'Union européenne aux produits importés	M. Bruno LE MAIRE, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, de M. Marc FESNEAU, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, M. Stéphane SÉJOURNÉ, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Mme Agnès PANNIER-RUNACHER, ministre déléguée auprès du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, et M. Franck RIESTER, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur, de l'attractivité, de la francophonie et des français de l'étranger	<i>Session précédente</i> (07.06.24)	14.10.24
Mme Véronique GUILLOTIN	La soumission chimique comme forme de violence faite aux femmes	Mme Aurore BERGÉ, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations	15.11.2024	17.02.2025
Mme Salama RAMIA	La reconstruction et de la refondation de Mayotte	M. Manuel VALLS, ministre d'État, ministre des outre-mer	09.04.2025	<i>En cours</i> <i>au</i> 30.09.25
Mme Sylviane NOËL	L'état des lieux et l'identification des freins et leviers pour assurer le développement de l'agritourisme	M. Éric LOMBARD, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et Mme Annie GENEVARD, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire	04.09.2025	<i>En cours</i> <i>au</i> 30.09.25

Évolution des effectifs des groupes politiques au cours l’année 2024-2025

Date	Groupes politiques															NI	Sièges vacants
	Les Républicains			SER		UC			Les Indépendants		RDPI		CRCE-K	RDSE			
	Mbres	App.	Ratt.	Mbres	App.	Mbres	App.	Ratt.	Mbres		Mbres	App.	Mbres	Mbres	Ratt.	Mbres	
01.10.24	99	20	12	64	-	51	4	3	18	19	2	19	15	1	16	4	1
21.10.24	99	20	12	64	-	52	4	3	18	18	2	19	15	1	16	4	1
22.10.24	98	21	11	64	-	53	4	3	18	18	2	19	15	1	16	4	1
04.11.24	98	21	11	64	-	53	4	3	18	18	2	19	15	1	16	4	1
09.12.24	98	21	11	64	-	53	4	3	18	18	2	19	15	1	16	5	-
10.12.24	98	21	11	64	-	53	4	3	18	18	2	19	16	1	16	4	-
14.01.25	98	21	11	64	-	53	4	3	18	18	2	19	16	1	16	4	-
24.01.25	98	21	12	64	-	52	4	3	19	18	2	18	16	1	16	4	-
27.01.25	98	21	12	64	1	52	4	3	19	17	2	18	16	1	16	4	-
02.03.25	98	21	12	64	1	52	4	3	19	17	2	18	16	1	16	4	-
03.04.25	98	21	11	64	1	52	4	3	20	17	2	18	16	1	16	4	-
20.05.25	99	20	11	64	1	52	4	3	20	17	2	18	16	1	16	4	-
11.07.25	99	20	11	64	1	52	4	3	20	17	2	18	15	1	16	4	1
01.09.25	99	20	11	64	1	51	4	3	20	17	2	18	15	1	16	5	1
01.09.25	99	20	11	64	1	51	4	3	20	17	2	18	15	1	16	5	1
15.09.25	99	20	11	64	1	52	4	3	20	17	2	18	15	1	16	5	-
18.09.25	99	20	11	64	1	52	4	3	20	17	2	18	16	1	16	4	-

PARTIE I
L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2024-2025

L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2024-2025

I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT

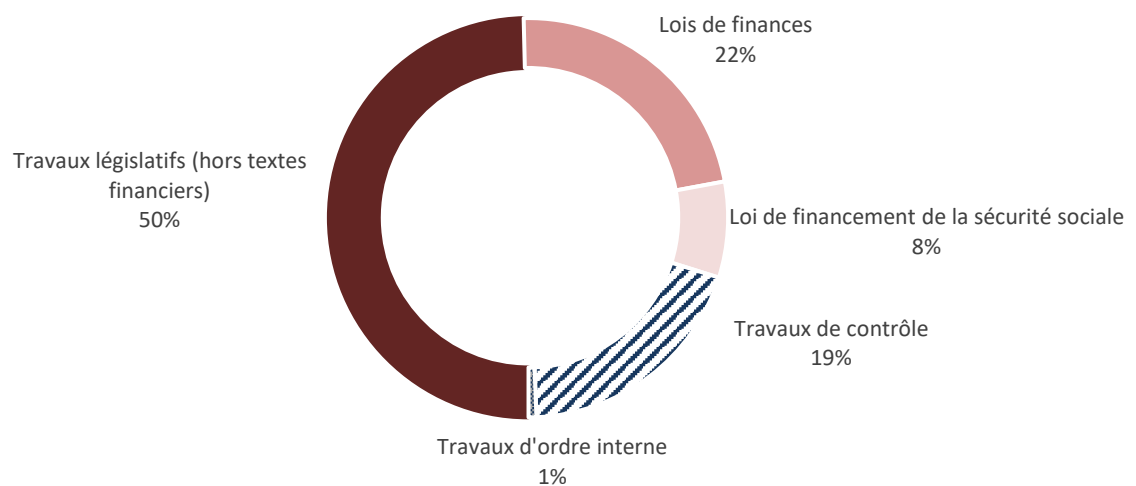
A. SÉANCE PUBLIQUE : NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES, DURÉE DES TRAVAUX SELON LEUR NATURE

SESSIONS		Session ordinaire	Sessions extra- ordinaires	TOTAL
SÉANCE	Semaines	32	3	35
	Jours	107	9	116
TRAVAUX LÉGISLATIFS (hors textes financiers)	Sem. Gouv.	187 h 55	34 h 32	222 h 27
	Sem. Sénat	168 h 44		168 h 44
	Sous-total	356 h 39		391 h 11
LOIS DE FINANCES	LF initiale (toutes lectures)	167 h 39	-	167 h 39
	Autres LF	9 h 33		9 h 33
	Sous-total	177 h 13		177 h 13
LOIS DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	LFSS initiale	57 h 47	-	57 h 47
	Autres LFSS	3 h 24		3 h 24
	Sous-total	61 h 12		61 h 12
TRAVAUX DE CONTRÔLE	QO	35 h 10	2 h 43	37 h 53
	QAG	36 h 45	2 h 40	39 h 25
	Débats d'initiative sénatoriale	45 h 22	-	45 h 22
	Débats européens	6 h 00	-	6 h 00
	Déclarations et messages	12 h 22	2 h 22	14 h 45
	PPR 34-1	5 h 49	-	5 h 49
	PPRE	-	-	-
	Divers contrôle ¹	3 h 56	0 h 36	4 h 33
	Sous-total	145 h 30	8 h 22	153 h 52

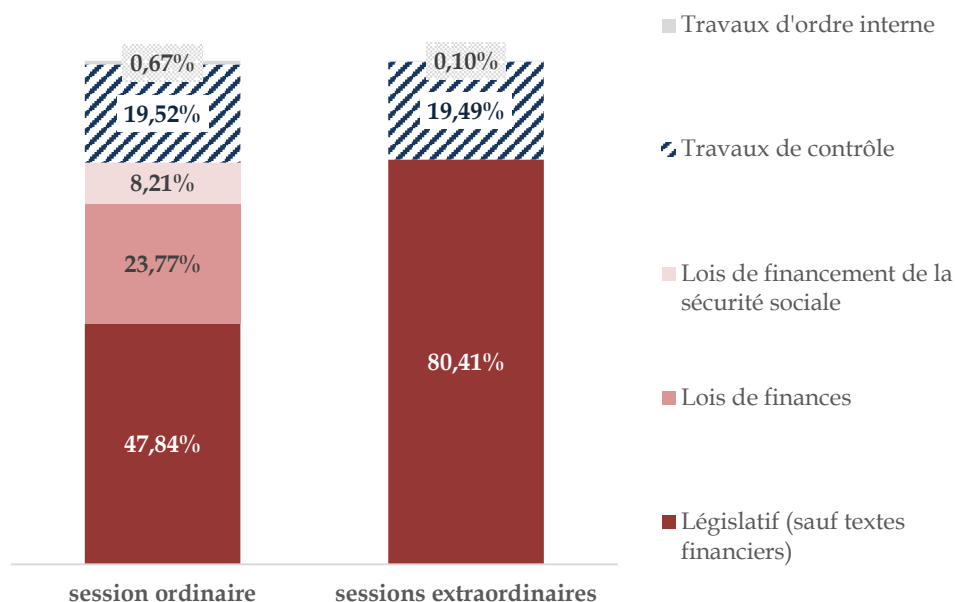
¹ À compter de la session 2023-2024, le débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes n'est pas comptabilisé en débat d'initiative mais en « divers contrôle »

SESSIONS		Session ordinaire	Sessions extra- ordinaires	TOTAL
TRAVAUX D'ORDRE INTERNE	PPR modifiant le Règlement du Sénat	4 h 07	-	4 h 07
	Autres travaux d'ordre interne	0 h 50	0 h 02	0 h 53
	Sous-total	4 h 57	0 h 02	5 h 00
TOTAL GÉNÉRAL		745 h 34	42 h 56	788 h 30

Répartition des heures de séance par nature des travaux
Année parlementaire 2024-2025



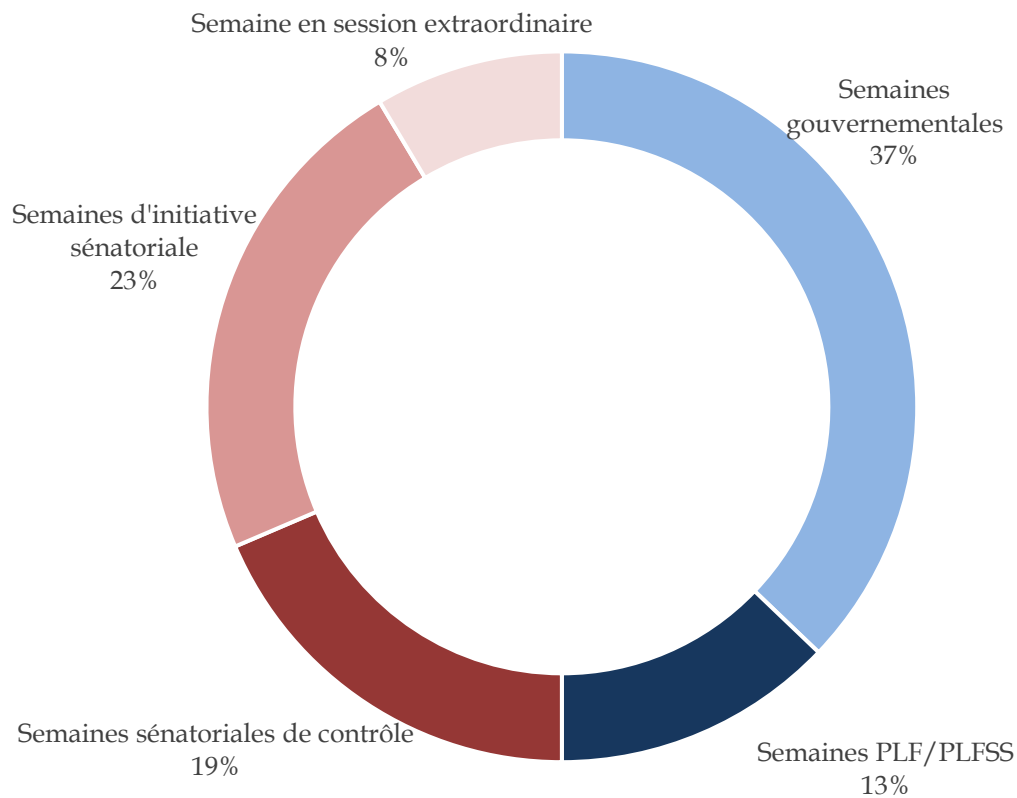
Répartition des heures de séance par nature des travaux au cours de l'année parlementaire 2024-2025



B. RÉPARTITION DES SEMAINES DE SÉANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SÉNAT

Partage des semaines d'ordre du jour Gouvernement/Sénat

Semaines de séance publique	2024-2025	2023-2024
Semaines de séance en session ordinaire	32	31
Semaines gouvernementales	17,5	17
• dont semaines du Gouvernement	13	13
• dont semaines PLF et PLFSS	4,5	4
Semaines sénatoriales	14,5	14
• dont semaines sénatoriales de contrôle	6,5	6,5
• dont semaines d'initiative sénatoriale	8	7,5
Autre semaine	-	-
Semaines de séance en session de droit	-	1
Semaines de séance en session extraordinaire	3	0
Total	35	32



C. ACTIVITÉ DU SÉNAT

1. Ordre du jour des semaines sénatoriales de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques¹

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Première semaine de contrôle					
08.10.24	Débat d'initiative sénatoriale	sur la croissance de la dette publique de la France	Groupes Les Républicains et UC	1 h 41	-
08.10.24	Débat d'initiative sénatoriale	sur la crise agricole	Groupe Les Républicains	1 h 46	-

¹ Hors espaces réservés et espaces transpartisans.
Sauf précision contraire, pour les textes législatifs, il s'agit de la première lecture.

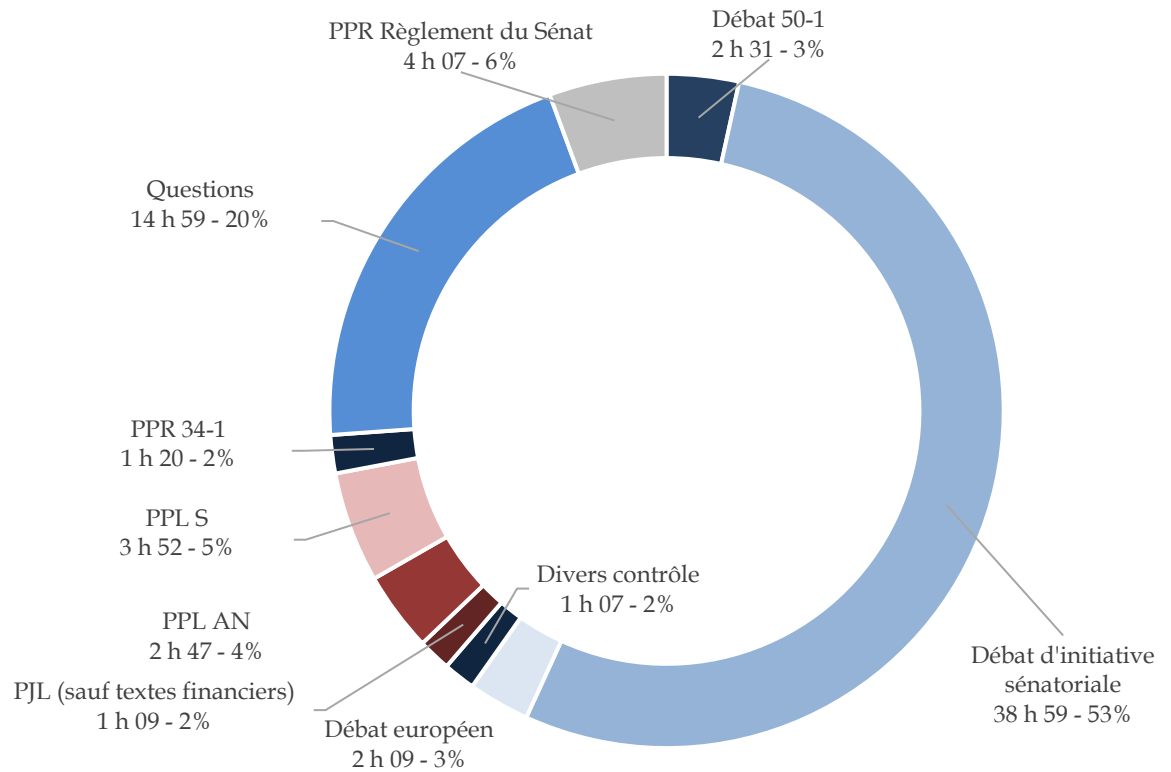
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
08.10.24	Débat d'initiative sénatoriale	sur la nécessité de former davantage de médecins et soignants	Groupe CRCE-K	2 h 00	-
08.10.24	Débat d'initiative sénatoriale	sur la situation des urgences pendant l'été 2024	Groupe SER	1 h 44	-
09.10.24	Questions	d'actualité	Gouvernement	1 h 28	-
09.10.24	Débat européen	préalable à la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2024	Gouvernement	2 h 09	-
Deuxième semaine de contrôle					
12.11.24	Débat d'initiative sénatoriale	sur le thème : « Nouvelle Commission : quelle politique européenne et quelle influence pour la France ? »	Groupe Les Républicains	1 h 38	-
12.11.24	Débat d'initiative sénatoriale	sur le thème : « Gestion de l'eau : bilan de l'été 2024 et perspective pour mieux gérer la ressource »	Groupe Les Républicains	1 h 44	-
13.11.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 20	-
13.11.24	Débat d'initiative sénatoriale	sur le thème : « Financement de la sécurité civile : soutenir les SDIS dans leur gestion des nouveaux risques »	Groupe RDSE	1 h 48	-
Troisième semaine de contrôle <i>(semaine partagée Contrôle et PLF, seuls figurent ci-dessous les points inscrits à l'ordre du jour en semaine de contrôle)</i>					
14.01.25	Divers contrôle	Lecture d'une déclaration du Gouvernement (DPG à l'AN) par Mme Elisabeth BORNE	Gouvernement	1 h 07	-
14.01.25	PPL AN	visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 56	Adoption définitive
14.01.25	Questions	orales	Gouvernement	0 h 56	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
14.01.25	Débat d'initiative sénatoriale	relatif au programme Territoires d'industrie	Commission des affaires économiques	1 h 35	-
Quatrième semaine de contrôle					
04.03.25	Débat 50-1	Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution, portant sur la situation en Ukraine et la sécurité en Europe	Gouvernement	2 h 31	-
04.03.25	Débat d'initiative sénatoriale	sur les accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes	Groupe Les Républicains	1 h 35	-
04.03.25	PPL S	relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes	Commission des affaires européennes	1 h 35	Adoption
05.03.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 22	-
05.03.25	Débat d'initiative sénatoriale	sur la reconnaissance du bénévolat de sécurité civile	Groupe	1 h 53	-
Cinquième semaine de contrôle					
08.04.25	Questions	orales	Gouvernement	3 h 09	-
08.04.25	Débat d'initiative sénatoriale	sur le Livre blanc de la Commission européenne sur la Défense	Groupe Les Républicains	1 h 51	-
08.04.25	PPR Règlement du Sénat	tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification	Conférence des Présidents	4 h 07	Adoption
09.04.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 14	-

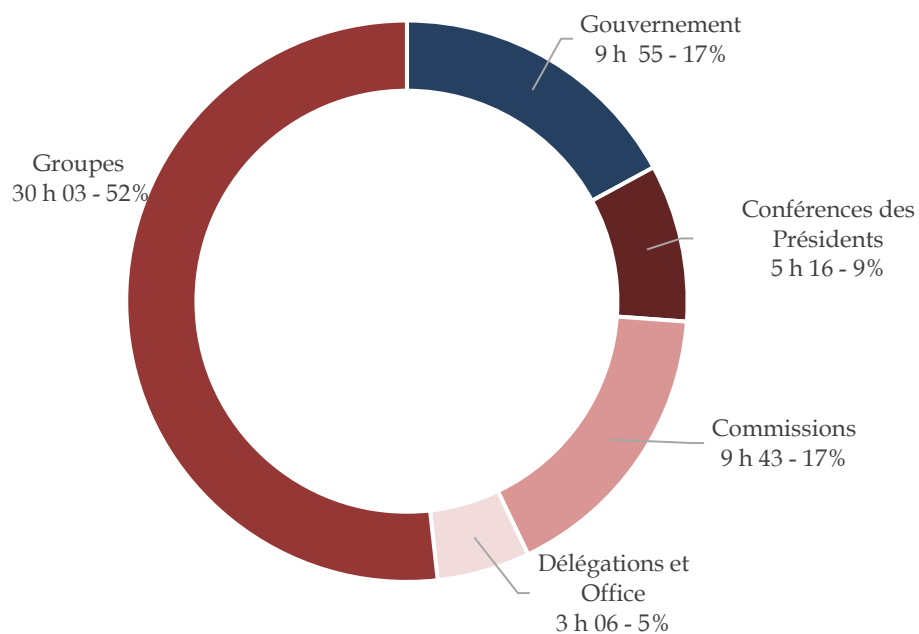
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
09.04.25	Débat d'initiative sénatoriale	sur la santé mentale, grande cause du gouvernement pour l'année 2025 : quels moyens pour en faire une priorité ?	Groupe SER	1 h 33	-
10.04.25	Débat d'initiative sénatoriale	sur l'apprentissage	Commissions des affaires sociales, des affaires économiques et de la culture	1 h 50	-
10.04.25	PPL AN	visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire (procédure accélérée) <i>Examen des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	0 h 51	Adoption définitive
10.04.25	PPR 34-1	en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant à favoriser la restauration de la sécurité en Haïti afin de créer les conditions nécessaires à la mise en place d'un processus politique de sortie de crise	Groupe SER	1 h 20	Adoption
10.04.25	Débat d'initiative sénatoriale	sur le thème : « Pour garantir la sincérité du débat public, quelle mise en œuvre des politiques françaises et européennes de régulation des plateformes en ligne ? »	Groupe EST	1 h 28	-
Sixième semaine de contrôle					
28.04.25	PPL S	visant à sortir la France du piège du narcotrafic (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 42	Adoption
28.04.25	PPL S	organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée (procédure accélérée) <i>Examen des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	0 h 36	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
28.04.25	PPL S	relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire (procédure accélérée) <i>Examen des conclusions de la CMP</i>	Commission de la culture	0 h 57	Adoption
28.04.25	Débat d'initiative sénatoriale	sur l'intelligence artificielle	Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	1 h 27	-
28.04.25	Débat d'initiative sénatoriale	sur le thème : « Comment relancer le fret ferroviaire ? »	Groupe CRCE-K	1 h 44	-
29.04.25	Questions	orales	Gouvernement	2 h 49	-
29.04.25	Débat d'initiative sénatoriale	sur les défaillances d'entreprises	Délégation aux entreprises	1 h 38	-
29.04.25	Débat d'initiative sénatoriale	sur les initiatives européennes en matière de simplification et d'allègement de la charge administrative pesant sur les entreprises	Groupe Les Républicains	1 h 31	-

Répartition du temps de séance en semaine de contrôle selon la nature des sujets (hors espaces réservés)



Répartition du temps de séance par auteur de la demande d'inscription (hors espaces réservés et hors questions)



2. Ordre du jour des semaines d'initiative sénatoriale¹

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Première semaine d'initiative sénatoriale					
15.10.24	PPL S	pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves	Groupe Les Républicains	1 h 39	Adoption
15.10.24	PPL S	visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet (procédure accélérée)	Groupes Les Républicains et UC	0 h 57	Adoption
15.10.24	PPL S	portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie	Groupe Les Républicains	8 h 45	Adoption
16.10.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 22	-
17.10.24	PPL S	visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités (procédure accélérée)	Commission des lois	0 h 41	Adoption
17.10.24	PPL S	visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » (procédure accélérée)	Groupe UC	2 h 54	Adoption
Deuxième semaine d'initiative sénatoriale					
29.10.24	PPL S	visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles	Commission des finances	5 h 38	Adoption
30.10.24	Divers interne	Hommage à Claude HURIET	Président du Sénat	0 h 01	-
30.10.24	Divers interne	Hommage à Jean-François PICHERAL	Président du Sénat	0 h 01	-
30.10.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 22	-

¹ Hors espaces réservés et espaces transpartisans.

Sauf précision contraire, pour les textes législatifs, il s'agit de la première lecture.

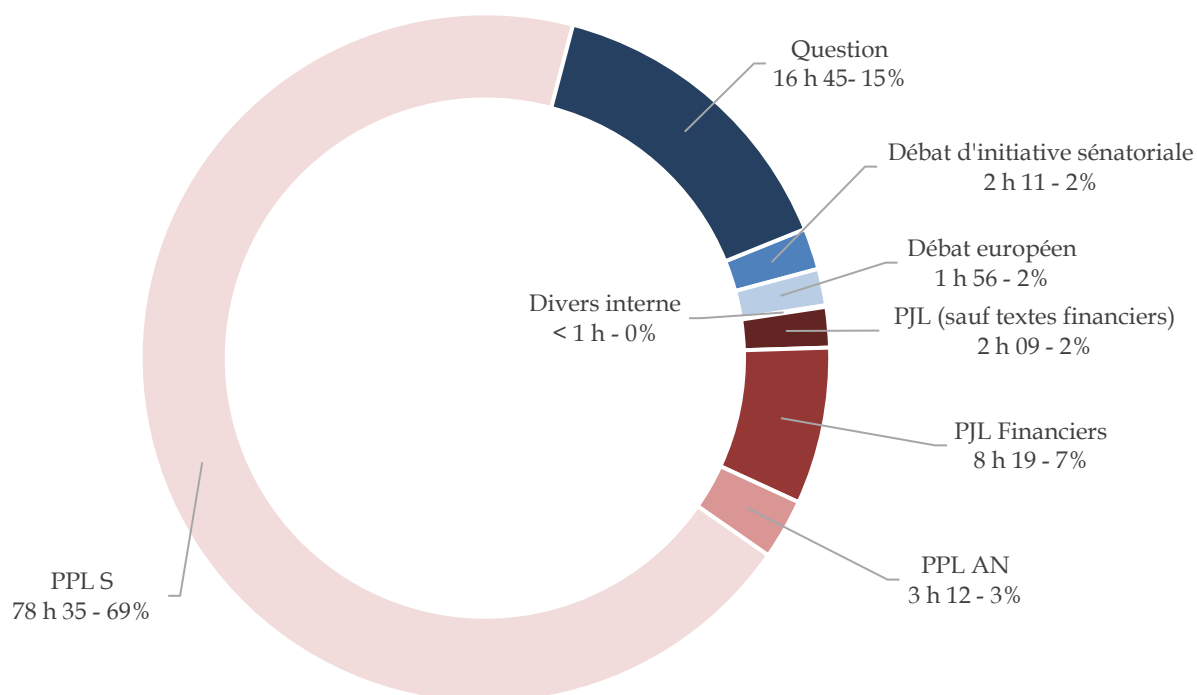
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
30.10.24	Débat d'initiative sénatoriale	sur le plan budgétaire et structurel national à moyen terme et sur l'orientation des finances publiques	Commission des finances	2 h 11	-
Troisième semaine d'initiative sénatoriale					
18.12.24	PJL Financier	spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances	Gouvernement (Superpriorité)	2 h 07	Adoption définitive
Quatrième semaine d'initiative sénatoriale					
27.01.25	PPL S	visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur (procédure accélérée)	Groupe Les Républicains	8 h 14	Adoption
28.01.25	PPL S	visant à sortir la France du piège du narcotrafic (procédure accélérée) <i>Explications de vote et vote solennel en semaine gouvernementale</i>	Groupe Les Républicains	10 h 38	-
28.01.25	PPL S	organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiants (procédure accélérée) <i>Explications de vote et vote solennel en semaine gouvernementale</i>	Commission des lois	1 h 06	-
29.01.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
Cinquième semaine d'initiative sénatoriale					
17.02.25	PJL Financier	de financement de la sécurité sociale pour 2025 <i>Nouvelle lecture</i>	Gouvernement (Superpriorité)	6 h 11	Adoption définitive
18.02.25	Questions	orales	Gouvernement	1 h 39	-
18.02.25	PJL	d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture (procédure accélérée) <i>Explications de vote et vote solennel</i>	Gouvernement	1 h 10	Adoption
18.02.25	PPL S	visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport	Groupe Les Républicains	4 h 29	Adoption
19.02.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 23	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
19.02.25	Travaux internes	Désignation des dix-neuf membres de la commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité <i>(droit de tirage du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires)</i>	Conférence des Présidents	0 h 01	-
20.02.25	PJL	d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture (procédure accélérée) <i>Examen des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	0 h 58	Adoption définitive
Sixième semaine d'initiative sénatoriale					
17.03.25	PPL S	relative au renforcement de la sûreté dans les transports (procédure accélérée) <i>Examen des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	0 h 54	Adoption
17.03.25	Débat européen	préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 mars	Gouvernement	1 h 56	-
18.03.25	Questions	orales	Gouvernement	3 h 16	-
18.03.25	PPL S	visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux (procédure accélérée) <i>Explications de vote et vote solennel</i>	Conférence des Présidents	1 h 04	Adoption
18.03.25	PPL S	visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive	Groupe Les Républicains	2 h 42	Adoption
18.03.25	PPL S	créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales	Groupe Les Républicains	2 h 56	Adoption
19.03.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 14	-

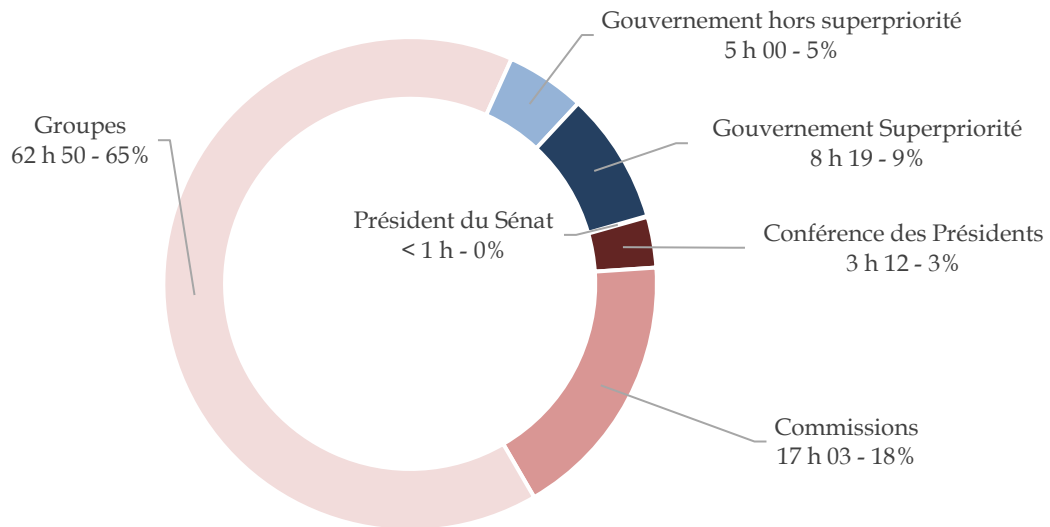
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Septième semaine d'initiative sénatoriale					
12.05.25	PPL AN	relative à l'organisation et aux missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours	Groupe Les Républicains	1 h 04	Adoption
12.05.25	PPL S	tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues (procédure accélérée)	Groupe Les Républicains	2 h 50	Adoption
12.05.25	PPL S	visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires (procédure accélérée)	Groupe Les Républicains	9 h 40	Adoption
13.05.25	PPL AN	visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé <i>Explications de vote et vote solennel</i> (procédure accélérée)	Conférence des Présidents	0 h 59	Adoption
14.05.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
Huitième semaine d'initiative sénatoriale					
10.06.25	Questions	orales	Gouvernement	2 h 38	-
10.06.25	PPL AN	visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile (procédure accélérée) <i>Explications de vote et vote solennel</i>	Conférence des Présidents	1 h 07	Adoption
10.06.25	PPL S	relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel (procédure accélérée)	Commission de la culture	4 h 48	Adoption
10.06.25	PPL S	visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires (procédure accélérée)	Groupe Les Républicains	2 h 58	Adoption
11.06.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 19	-
11.06.25	PPL S	relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de	Groupe UC	0 h 51	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
		sécurité et de prévention de la délinquance			
11.06.25	PPL S	portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI)	Groupe Les Républicains	2 h 06	Adoption
11.06.25	PPL S	visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales (procédure accélérée)	Commission des finances	2 h 36	Adoption

**Répartition du temps de séance en semaine d'initiative
selon la nature des sujets
(hors espaces réservés)**



**Répartition du temps de séance en semaine d'initiative
par auteur de la demande d'inscription
(hors espaces réservés et hors questions)**



3. Ordre du jour des espaces réservés¹

Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort
09.10.24	UC	PPL S	visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes	2 h 52	Rejet
09.10.24		PPL S	visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires	1 h 13	Adoption
10.10.24	SER	PPL S	visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique	1 h 43	Rejet

¹ Sauf précision contraire, pour les textes législatifs, il s'agit de la première lecture.

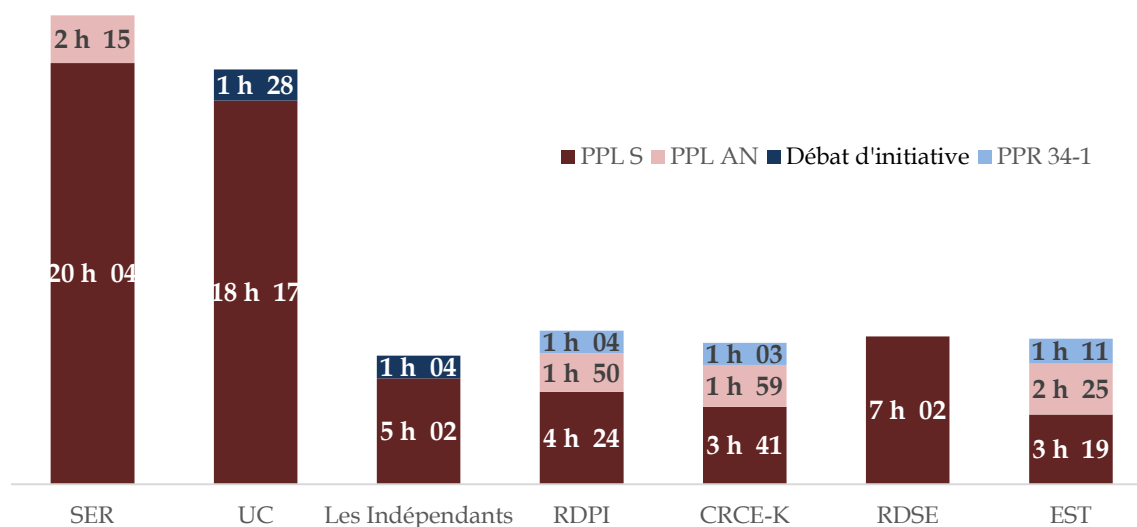
Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort
10.10.24		PPL S	visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat	2 h 11	Rejet
17.10.24	SER	PPL S	visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes	2 h 20	Adoption
17.10.24		PPL S	visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs	1 h 24	Rejet
30.10.24	CRCE-K	PPL AN	visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie	1 h 59	Adoption
30.10.24		PPL S	constitutionnelle instaurant une Charte des services publics	1 h 33	Rejet
13.11.24	RDSE	PPL S	instituant une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences	2 h 04	Adoption
13.11.24		PPL S	visant à limiter le paiement en espèces	1 h 01	Rejet
14.11.24	Les Indépendants	PPL S	visant à interdire le démarchage téléphonique	1 h 48	Adoption
14.11.24		PPL S	constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques	1 h 49	Rejet
14.11.24	RDPI	PPR 34-1	visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone	1 h 04	Adoption
14.11.24		PPL S	visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans	2 h 36	Rejet
30.01.25	EST	PPR 34-1	en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives	1 h 11	Adoption

Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort
30.01.25		PPL S	en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie	1 h 44	Adoption
30.01.25	UC	Débat d'initiative sénatoriale	sur le thème : « Quel avenir pour le Pass culture ? »	1 h 28	-
30.01.25		PPL S	tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée	2 h 30	Adoption
19.02.25	CRCE-K	PPL S	visant à indexer les salaires sur l'inflation	2 h 08	Rejet
19.02.25		PPR 34-1	tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques	1 h 03	Rejet
20.02.25	UC	PPL S	visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire	2 h 34	Adoption
20.02.25		PPL S	relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur (procédure accélérée)	1 h 35	Adoption
05.03.25	SER	PPL S	visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer	2 h 02	Adoption
05.03.25		PPL S	expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer	1 h 33	Adoption
06.03.25	UC	PPL S	visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent	2 h 38	Adoption
06.03.25		PPL S	visant à renforcer la prévention et la lutte contre le risque incendie lié aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de collecte, de tri et de recyclage (procédure accélérée)	1 h 10	Adoption

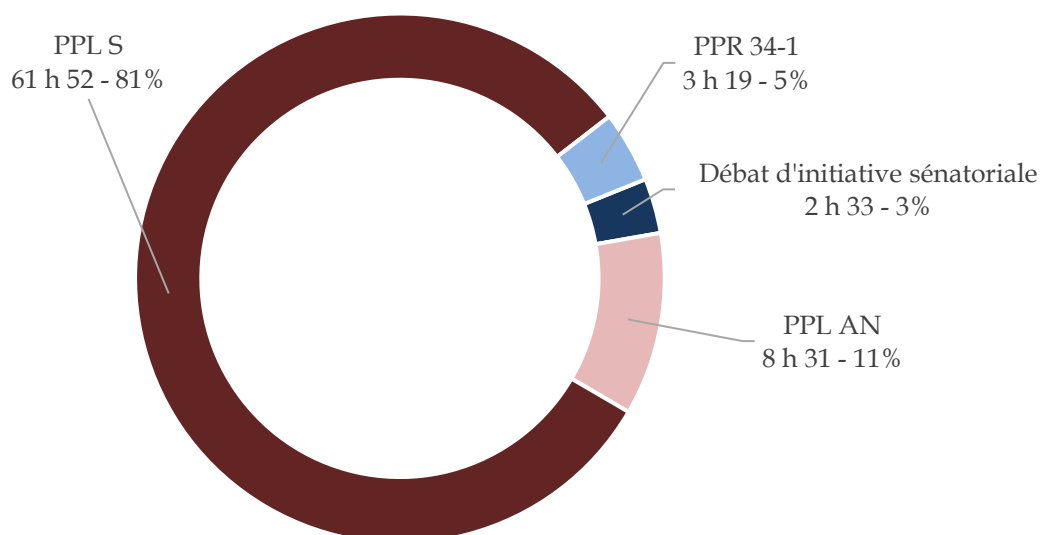
Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort
06.03.25	RDSE	PPL S	visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations (procédure accélérée)	2 h 10	Adoption
06.03.25		PPL S	visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote	1 h 46	Adoption
20.03.25	Les Indépendants	PPL S	relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues	1 h 25	Adoption
20.03.25		Débat d'initiative sénatoriale	sur le thème : « Revente de billets pour les manifestations sportives et culturelles : quelles actions pour protéger les consommateurs et lutter contre les fraudes et la spéculation ? »	1 h 04	-
20.03.25	SER	PPL S	visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse	1 h 10	Adoption
20.03.25		PPL S	visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien	2 h 00	Adoption
09.04.25	RDPI	PPL S	relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone	1 h 47	Retirée de l'ordre du jour par son auteur
09.04.25		PPL AN	visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotes	1 h 50	Adoption définitive
15.05.25	UC	PPL S	relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse	2 h 19	Adoption
15.05.25		PPL S	visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB)	1 h 21	Adoption

Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort
15.05.25	SER	PPL S	tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population	2 h 20	Rejet
15.05.25		PPL S	visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés	1 h 36	Rejet
12.06.25	SER	PPL AN	visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone	2 h 15	Adoption
12.06.25		PPL S	visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses	1 h 39	Rejet
12.06.25	EST	PPL AN	instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches	2 h 25	Rejet
12.06.25		PPL S	visant à mieux protéger les écosystèmes marins	1 h 34	Rejet

**Répartition horaire des temps de séance
dans le cadre des espaces réservés par nature de sujet
selon l'auteur de l'inscription**



Répartition du temps de séance dans le cadre des espaces réservés par nature de sujet

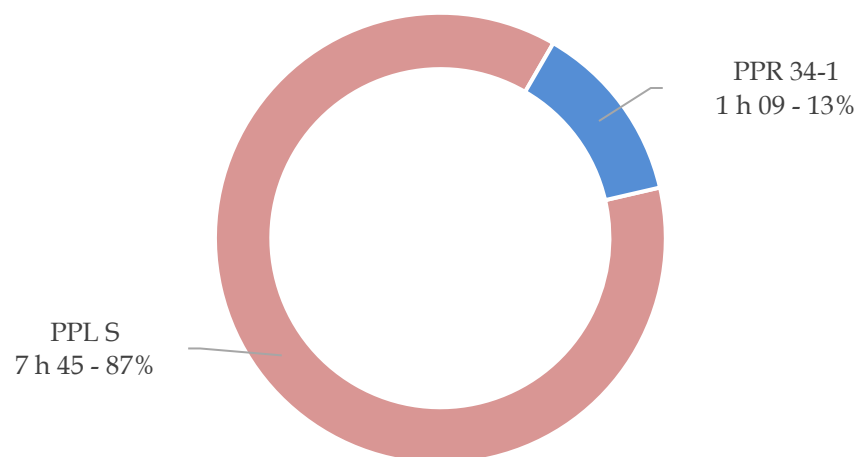


4. Ordre du jour des espaces transpartisans¹

Date	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort
19.03.25	PPL S	visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction	1 h 15	Adoption
	PPL S	relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France	2 h 18	Adoption
	PPR 34-1	en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants	1 h 09	Adoption
14.05.25	PPL S	organique tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française	1 h 24	Adoption
	PPL S	visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France	1 h 22	Adoption
	PPL S	portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile	1 h 25	Retirée de l'ordre du jour par son auteur

¹ Sauf précision contraire, pour les textes législatifs, il s'agit de la première lecture.

Répartition du temps de séance dans le cadre des espaces transpartisans par nature de sujet



5. Ordre du jour des semaines gouvernementales¹

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Première semaine gouvernementale					
01.10.24	Divers contrôle	Lecture d'une déclaration du Gouvernement (DPG à l'AN) par M. Didier MIGAUD	Gouvernement	1 h 03	-
02.10.24	Débat 50-1	Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution (déclaration de politique générale de M. Michel BARNIER)	Gouvernement	2 h 37	-
Deuxième semaine gouvernementale					
22.10.24	Questions	orales	Gouvernement	3 h 12	-
22.10.24	Travaux internes	Éloge funèbre de Jean-Pierre BANSARD	Président du Sénat	0 h 12	-

¹ Sauf précision contraire, pour les textes législatifs, il s'agit de la première lecture.

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
22.10.24	PJL	Explications de vote des groupes puis scrutin public solennel sur le projet de loi de simplification de la vie économique (procédure accélérée)	Conférence des Présidents	1 h 11	Adoption
22.10.24	PJL Financier	relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 25	Rejet définitif
22.10.24	PJL Financier	d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 35	Rejet définitif
23.10.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 18	-
23.10.24	PPL S	organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 52	Adoption
23.10.24	PPL S	organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 02	Adoption
Troisième semaine gouvernementale					
05.11.24	Questions	orales	Gouvernement	3 h 07	-
05.11.24	PPL S	visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants <i>Deuxième lecture</i>	Gouvernement	1 h 01	Adoption définitive
05.11.24	PPL AN	visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (procédure accélérée) <i>Lecture des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	0 h 54	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
05.11.24	Cv° procédure simplifiée	autorisant l'approbation de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part et de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 00	Adoption
05.11.24	Cv° procédure simplifiée	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Indonésie relatif à la coopération dans le domaine de la défense (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 00	Adoption
05.11.24	Cv° procédure simplifiée	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 00	Adoption définitive
05.11.24	Cv° procédure normale	autorisant la ratification de l'accord se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 09	Adoption définitive
05.11.24	PPL S	tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 25	Adoption
06.11.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
06.11.24	Débat d'initiative sénatoriale	sur le rapport sur la situation des finances publiques locales remis en application de l'article 52 de la loi organique relative aux lois de finances	Commission des finances	1 h 36	-
06.11.24	PPL AN	visant à poursuivre l'expérimentation relative au travail à temps partagé aux fins d'employabilité (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 40	Adoption définitive

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Semaine PLFSS					
18.11.24	PJL Financier	de financement de la sécurité sociale pour 2025 <i>Explications de vote et vote solennel en semaine PLF</i>	Gouvernement	49 h 11	-
20.11.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 25	-
20.11.24	Travaux internes	Désignation des 23 membres de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés	Gouvernement	< 1 minute	-
Première semaine PLF					
25.11.24	PJL Financier	de finances pour 2025	Gouvernement	89 h 32	Examen suspendu
25.11.24	PJL Financier	de finances de fin de gestion pour 2024 (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 51	Adoption
26.11.24	PJL Financier	de financement de la sécurité sociale pour 2025 <i>Explications de vote et vote solennel</i>	Gouvernement	1 h 11	Adoption
27.11.24	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 13	-
27.11.24	Débat 50-1	Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur cette déclaration, en application de l'article 50-1 de la Constitution, portant sur les négociations en cours relatives à l'accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur	Gouvernement	1 h 56	Adoption
Deuxième semaine PLF					
03.12.24	Questions	orales	Gouvernement	2 h 52	-
04.12.24	PJL Financier	de finances de fin de gestion pour 2024 (procédure accélérée) <i>Lecture des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	1 h 00	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Troisième semaine PLF (partagée avec une semaine de Contrôle, seuls figurent ci-dessous les points inscrits à l'ordre du jour en semaines PLF)					
15.01.25	Débat 50-1	Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat, en application de l'article 50-1	Gouvernement	2 h 31	-
15.01.25	Travaux internes	Désignation des 19 membres de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants	Conférence des Présidents	0 h 00	-
15.01.25	Travaux internes	Désignation des 23 membres de la commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis	Conférence des Présidents	0 h 00	-
15.01.25	PJL Financier	de finances pour 2025 (suite)	Gouvernement	41 h 40	-
Quatrième semaine PLF					
20.01.25	PJL Financier	de finances pour 2025 (suite)	Gouvernement	35 h 30	Adoption
22.01.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 20	-
22.01.25	Travaux internes	Hommage à Didier GUILLAUME	Président du Sénat	0 h 08	-
23.01.25	PJL Financier	de financement de la sécurité sociale pour 2025 (seules explications de vote et vote solennel) <i>Lecture des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	1 h 13	Adoption
Quatrième semaine gouvernementale					
03.02.25	PJL	d'urgence pour Mayotte (procédure accélérée)	Gouvernement	8 h 56	Adoption
04.02.25	PPL S	visant à sortir la France du piège du narcotrafic (procédure accélérée) <i>Explications de vote et vote solennel</i>	Conférence des Présidents	0 h 38	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
04.02.25	PPL S	organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiants (procédure accélérée) <i>Explications de vote et vote solennel</i>	Conférence des Présidents	0 h 38	Adoption
04.02.25	PJL	d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture (procédure accélérée) <i>Examen sur deux semaines gouvernementales ; explications de vote et vote solennel en semaine d'initiative sénatoriale</i>	Gouvernement	14 h 45	-
05.02.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
06.02.25	PJL Financier	de finances pour 2025 <i>Lecture des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	1 h 11	Adoption définitive
06.02.25	PPL AN	portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 22	Adoption
Cinquième semaine gouvernementale					
10.02.25	PJL	d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture (procédure accélérée) (suite) <i>Explications de vote et vote solennel en semaine d'initiative sénatoriale</i>	Gouvernement	18 h 46	-
11.02.25	Questions	orales	Gouvernement	3 h 09	-
12.02.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 20	-
12.02.25	Travaux internes	Désignation des dix-neuf membres de la commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française (droit de tirage du groupe Les Indépendants République et Territoires)	Gouvernement	0 h 00	-

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
12.02.25	Cv° procédure simplifiée	Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant création du Centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO)	Gouvernement	0 h 01	Adoption
12.02.25	Cv° procédure simplifiée	Projet de loi autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 01	Adoption
13.02.25	PPL AN	portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole (procédure accélérée) <i>Lecture des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	0 h 45	Adoption définitive
13.02.25	PJL	d'urgence pour Mayotte (procédure accélérée) <i>Lecture des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	0 h 56	Adoption définitive
13.02.25	PPL AN	visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique <i>Lecture des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	0 h 50	Adoption définitive
12.02.25	Cv° procédure normale	autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 58	Adoption
Sixième semaine gouvernementale					
10.03.25	PJL	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (procédure accélérée)	Gouvernement	5 h 35	Adoption
11.03.25	PPL AN	visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal	Gouvernement	4 h 46	Adoption
11.03.25	PPL S	organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la	Gouvernement	0 h 56	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
		cohésion municipale et la parité (procédure accélérée)			
11.03.25	PJL	relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité (procédure accélérée)	Gouvernement	5 h 39	Adoption
12.03.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 17	-
12.03.25	Cv° procédure simplifiée	autorisant l'approbation de la Résolution n° 259 portant modification de l'article 1er de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement afin de permettre l'élargissement limité et progressif du champ d'action géographique de la Banque à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 02	Adoption
12.03.25	Cv° procédure simplifiée	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Observatoire du réseau d'antennes d'un kilomètre carré (SKAO) relatif à l'adhésion de la France à l'Observatoire (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 02	Adoption
12.03.25	Cv° procédure simplifiée	autorisant la ratification du traité sur la coopération dans le domaine de la défense entre la République française et le Royaume d'Espagne (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 02	Adoption définitive
12.03.25	PPL AN	visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 48	Adoption définitive
12.03.25	PPL S	visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux (procédure accélérée) <i>Explications de vote et vote solennel en semaine d'initiative sénatoriale</i>	Conférence des Présidents	10 h 23	-
Septième semaine gouvernementale					
25.03.25	Questions	orales	Gouvernement	3 h 10	-
25.03.25	PPL S	visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en	Gouvernement	2 h 49	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
		dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement (procédure accélérée)			
25.03.25	PPL AN	visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 23	Adoption
25.03.25	PPL AN	visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents (procédure accélérée)	Gouvernement	4 h 55	Adoption
26.03.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 15	-
27.03.25	Divers contrôle	à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes	Conférence des Présidents	1 h 45	-
Huitième semaine gouvernementale					
01.04.25	Travaux internes	Désignation d'un vice-président en remplacement de M. Dominique THÉOPHILE et d'un Secrétaire du Sénat en remplacement de Mme Patricia SCHILLINGER	Conférence des Présidents	0 h 02	-
01.04.25	PPL S	visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 32	Adoption
01.04.25	PPL AN	visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 17	Adoption
01.04.25	PPL S	visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » (procédure accélérée) <i>Deuxième lecture</i>	Gouvernement	1 h 17	Adoption définitive
02.04.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 18	-
02.04.25	PPL AN	contre toutes les fraudes aux aides publiques (procédure accélérée)	Gouvernement	6 h 36	Adoption
03.04.25	Cv° procédure normale	autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la	Gouvernement	0 h 54	Adoption

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
		fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales (procédure accélérée)			
03.04.25	PPL AN	visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte <i>Lecture des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	0 h 50	Adoption
03.04.25	PJL	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes <i>Lecture des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	0 h 55	Adoption définitive
03.04.25	PPL AN	visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes	Gouvernement	4 h 04	Adoption
Neuvième semaine gouvernementale					
05.05.25	PPL AN	visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession <i>Deuxième lecture</i>	Gouvernement	0 h 59	Adoption définitive
05.05.25	PPL AN	sur la profession d'infirmier (procédure accélérée)	Gouvernement	5 h 14	Adoption
06.05.25	Débat 50-1	Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution, portant sur la souveraineté énergétique de la France	Gouvernement	2 h 45	-
06.05.25	PPL S	portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982 <i>Deuxième lecture</i>	Gouvernement	1 h 39	Adoption
06.05.25	PPL AN	visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé (procédure accélérée) <i>Explications de vote et vote solennel en semaine d'initiative sénatoriale</i>	Gouvernement	2 h 28	-
07.05.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 19	-
Dixième semaine gouvernementale					

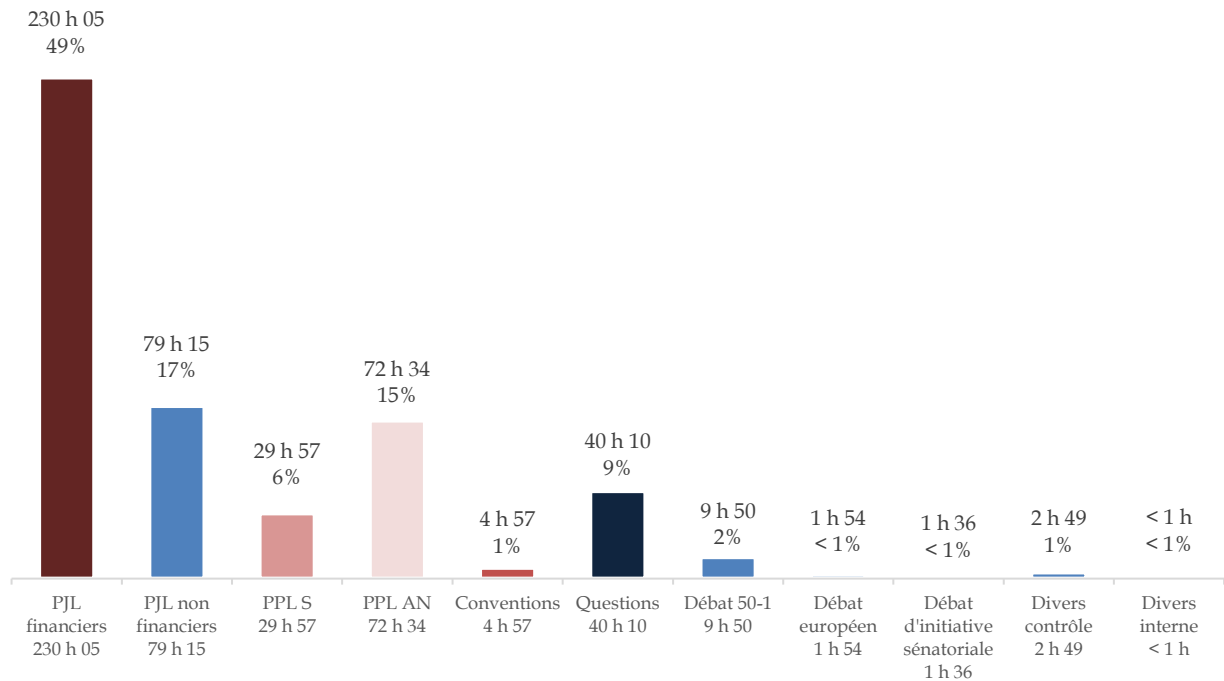
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
19.05.25	PJL	relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 18	Adoption
19.05.25	PPL AN	visant à renforcer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents (procédure accélérée) <i>Lecture des conclusions de la CMP</i> (précédemment intitulée visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale)	Gouvernement	0 h 51	Adoption définitive
19.05.25	PJL	programmation pour la refondation de Mayotte (procédure accélérée) <i>Explications de vote et vote solennel en semaine de contrôle</i>	Gouvernement	9 h 11	Adoption
19.05.25	PJL	organique relatif au Département-Région de Mayotte (procédure accélérée) <i>Explications de vote et vote solennel en semaine de contrôle</i>	Gouvernement	0 h 59	Adoption
20.05.25	Questions	orales	Gouvernement	2 h 49	-
20.05.25	Cv° procédure simplifiée	autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et les Nations unies portant sur les arrangements relatifs aux privilèges et immunités ainsi que d'autres questions afférentes aux réunions des Nations unies tenues sur le territoire français (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 01	Adoption définitive
21.05.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
21.05.25	Cv° procédure normale	autorisant la ratification du Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 47	Adoption
21.05.25	PPL AN	contre toutes les fraudes aux aides publiques (procédure accélérée) <i>Lecture des conclusions de la CMP</i> (précédemment intitulée renforçant la lutte contre les fraudes aux aides publiques)	Gouvernement	0 h 55	Adoption définitive

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Onzième semaine gouvernementale					
02.06.25	Cv° procédure simplifiée	autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières (procédure accélérée) <i>Lecture des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	0 h 52	Adoption
02.06.25	PJL	portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 15	Adoption
02.06.25	PPL AN	visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile (procédure accélérée) <i>Explications de vote et vote solennel en semaine d'initiative sénatoriale</i>	Gouvernement	5 h 18	-
03.06.25	PPL AN	visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille (procédure accélérée)	Gouvernement	2 h 58	Rejet
04.06.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 18	-
04.06.25	PJL	portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social (procédure accélérée)	Gouvernement	3 h 00	Adoption
05.06.25	PPL AN	instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 11	Adoption définitive
05.06.25	PPL AN	visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations (procédure accélérée) <i>Lecture des conclusions de la CMP</i> <i>(précédemment intitulé visant à faciliter la transformation des bureaux en logements (texte transmis au Sénat en 1L))</i>	Gouvernement	0 h 50	Adoption définitive

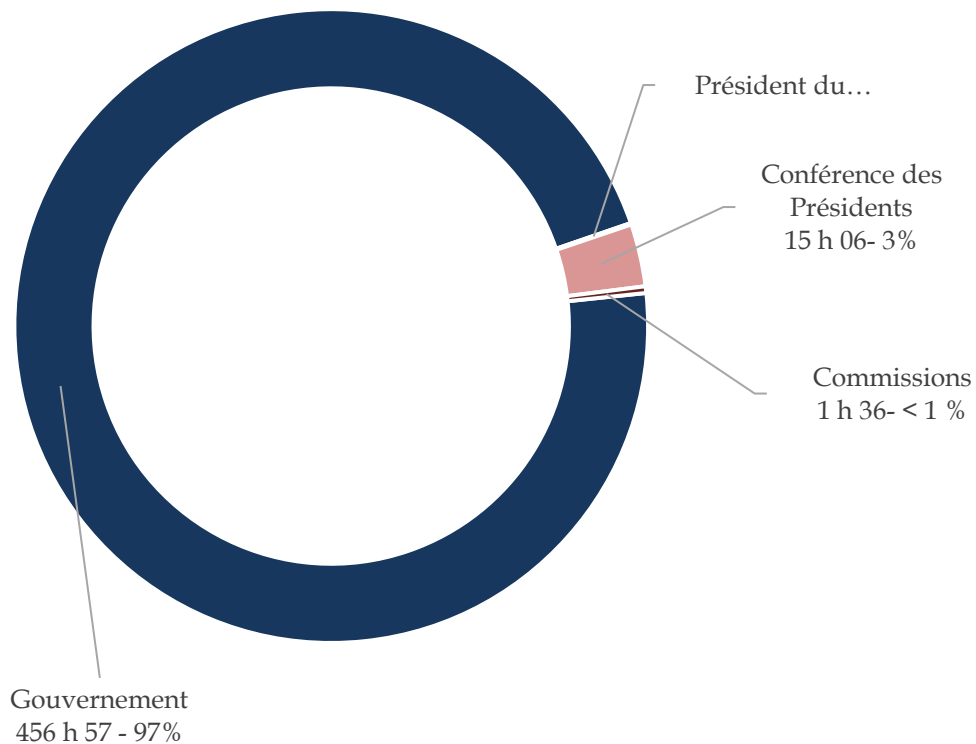
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Douzième semaine gouvernementale					
17.06.25	PPL AN	de simplification du droit de l'urbanisme et du logement	Gouvernement	7 h 35	Adoption
18.06.25	Divers interne	Allocution de M. Ruslan STEFANCHUK, Président de la Verkhovna Rada, Parlement de l'Ukraine	Conférence des Présidents	0 h 25	-
18.06.25	PPL AN	visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation	Gouvernement	2 h 03	Adoption définitive
18.06.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 16	-
18.06.25	PPL AN	visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé <i>Lecture des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	0 h 49	Adoption
18.06.25	PPL AN	visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles	Gouvernement	3 h 04	Adoption
18.06.25	PPL S	élargissant la possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'avoir recours au modèle de la société portuaire pour l'exploitation de leurs ports	Gouvernement	0 h 49	Adoption
19.06.25	PPL S	relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur <i>Lecture des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	0 h 49	Adoption
19.06.25	PPL AN	visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers (procédure accélérée)	Gouvernement	4 h 13	Adoption
19.06.25	PPL AN	sur la proposition de loi sur la profession d'infirmier <i>Lecture des conclusions de la CMP</i>	Gouvernement	0 h 56	Adoption définitive
19.06.25	PPL AN	visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail	Gouvernement	0 h 51	Adoption définitive

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance	Sort
Treizième semaine gouvernementale					
23.06.25	Cv° procédure simplifiée	autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Suriname (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 00	Adoption
23.06.25	Cv° procédure simplifiée	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre sur la coopération lors des opérations d'évacuation à partir de la région du Moyen-Orient via le territoire de la République de Chypre dans le cadre d'une situation de crise (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 00	Adoption
23.06.25	Cv° procédure simplifiée	autorisant l'approbation de l'avenant à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale du 28 mai 1996 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Brésil (procédure accélérée)	Gouvernement	0 h 00	Adoption
23.06.25	PJL Financier	relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 53	Rejet définitif
23.06.25	PJL Financier	d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 (procédure accélérée)	Gouvernement	1 h 48	Rejet définitif
24.06.25	Questions	orales	Gouvernement	2 h 24	-
24.06.25	PJL	relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 (procédure accélérée)	Gouvernement	6 h 44	Adoption
25.06.25	Questions	d'actualité au Gouvernement	Gouvernement	1 h 20	-
25.06.25	Débat européen	préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2025	Gouvernement	1 h 54	-

**Répartition du temps de séance en semaines réservées en priorité au
Gouvernement
par nature des travaux**



**Répartition du temps de séance en semaines réservées en priorité au
Gouvernement
par auteur de la demande d'inscription**

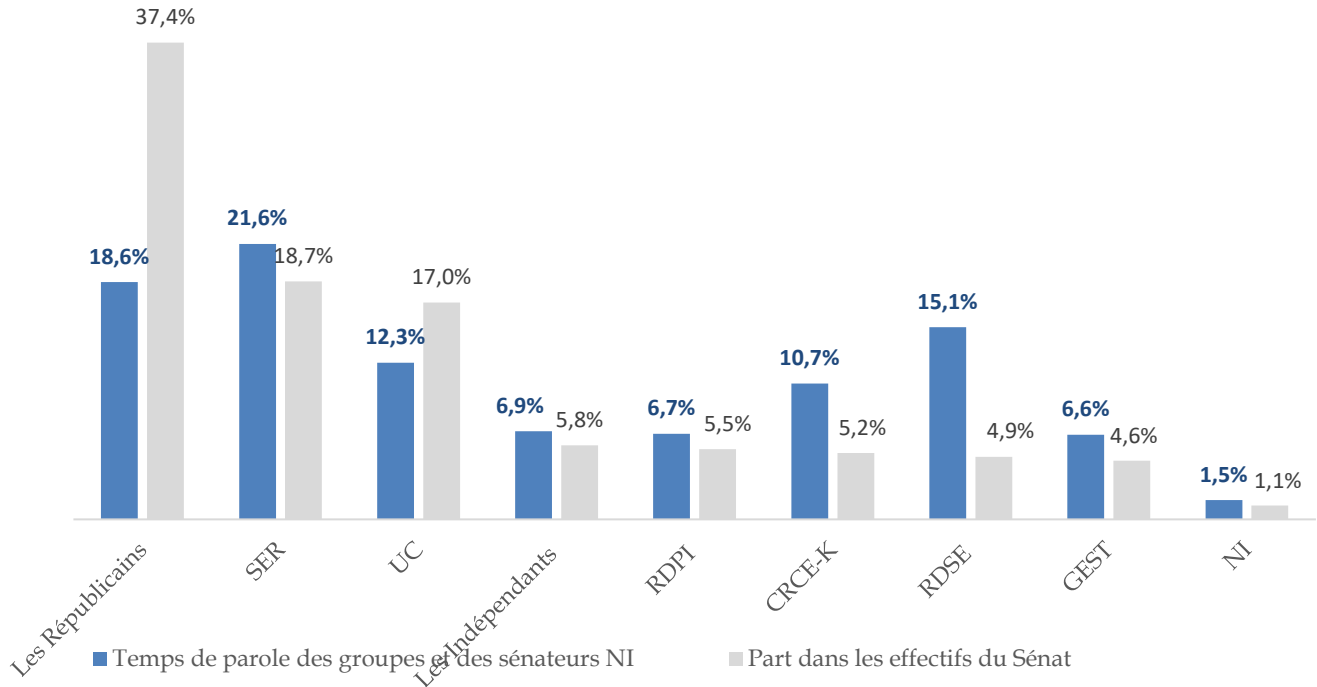


D. RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE EN SÉANCE PUBLIQUE¹

	Session ordinaire	Session Extraordinaire	Année parlementaire
Gouvernement	22,5 %	19,9 %	22,4 %
Commissions	14,5 %	12,9 %	14,4 %
Non pris en compte et intervenants divers	0 %	0 %	0 %
Sénateurs	62,9 %	67,2 %	63,1 %
<i>dont groupe Les Républicains</i>	<i>11,8 %</i>	<i>10,1 %</i>	<i>11,7 %</i>
<i>dont groupe SER</i>	<i>13,4 %</i>	<i>17,1 %</i>	<i>13,6 %</i>
<i>dont groupe UC</i>	<i>7,8 %</i>	<i>7,4 %</i>	<i>7,8 %</i>
<i>dont groupe RDPI</i>	<i>4,3 %</i>	<i>3,4 %</i>	<i>4,2 %</i>
<i>dont groupe CRCE-K</i>	<i>6,7 %</i>	<i>7,5 %</i>	<i>6,7 %</i>
<i>dont groupe Les Indépendants</i>	<i>4,4 %</i>	<i>4,4 %</i>	<i>4,4 %</i>
<i>dont groupe EST</i>	<i>9,3 %</i>	<i>13,1 %</i>	<i>9,5 %</i>
<i>dont groupe du RDSE</i>	<i>4,2 %</i>	<i>3,7 %</i>	<i>4,2 %</i>
<i>dont NI</i>	<i>1 %</i>	<i>0,6 %</i>	<i>0,1 %</i>

¹ Calcul réalisé à partir du nombre de mots utilisés par chaque orateur dans les comptes rendus intégraux.

**Part du temps de parole en séance pendant l'année parlementaire
pour chaque groupe et pour les sénateurs non-inscrits
parmi le temps de parole « Sénateurs »**



II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT

A. PROJETS DE LOI DÉPOSÉS EN PREMIER LIEU SUR LE BUREAU DU SÉNAT

**Les 19 projets de loi (hors conventions internationales)
déposés en premier lieu sur le Bureau du Sénat
au cours de l'année parlementaire 2024-2025**

** Texte examiné en séance publique en 2024-2025*

Date dépôt	Projet de loi
15.10.2024	relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité *
23.10.2024	ratifiant l'ordonnance n° 2022-1336 du 19 octobre 2022 relative aux droits sociaux des personnes détenues et portant diverses mesures complémentaires
23.10.2024	ratifiant l'ordonnance n° 2022-478 du 30 mars 2022 portant partie législative du code pénitentiaire et modifiant certaines dispositions d'autres codes
11.12.2024	ratifiant l'ordonnance n° 2024-534 du 12 juin 2024 portant adaptation des dispositions de la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon
8.01.2025	ratifiant l'ordonnance n° 2024-936 du 15 octobre 2024 relative aux marchés de crypto-actifs et l'ordonnance n° 2024-937 du 15 octobre 2024 relative au renforcement des obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en matière de transfert de crypto-actifs
29.01.2025	ratifiant l'ordonnance n° 2024-1019 du 13 novembre 2024 portant extension et adaptation en outre-mer des dispositions de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique et du règlement européen 2022/2065
22.04.2025	pour la refondation de Mayotte *
22.04.2025	relatif au Département-Région de Mayotte *
22.04.2025	relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna *
28.04.2025	portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse *
7.05.2025	portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social *
15.05.2025	relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 *
23.05.2025	ratifiant l'ordonnance n° 2025-229 du 12 mars 2025 portant réforme du régime des nullités en droit des sociétés
4.06.2025	ratifiant l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 relative aux organismes de placement collectif

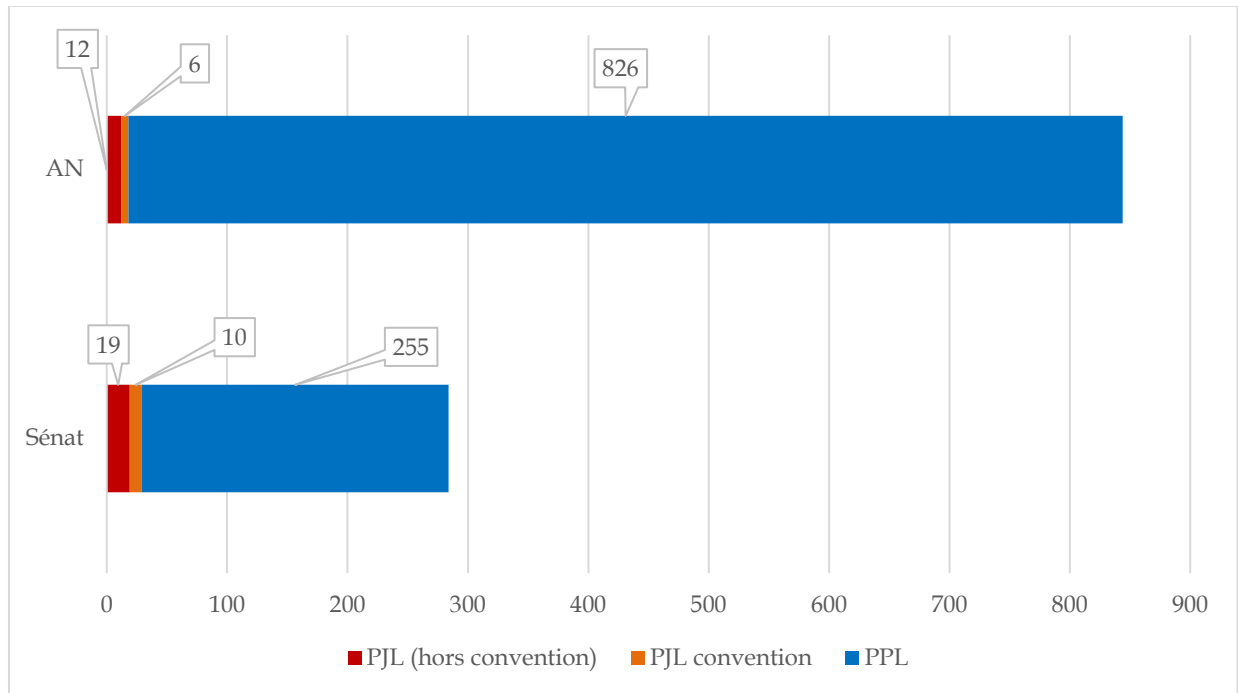
Date dépôt	Projet de loi
2.07.2025	ratifiant les ordonnances n° 2025-453 du 23 mai 2025 relative à la transformation de l'établissement public foncier et d'aménagement de Mayotte et n° 2025-454 du 23 mai 2025 portant diverses mesures d'adaptations et de dérogations temporaires aux règles de construction à Mayotte afin d'accélérer sa reconstruction à la suite du passage du cyclone Chido
30.07.2025	pour une Corse autonome au sein de la République
30.07.2025	de lutte contre la vie chère dans les outre-mer
30.07.2025	relatif à la restitution de biens culturels provenant d'États qui, du fait d'une appropriation illicite, en ont été privés
27.08.2025	portant ratification de l'ordonnance n° 2025-526 du 12 juin 2025 relative à la généralisation du compte financier unique

B. TEXTES EXAMINÉS PAR LE SÉNAT

1. Textes déposés

Sessions	Projets de loi			Propositions de loi		
	Déposés en 1 ^{er} lieu		Total	Déposées en 1 ^{er} lieu		Total
	à l'AN	au Sénat		à l'AN	au Sénat	
Session ordinaire	16 <i>dont 5 conventions</i>	22 <i>dont 8 conventions</i>	38 <i>dont 13 conventions</i>	692	210	902
Première session extraordinaire (du 1 ^{er} au 11 juillet 2025)	1 <i>dont 1 convention</i>	2 <i>dont 1 convention</i>	3 <i>dont 2 conventions</i>	50	3	53
Seconde session extraordinaire (du 8 au 9 septembre 2025)	0	0	0	0	1	1
Intersessions (du 12 juillet au 7 septembre et du 10 au 30 septembre 2025)	1 <i>dont 0 convention</i>	5 <i>dont 1 convention</i>	6 <i>dont 1 convention</i>	84	41	125
TOTAL	18 <i>dont 6 conventions</i>	29 <i>dont 10 conventions</i>	47 <i>dont 16 conventions</i>	826	255	1081

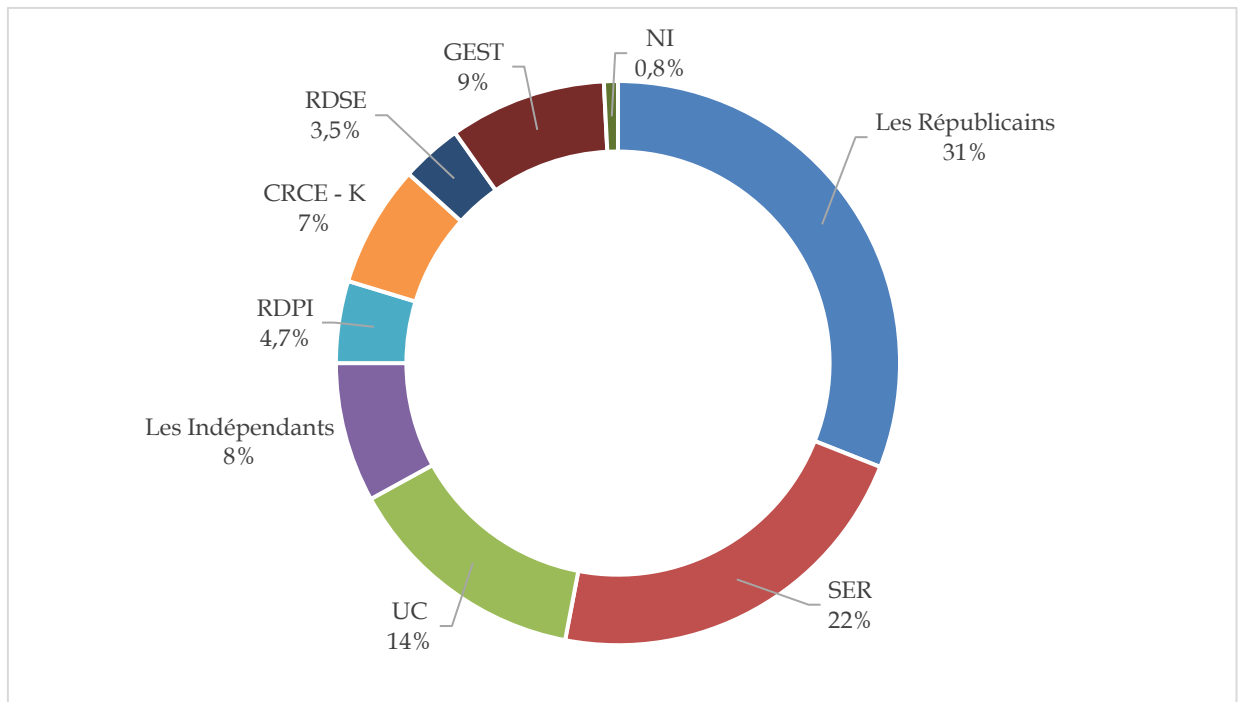
Comparaison des textes déposés à l'AN et au Sénat



Propositions de loi déposées par les sénateurs en 2024-2025

Les Républicains	SER	UC	Les Indépendants	RDPI	CRCE - K	RDSE	GEST	NI	TOTAL
79	57	35	21	12	18	9	22	2	255

**Répartition par groupe des
255 propositions de loi déposées au Sénat
au cours de la session 2024-2025**



2. Liste des textes examinés et des travaux divers en séance publique

Si l'examen se déroule sur plusieurs jours, la date indiquée est celle du premier jour d'examen

Projets de loi, hors conventions et textes financiers : 11, examinés en procédure accélérée

Titre	1 ^{re} lecture	2 ^e lecture	3 ^e lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
Explications de vote des groupes puis scrutin public solennel sur le projet de loi de simplification de la vie économique (procédure accélérée). <i>La discussion générale et les articles avaient été examinés lors de la session 2023-2024</i>	22.10.24					
d'urgence pour Mayotte (procédure accélérée)	03.02.25			13.02.25		13.02.25
d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture (procédure accélérée)	04.02.25			20.02.25		20.02.25
portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (procédure accélérée)	10.03.25			03.04.25		03.04.25
relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité (procédure accélérée)	11.03.25					
relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna (procédure accélérée)	19.05.25					26.05.25
programmation pour la refondation de Mayotte (procédure accélérée)	19.05.25			10.07.25		10.07.25
organique relatif au Département-Région de Mayotte (procédure accélérée)	19.05.25			10.07.25		10.07.25
portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse (procédure accélérée)	02.06.25					02.07.25
transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social (procédure accélérée)	04.06.25			10.07.25		
relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 (procédure accélérée)	24.06.25					

Projets de loi financiers : 8, dont 5 examinés en procédure accélérée

Titre	1 ^{re} lecture	2 ^e lecture	3 ^e lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 (procédure accélérée)	22.10.24					Rejet définitif
d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2023 (procédure accélérée)	22.10.24					Rejet définitif
de financement de la sécurité sociale pour 2025	18.11.24			23.01.25	17.02.25	17.02.25
de finances pour 2025	25.11.24 (suite en janvier 25)			06.02.25		06.02.25
de finances de fin de gestion pour 2024 (procédure accélérée)	25.11.24					04.12.24
spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances	18.12.24					18.12.24
relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 (procédure accélérée)	23.06.25					Rejet définitif
d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 (procédure accélérée)	23.06.25					Rejet définitif

**Propositions de lois d'origine sénatoriale :
74, dont 27 examinées en procédure accélérée**

Titre	1 ^{re} lecture	2 ^e lecture	3 ^e lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
visant à réduire le nombre de conseillers municipaux dans les petites communes	09.10.24					Rejet
visant à lutter contre les fermetures abusives de comptes bancaires	09.10.24					
visant à mettre en place une imposition des sociétés plus juste et plus écologique	10.10.24					Rejet
visant à assurer la mixité sociale et scolaire dans les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat du premier et du second degrés et à garantir davantage de transparence dans les procédures d'affectation et de financement des établissements privés sous contrat	10.10.24					Rejet
pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves	15.10.24					10.02.25
visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet (procédure accélérée)	15.10.24					10.02.25

Titre	1 ^{re} lecture	2 ^e lecture	3 ^e lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie	15.10.24	08.07.25				
visant à renforcer l'indépendance des médias et à mieux protéger les journalistes	17.10.24					
visant à mettre à contribution les Ehpad privés à but lucratif réalisant des profits excessifs	17.10.24					Rejet
visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités (procédure accélérée)	17.10.24					20.11.24
visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » (procédure accélérée)	17.10.24	01.04.25				01.04.25
organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie (procédure accélérée)	23.10.24					06.11.24
organique portant réforme du financement de l'audiovisuel public (procédure accélérée)	23.10.24					20.11.24
visant à assurer l'équilibre du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles	29.10.24					
constitutionnelle instaurant une Charte des services publics	30.10.24					Rejet
visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidants	<i>Session précédente</i>	05.11.24				05.11.24
tendant à renforcer les moyens de surveillance des individus condamnés pour des infractions sexuelles, violentes ou terroristes (procédure accélérée)	05.11.24					
instituant une ordonnance de sûreté de l'enfant victime de violences	13.11.24					
visant à limiter le paiement en espèces	13.11.24					Rejet
visant à interdire le démarchage téléphonique	14.11.24					
constitutionnelle visant à accélérer le redressement des finances publiques	14.11.24					Rejet
visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans	14.11.24					Rejet

Titre	1 ^{re} lecture	2 ^e lecture	3 ^e lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur (procédure accélérée)	27.01.25			02.07.25		08.07.25
visant à sortir la France du piège du narcotrafic (procédure accélérée)	28.01.25			28.04.25		29.04.25
organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiants (procédure accélérée)	28.01.25			28.04.25		29.04.25
en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie	30.01.25					
tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée	30.01.25					
visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport	18.02.25					
visant à indexer les salaires sur l'inflation	19.02.25					Rejet
visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire	20.02.25					
relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur (procédure accélérée)	20.02.25			19.06.25		02.07.25
relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes	04.03.25					
visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer	05.03.25					
expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer	05.03.25					04.06.25
visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent	06.03.25					
visant à renforcer la prévention et la lutte contre le risque incendie lié aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de collecte, de tri et de recyclage (procédure accélérée)	06.03.25					
visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations (procédure accélérée)	06.03.25					
visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote	06.03.25					

Titre	1 ^{re} lecture	2 ^e lecture	3 ^e lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité (procédure accélérée)	11.03.25					07.04.25
visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux (procédure accélérée)	12.03.25					
relative au renforcement de la sûreté dans les transports (procédure accélérée)	<i>Session précédente</i>			17.03.25		18.03.25
visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive	18.03.25	09.07.25				09.07.25
créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales	18.03.25					
visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction	19.03.25					
relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France	19.03.25					
relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues	20.03.25					04.06.25
visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse	20.03.25					
visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien	20.03.25					
visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement (procédure accélérée)	25.03.25					07.04.25
visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété (procédure accélérée)	01.04.25					

Titre	1 ^{re} lecture	2 ^e lecture	3 ^e lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone	09.04.25					Retirée de l'ordre du jour
relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire (procédure accélérée)	28.04.25					07.07.25
portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982	<i>Session précédente</i>	06.05.25				
tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues (procédure accélérée)	12.05.25					
visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires (procédure accélérée)	12.05.25					
organique tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française	14.05.25					
visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France	14.05.25					
portant création d'une réserve opérationnelle et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile	14.05.25					Retirée de l'ordre du jour
relative à la raison impérieuse d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse (procédure accélérée)	15.05.25					
visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB)	15.05.25					
tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population	15.05.25					Rejet
visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés	15.05.25					Rejet
relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel (procédure accélérée)	10.06.25					
visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires (procédure accélérée)	10.06.25					

Titre	1 ^{re} lecture	2 ^e lecture	3 ^e lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance	11.06.25					
portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI)	11.06.25					
visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales (procédure accélérée)	11.06.25					
visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses	12.06.25					Rejet
visant à mieux protéger les écosystèmes marins	12.06.25					Rejet
élargissant la possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'avoir recours au modèle de la société portuaire pour l'exploitation de leurs ports	18.06.25					
relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux	02.07.25					
visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai (procédure accélérée)	03.07.25					
portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental (procédure accélérée)	03.07.25					
relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle	<i>Session précédente</i>	10.07.25				

**Propositions de lois de l'Assemblée nationale :
31, dont 19 examinées en procédure accélérée**

Titre	1 ^{re} lecture	2 ^e lecture	3 ^e lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie	30.10.24					28.01.25
visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (procédure accélérée)	<i>Session précédente</i>			05.11.24		05.11.24
visant à poursuivre l'expérimentation relative au travail à temps partagé aux fins d'employabilité (procédure accélérée)	06.11.24					06.11.24

Titre	1 ^{re} lecture	2 ^e lecture	3 ^e lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire (procédure accélérée)	14.01.25					14.01.25
portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole (procédure accélérée)	06.02.25			13.02.25		13.02.25
visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (procédure accélérée)	<i>Session précédente</i>			13.02.25		13.02.25
visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal	11.03.25					07.04.25
visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public (procédure accélérée)	12.03.25					12.03.25
visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (procédure accélérée)	25.03.25			03.04.25		08.04.25
visant à renforcer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents (procédure accélérée) (Également intitulée PPL visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents et PPL visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale en cours de navette)	25.03.25			19.05.25		19.05.25
visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire (procédure accélérée)	01.04.25			10.04.25		10.04.25
contre toutes les fraudes aux aides publiques (procédure accélérée) (Également intitulée PPL renforçant la lutte contre les fraudes aux aides publiques)	02.04.25			21.05.25		21.05.25
visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes	03.04.25					
visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés	09.04.25					09.04.25
visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession	<i>Session précédente</i>	05.05.25				05.05.25
sur la profession d'infirmier (procédure accélérée)	05.05.25			19.06.25		19.06.25

Titre	1 ^{re} lecture	2 ^e lecture	3 ^e lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé (procédure accélérée)	06.05.25			18.06.25		25.06.25
relative à l'organisation et aux missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours	12.05.25					
visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile (procédure accélérée)	02.06.25					
visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille (procédure accélérée)	03.06.25				09.07.25	10.07.25
instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées (procédure accélérée)	05.06.25					05.06.25
visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations (procédure accélérée) (Également intitulée PPL visant à faciliter la transformation des bureaux en logements)	Session précédente			05.06.25		05.06.25
visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone	12.06.25					
instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches	12.06.2025 <i>Rejetée par le Sénat</i>					
de simplification du droit de l'urbanisme et du logement (procédure accélérée)	17.06.25			09.07.25		
visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation	18.06.25					18.06.25
visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles (procédure accélérée)	18.06.25					
visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers (procédure accélérée)	19.06.25					
visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail	19.06.25					19.06.25
créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière	Session précédente	01.07.25				01.07.25
visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme	01.07.25					

**Conventions examinées en procédure simplifiée :
13, dont 12 examinées en procédure accélérée**

Titre	1 ^{re} lecture	2 ^e lecture	3 ^e lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
autorisant l'approbation de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part et de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part (procédure accélérée)	05.11.24					20.03.25
autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Indonésie relatif à la coopération dans le domaine de la défense (procédure accélérée)	05.11.24					20.03.25
autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces (procédure accélérée)	05.11.24					05.11.24
autorisant l'approbation de l'accord portant création du Centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO)	12.02.25					22.05.25
autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières (procédure accélérée)	12.02.25			02.06.25		17.06.25
autorisant l'approbation de la Résolution n° 259 portant modification de l'article 1er de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement afin de permettre l'élargissement limité et progressif du champ d'action géographique de la Banque à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak (procédure accélérée)	12.03.25					10.04.25

Titre	1 ^{re} lecture	2 ^e lecture	3 ^e lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Observatoire du réseau d'antennes d'un kilomètre carré (SKAO) relatif à l'adhésion de la France à l'Observatoire (procédure accélérée)	12.03.25					
autorisant la ratification du traité sur la coopération dans le domaine de la défense entre la République française et le Royaume d'Espagne (procédure accélérée)	12.03.25					12.03.25
autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et les Nations unies portant sur les arrangements relatifs aux privilèges et immunités ainsi que d'autres questions afférentes aux réunions des Nations unies tenues sur le territoire français (procédure accélérée)	20.05.25					20.05.25
autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Suriname (procédure accélérée)	23.06.25					
autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre sur la coopération lors des opérations d'évacuation à partir de la région du Moyen-Orient via le territoire de la République de Chypre dans le cadre d'une situation de crise (procédure accélérée)	23.06.25					
autorisant l'approbation de l'avenant à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale du 28 mai 1996 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale du Brésil (procédure accélérée)	23.06.25					
autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama et de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama (procédure accélérée)	10.07.25					10.07.25

**Conventions examinées en procédure normale :
4, examinées en procédure accélérée**

Titre	1 ^{re} lecture	2 ^e lecture	3 ^e lecture	Conclusions de la CMP	Nouvelle lecture	Adoption définitive
autorisant la ratification de l'accord se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (procédure accélérée)	05.11.24					05.11.24
autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (procédure accélérée)	12.02.25					
autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales (procédure accélérée)	03.04.25					19.06.25
autorisant la ratification du Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti (procédure accélérée)	21.05.25					23.06.25

Travaux divers

	Titre	Date
Divers contrôle	Lecture d'une déclaration du Gouvernement	01/10/24
Travaux internes	Éloge funèbre de Jean-Pierre BANSARD	22/10/24
Divers contrôle	Lecture d'une déclaration du Gouvernement	14/01/25
Travaux internes	Désignation des 19 membres de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants	15/01/25
Travaux internes	Désignation des 23 membres de la commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis	15/01/25
Travaux internes	Désignation des dix-neuf membres de la commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité (droit de tirage du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires)	19/02/25
Divers contrôle	Débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes	27/03/25
Travaux internes	Désignation d'un vice-président en remplacement de M. Dominique THÉOPHILE et d'un Secrétaire du Sénat en remplacement de Mme Patricia SCHILLINGER	01/04/25
Travaux internes	Allocution de M. Ruslan STEFANCHUK, Président de la Verkhovna Rada, Parlement de l'Ukraine	18/06/25
Travaux internes	Ouverture de la session extraordinaire 2024-2025	01/07/25
Travaux internes	Clôture de la première session extraordinaire 2024-2025	10/07/25
Travaux internes	Ouverture de la seconde session extraordinaire 2024-2025	08/09/25
Divers contrôle	Lecture d'une déclaration de politique générale	08/09/25
Travaux internes	Clôture de la seconde session extraordinaire 2024-2025	09/09/25

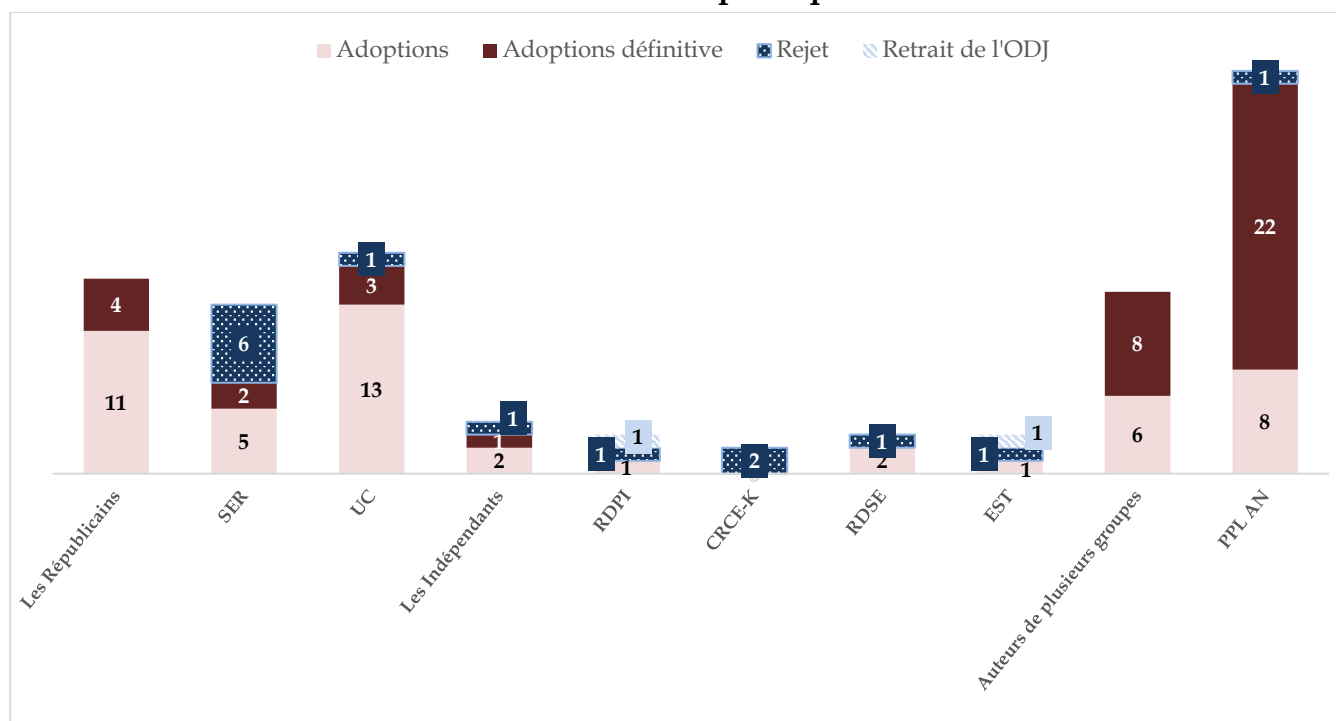
3. Modalités d'examen des textes en séance publique

a) Examen de 105 propositions de loi

Propositions de loi examinées au Sénat en 2024-2025¹

[illegible]

Propositions de loi examinées, répartition par groupe pour les propositions de loi sénatoriales et sorts en séance publique



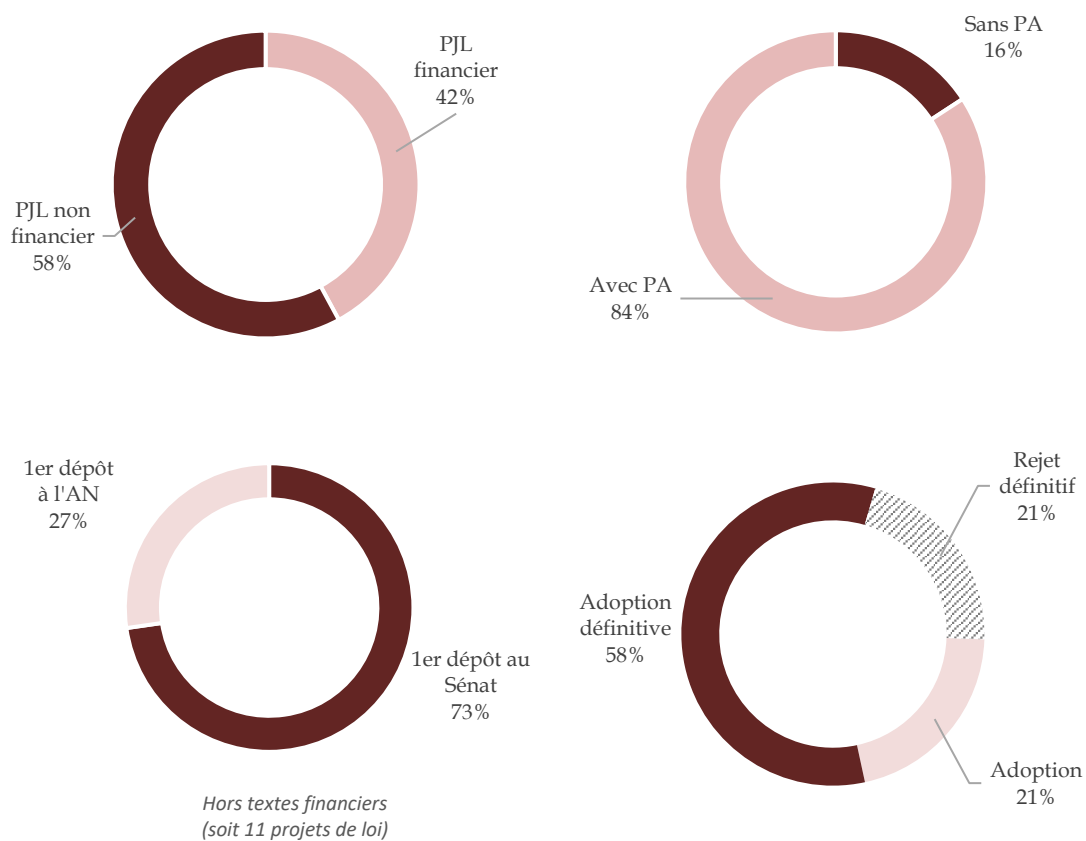
b) Examen de 19 projets de lois, hors conventions

Sur les 19 projets de loi examinés :

- **16 ont été examinés après engagement de la procédure accélérée.** Les trois textes examinés sans recours à la procédure accélérée sont les trois textes financiers pour lesquels cette procédure est de droit : le projet de loi de finances initiale, le projet de loi de financement de la sécurité sociale et le projet de loi spéciale ;
- **15 ont été adoptés par le Sénat au cours des différentes lectures.** Les 4 textes rejetés sont les projets de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2023 et de l'année 2024 et les projets de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale pour ces deux mêmes années. Ces quatre textes ont été rejetés définitivement après leur rejet par l'Assemblée nationale en première lecture ;
- **11 ont été définitivement adoptés** au cours de la session, **tous par un accord entre le Sénat et l'Assemblée nationale** (4 par la navette et 7 au stade des conclusions de CMP).

¹ En cas de lectures successives d'une proposition de loi au cours de l'année parlementaire, seul est pris en compte le sort lors de la lecture la plus avancée.

Hors textes financiers, 8 projets de loi sur 10 ont été déposés en premier lieu au Sénat, soit 80 %.



c) Examen de 17 projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales

Dates	Procédure simplifiée		Procédure normale			Total conventions examinées	
	nombre	durée	nombre	durée	orateurs ¹	nombre	durée
05.11.24	3	0 h 02	1	1 h 09	8	4	1 h 11
12.02.25	2	0 h 02	1	0 h 58	8	3	1 h 00
12.03.25	3	0 h 07	-	-	-	3	0 h 07
03.04.25	-	-	1	0 h 54	8	1	
20.05.25	1	0 h 01	-	-	-	1	0 h 01
21.05.25	-	-	1	0 h 47	8	1	0 h 47
02.06.25	-	-	1 ²	0 h 52	8 (CMP)	1 ¹	0 h 52
23.06.25	3	0 h 02	-	-	-	3	0 h 02
10.07.25	1	0 h 01	-	-	-	1	0 h 01
Total	13	1 h 09	5	3 h 49	40	17	4 h 58

La **quasi-totalité** (16 sur 17) des conventions ont été **examinées après engagement de la procédure accélérée** par le Gouvernement et la **majorité** (13 sur 17) des conventions examinées l'ont été selon la **procédure simplifiée**. 12 des 17 conventions examinées ont été déposées en premier lieu au Sénat.

Fait rare, le projet de loi autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières a été définitivement adopté le 17 juin 2025 après **un accord en commission mixte paritaire**. Il avait été examiné et adopté en première lecture au Sénat le 12 février 2025 en procédure simplifiée puis rejeté par l'Assemblée nationale.

Seule 1 convention a une durée d'examen supérieure à une heure. Il s'agit du projet de loi autorisant la ratification de l'accord se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale.

12 de ces 17 projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales examinés **ont été définitivement adoptés par le Parlement** au cours de la session (5 déposés à l'Assemblée nationale et 7 déposés au Sénat).

¹ Hors Gouvernement et commissions.

² Il s'agit des lectures des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières, examiné en première lecture le 12 février 2025 en procédure simplifiée au Sénat. La convention n'est comptabilisée qu'une fois dans le total des textes examinés de l'année parlementaire ; la durée des deux examens est comptabilisée.

4. Procédures particulières d'examen

a) Opposition à la procédure accélérée

Date	Auteur de la demande	Texte concerné	Décision de la Conférence des Présidents	Suite à l'Assemblée nationale
<u>Année parlementaire 2024-2025</u>				
Néant				

b) Procédure de vote unique

Date	Texte en discussion	Lecture	Dispositions soumises au vote unique	Résultat du vote
<u>Année parlementaire 2024-2025</u>				
11.07.25	Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle	Deuxième lecture	Sur l'ensemble du texte en retenant à l'article 1 ^{er} , les amendements nos 255, 254, 256, 257, 258, 259, 260, 261 et 262 ; à l'article 1 ^{er} bis, l'amendement n° 263 ; à l'article 2, les amendements nos 264 et 265 ; à l'article 3, les amendements nos 266, 363, 364, 267 ; à l'article 4, l'amendement n° 268 ; à l'article 5, l'amendement n° 269 ; à l'article 6, l'amendement n° 270 ; à l'article 8, les amendements identiques nos 19 rectifié et 214, ainsi que les amendements nos 282, 365 et 271, à l'article 10, l'amendement n° 366 ; à l'article 11 bis A, l'amendement n° 273 ; à l'article 12, l'amendement n° 367 ; à l'article 13 bis, l'amendement n° 3 rectifié ; à l'article 14 bis, l'amendement n° 368 ; et, à l'article 15, l'amendement n° 369	Texte adopté avec modifications

c) Demandes de seconde délibération

Date	Texte en discussion	Auteur de la demande	Objet de la seconde délibération	Position du Gouvernement ou de la commission	Nombre d'amendements	
					déposés	adoptés
Année parlementaire 2024-2025						
01.12.25	PJL de finances pour 2025	Commission des finances	Articles 2 ter, 9 bis, 14 bis, 24 bis, 26 quater et 30 bis	Favorable	6	6
01.12.25	PJL de finances pour 2025	Gouvernement	Articles 3 ter, 3 decies, 7, 9 bis, 10, 10 duodecies, 11 bis, 11 ter, 11 sexies, 11 septies, 14 bis, 14 quater, 17 bis, 17 ter, 17 quater, 19 ter, 24 quinquies, 26, 31 ter, 40) et par voie de conséquence de l'article liminaire et de l'article d'équilibre	Favorable	21	21
27.05.25	PJL de programmation pour la refondation de Mayotte	Gouvernement	Article 1 ^{er} – Rapport annexé	Favorable	1	1
12.06.25	PPL AN visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone	Gouvernement	Article 1 ^{er}	Défavorable	1	1

d) Proposition de loi sénatoriale soumise pour avis au Conseil d'État

Texte concerné	Premier signataire	Commission saisie	Suites
<u>Année parlementaire 2023-2024</u>			
Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025	MM. Mathieu DARNAUD, Patrick KANNER, Hervé MARSEILLE, Claude MALHURET, François PATRIAT et Mme Maryse CARRÈRE	Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale	<u>Avis n° 409959</u> <u>du Conseil d'État</u> <u>du 4 septembre</u> <u>2025</u>

C. MODALITÉS D'ADOPTION DÉFINITIVE DES TEXTES

1. Liste des textes définitivement adoptés

a) Les 56 textes définitivement adoptés (hors conventions)

Nature	Premier dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
PPL	(S)	Visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants	05.11.2024
PPLO	(S)	Visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie (procédure accélérée)	06.11.2024
PPL	(AN)	Visant à poursuivre l'expérimentation relative au travail à temps partagé aux fins d'employabilité (procédure accélérée)	06.11.2024
PPL	(AN)	Visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif (procédure accélérée, CMP)	07.11.2024
PPL	(S)	Visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités (procédure accélérée)	20.11.2024
PPLO	(S)	Portant réforme du financement de l'audiovisuel public (procédure accélérée)	20.11.2024

Nature	Premier dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
PJL	(AN)	De finances de fin de gestion pour 2024 (procédure accélérée, CMP)	04.12.2024
PJL	(AN)	Spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1 ^{er} août 2001 relative aux lois de finances	18.12.2024
PPL	(AN)	Visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire (procédure accélérée)	14.01.2025
PPL	(S)	Relative à l'instauration d'un nombre minimum de soignants par patient hospitalisé	23.01.2025
PPL	(AN)	Visant la prise en charge intégrale des soins liés au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie	28.01.2025
PPL	(S)	Visant à proroger la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 relative à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de la propriété	28.01.2025
PLFI	(AN)	Pour 2025 (CMP)	06.02.2025
PPL	(S)	Pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves	10.02.2025
PPL	(S)	Visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet (procédure accélérée)	10.02.2025
PJL	(AN)	D'urgence pour Mayotte (procédure accélérée, CMP)	13.02.2025
PPL	(AN)	Portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole (procédure accélérée, CMP)	13.02.2025
PPL	(AN)	Visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (procédure accélérée, CMP)	13.02.2025
PLFSS	(AN)	Pour 2025 (CMP)	17.02.2025
PPL	(AN)	Visant à protéger la population des risques liés aux substances per- et polyfluoroalkylées	20.02.2025
PJL	(AN)	D'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture (procédure accélérée, CMP)	20.02.2025
PPL	(S)	Visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole	06.03.2025

Nature	Premier dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
PPL	(AN)	Visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public (procédure accélérée)	12.03.2025
PPL	(S)	Relative au renforcement de la sûreté dans les transports (procédure accélérée, CMP)	18.03.2025
PPL	(S)	Visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » (procédure accélérée)	01.04.2025
PJL	(AN)	Portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (procédure accélérée, CMP)	03.04.2025
PPL	(AN)	Visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal	07.04.2025
PPL	(S)	Visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement (procédure accélérée)	07.04.2025
PPLO	(S)	Visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité (procédure accélérée)	07.04.2025
PPL	(AN)	Visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (procédure accélérée, CMP)	08.04.2025
PPL	(AN)	Visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés	09.04.2025
PPL	(AN)	Visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire (procédure accélérée, CMP)	10.04.2025
PPL	(S)	Visant à sortir la France du piège du narcotrafic (procédure accélérée, CMP)	29.04.2025
PPLO	(S)	Fixant le statut du procureur national anti-stupéfiants (procédure accélérée, CMP)	29.04.2025
PPL	(AN)	Visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession	05.05.2025
PPL	(AN)	Visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents (procédure accélérée, CMP)	19.05.2025

Nature	Premier dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
PPL	(AN)	Contre toutes les fraudes aux aides publiques (procédure accélérée, CMP)	21.05.2025
PJL	(S)	Relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna (procédure accélérée)	26.05.2025
PPL	(S)	Relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues	04.06.2025
PPL	(S)	Expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer	05.06.2025
PPL	(AN)	Visant à faciliter la transformation des bureaux en logements (procédure accélérée, CMP)	05.06.2025
PPL	(AN)	Visant à instaurer un dispositif de sanction contraventionnelle pour prévenir le développement des vignes non cultivées qui représentent une menace sanitaire pour l'ensemble du vignoble français (procédure accélérée)	05.06.2025
PPL	(AN)	Visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation	18.06.2025
PPL	(AN)	Sur la profession d'infirmier (procédure accélérée, CMP)	19.06.2025
PPL	(AN)	Visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail	19.06.2025
PPL	(S)	Visant à mettre en place un registre national des cancers	23.06.2025
PPL	(AN)	Visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé (procédure accélérée, CMP)	25.06.2025
PPL	(AN)	Créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière	01.07.2025
PJL	(S)	Portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse (procédure accélérée)	02.07.2025
PPL	(S)	Relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur (procédure accélérée, CMP)	02.07.2025
PPL	(S)	Relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire (procédure accélérée)	07.07.2025
PPL	(S)	Visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur (procédure accélérée, CMP)	08.07.2025

Nature	Premier dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
PPL	(S)	Visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive	09.07.2025
PPL	(AN)	Visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille (procédure accélérée, nouvelle lecture, dernier mot AN)	10.07.2025
PJL	(S)	Pour la refondation de Mayotte (procédure accélérée, CMP)	10.07.2025
PJLO	(S)	Relatif au Département-Région de Mayotte (procédure accélérée, CMP)	10.07.2025

b) Les 15 conventions internationales définitivement adoptées

Premier dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
(AN)	Autorisant la ratification de l'accord se rapportant à la convention des Nations unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (procédure accélérée)	05.11.2024
(AN)	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces (procédure accélérée)	05.11.2024
(S)	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'apprentissage transfrontalier (procédure accélérée)	13.02.2025
(S)	Autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et le Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (procédure accélérée)	13.02.2025
(S)	Autorisant la ratification du traité sur la coopération dans le domaine de la défense entre la République française et le Royaume d'Espagne (procédure accélérée)	12.03.2025
(S)	Autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Cambodge	20.03.2025

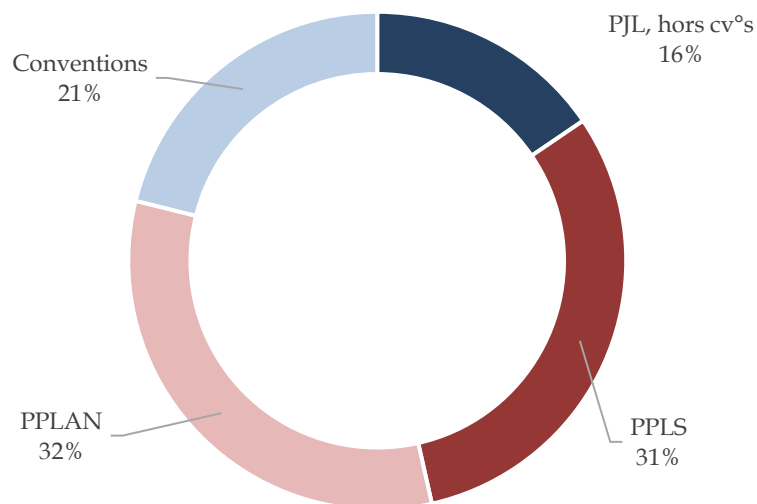
Premier dépôt	Titre	Date d'adoption définitive
(S)	Autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Indonésie relatif à la coopération dans le domaine de la défense (procédure accélérée)	20.03.2025
(S)	Autorisant l'approbation de l'accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres et la République d'Arménie et l'Ukraine (procédure accélérée)	20.03.2025
(S)	Autorisant l'approbation de la Résolution n° 259 portant modification de l'article 1 ^{er} de l'Accord portant création de la BERD (procédure accélérée)	10.04.2025
(AN)	Autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et les Nations unies (procédure accélérée)	20.05.2025
(S)	Autorisant l'approbation de l'accord portant création du Centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO)	22.05.2025
(S)	Autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières (procédure accélérée, CMP)	17.06.2025
(S)	Autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales (procédure accélérée)	19.06.2025
(S)	Autorisant la ratification du Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti (procédure accélérée)	23.06.2025
(AN)	Autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama et de la convention d'extradition (procédure accélérée)	10.07.2025

2. Répartition des textes définitivement adoptés par nature et par modalités d'adoption

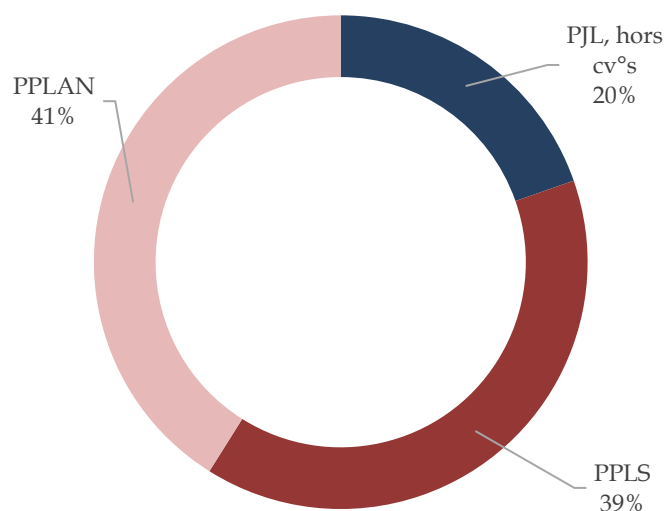
a) Répartition par nature

Sessions	Lois issues de projets de loi, hors conventions, examinés en premier lieu			Lois issues de propositions de loi déposées		
	au Sénat	à l'AN	TOTAL	au Sénat	à l'AN	TOTAL
Session ordinaire	1	7	8	18	21	39
Sessions extraordinaires	3	-	3	4	2	6
TOTAL	4	7	11	22	23	45

Répartition par nature , y compris conventions



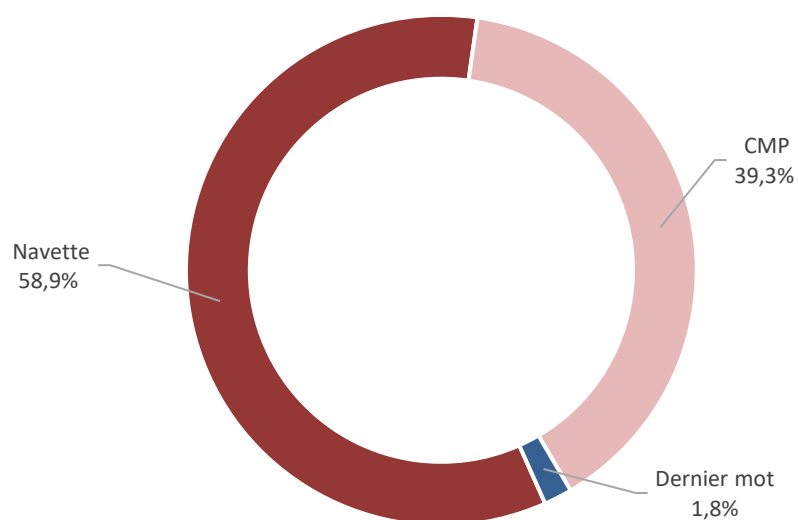
Répartition par nature hors conventions



b) Répartition par modalité d'adoption, hors conventions

Sessions	Adoption par la navette	Adoption des conclusions de la CMP	Adoption par « dernier mot » de l'AN	Total
Session ordinaire	29	18	-	47
Sessions extraordinaires	4	4	1	9
Total	33	22	1	56

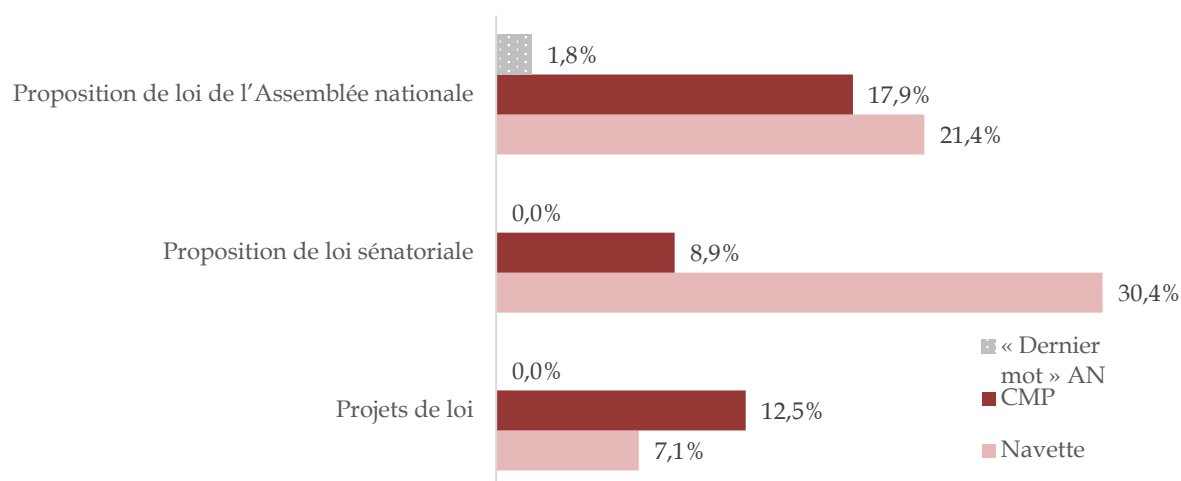
Répartition par modalités d'adoption, hors conventions



Au cours de la session 2024-2025, **14 conventions sur 15** ont été **définitivement adoptées** au par la **navette**. La quinzième convention¹ a été définitivement adoptée au **stade de la lecture des conclusions de la commission mixte paritaire** : en première lecture, le texte avait été adopté par le Sénat puis rejeté par les députés. La commission mixte paritaire convoquée par le Gouvernement est parvenue à un accord et les conclusions de celle-ci ont ensuite été adoptées par le Parlement. C'est la première fois depuis la session 2014-2015 qu'une convention n'est pas adoptée par la navette².

c) Répartition croisée par nature et par modalité d'adoption, hors conventions

Nature	Navette	CMP	« Dernier mot » AN	Total
Projets de loi	4	7	-	11
Proposition de loi sénatoriale	17	5	-	22
Proposition de loi de l'Assemblée nationale	12	10	1	23
Total	33	22	1	56



¹ Il s'agit du projet de loi, examiné après engagement de la procédure accélérée, autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières.

² Le 5 mars 2015, le projet de loi autorisant l'approbation de la convention avec la principauté d'Andorre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impositions sur le revenu, avait fait l'objet d'une lecture définitive par l'Assemblée nationale.

Liste des 22 propositions de loi sénatoriales définitivement adoptées

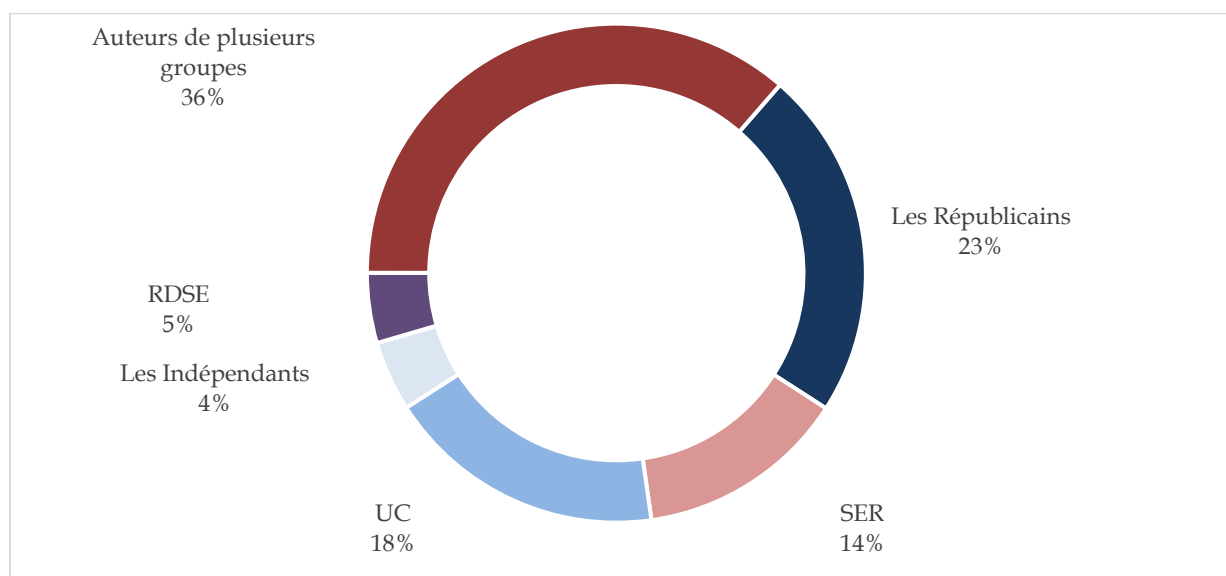
Proposition de loi	Premier(s) auteur(s)	Groupe	Adoption définitive
Session ordinaire			
Visant à améliorer le dépistage des troubles du neuro-développement, l'accompagnement des personnes qui en sont atteintes et le répit de leurs proches aidants	Mme Jocelyne GUIDEZ	UC	05.11.24
Visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie (procédure accélérée)	M. Patrick KANNER, Mmes Corinne NARASSIGUIN, Viviane ARTIGALAS, M. Rachid TEMAL	SER	06.11.24
Visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités (procédure accélérée)	MM. François-Noël BUFFET, Philippe BONNECARRÈRE	Plusieurs groupes auteurs	20.11.24
Portant réforme du financement de l'audiovisuel public (procédure accélérée)	M. Cédric VIAL, Mme Catherine MORIN-DESAILLY, MM. Roger KAROUTCHI, Laurent LAFON	Plusieurs groupes auteurs	20.11.24
Relative à l'instauration d'un nombre minimum de soignants par patient hospitalisé	M. Bernard JOMIER	SER	23.01.25
Visant à proroger la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 relative à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de la propriété	M. Jean-Jacques PANUNZI	Les Républicains	28.01.25
Pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves	MM. Gilbert BOUCHET, Philippe MOUILLER	Les Républicains	10.02.25
Visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet (procédure accélérée)	Mme Annick BILLON, M. Bruno RETAILLEAU, Mme Françoise GATEL	Plusieurs groupes auteurs	10.02.25
Visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole	M. Michel MASSET	RDSE	06.03.25

Proposition de loi	Premier(s) auteur(s)	Groupe	Adoption définitive
Relative au renforcement de la sûreté dans les transports (procédure accélérée, CMP)	M. Philippe TABAROT	Les Républicains	18.03.25
Visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » (procédure accélérée)	M. Jean-Michel ARNAUD	UC	01.04.25
Visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement (procédure accélérée)	M. Khalifé KHALIFÉ	Les Républicains	07.04.25
Visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité (procédure accélérée)	Mme Nadine BELLUROT, M. Éric KERROUCHE, Mme Sonia de LA PROVÔTÉ, M. Didier RAMBAUD	Plusieurs groupes auteurs	07.04.25
Visant à sortir la France du piège du narcotrafic (procédure accélérée, CMP)	MM. Étienne BLANC et Jérôme DURAIN	Plusieurs groupes auteurs	29.04.25
Fixant le statut du procureur national anti-stupéfiants (procédure accélérée, CMP)	MM. Étienne BLANC et Jérôme DURAIN	Plusieurs groupes auteurs	29.04.25
Relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues	Mme Laure DARCOS	Les Indépendants	04.06.25
Expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer	Mme Audrey BÉLIM	SER	05.06.25
Visant à mettre en place un registre national des cancers	Mme Sonia de LA PROVÔTÉ	UC	23.06.25
Sessions extraordinaires			
Relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur (procédure accélérée, CMP)	MM. Pierre-Antoine LEVI, Bernard FIALAIRE	Plusieurs groupes auteurs	02.07.25
Relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire (procédure accélérée)	M. Laurent LAFON	UC	07.07.25

Proposition de loi	Premier(s) auteur(s)	Groupe	Adoption définitive
Visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur (procédure accélérée, CMP)	MM. Laurent DUPLOMB, Franck MENONVILLE	Plusieurs groupes auteurs	08.07.25
Visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive	Mme Jacqueline EUSTACHE-BRINIO	Les Républicains	09.07.25

Répartition par groupe des propositions de lois sénatoriales définitivement adoptées en 2024-2025

	Les Républicains	SER	UC	Les Indépendants	RDPI	CRCE-K	RDSE	GEST	Auteurs de plusieurs groupes	Les Républicains
PPL S adoptées définitivement	5	3	4	1	-	-	1	-	8	22



3. Commissions mixtes paritaires

a) Tableau récapitulatif¹

Sessions <i>(La session prise en compte est celle de l'adoption définitive du texte.)</i>	Adoption définitive du texte CMP			Échec de la procédure CMP				Toujours en cours d'examen
	Non amendé	Amendé	Total adoption	Sans conclusion	Texte CMP rejeté	Accord en nouvelle lecture	Lecture déf. AN	
Session ordinaire	11 ²	10	21	1	1 ³	1	1	1
Sessions extraordinaires	1	-	1	1	-	-	-	3
Année parlementaire	12	10	22	2	1	1	1	4

b) Liste des textes adoptés définitivement ayant fait l'objet d'un accord en CMP

Texte en discussion	Date de la CMP	Nombre d'amts déposés sur les conclusions de CMP	Date d'adoption du texte de la CMP	
			à l'AN	au Sénat
PPL (AN) visant à remédier aux déséquilibres du marché locatif (procédure accélérée)	28.10.24	1	07.11.24	05.11.24
PJL (AN) de finances de fin de gestion pour 2024 (procédure accélérée)	03.12.24	3	04.12.24	04.12.24
PPL (AN) visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (procédure accélérée)	23.01.25 ²	-	04.02.25	13.02.25
PLFI (AN) pour 2025	31.01.25	23	05.02.25	06.02.25
PLFSS pour 2025	27.11.24		Rejet	23.01.25
PJL (AN) d'urgence pour Mayotte (procédure accélérée)	10.02.25	1	12.02.25	13.02.25
PPL (AN) portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole (procédure accélérée)	10.02.25	-	12.02.25	13.02.25

¹ Un même texte peut relever de plusieurs catégories et donc être comptabilisé plusieurs fois.

² Parmi ces onze textes figure la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique qui avait déjà fait l'objet d'un accord en CMP lors de la session 2023-2024, avant la dissolution de l'Assemblée nationale. L'accord étant devenu caduc à l'issue de la 16^{ème} législature, le texte a fait l'objet d'une seconde CMP, également conclusive.

³ Le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 avait fait l'objet d'un accord en CMP mais le texte a été rejeté par l'Assemblée nationale. Après l'adoption des conclusions de la CMP par le Sénat, le projet de loi a fait l'objet d'une nouvelle lecture à l'Assemblée puis au Sénat où il a été adopté définitivement (cf. Tome I, chapitre consacré au PLFSS).

Texte en discussion	Date de la CMP	Nombre d'amts déposés sur les conclusions de CMP	Date d'adoption du texte de la CMP	
			à l'AN	au Sénat
PJL (AN) d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture (procédure accélérée)	18.02.25	9	19.02.25	20.02.25
PPL (S) relative au renforcement de la sûreté dans les transports (procédure accélérée)	06.03.25	0	18.03.25	17.03.25
PJL (AN) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (procédure accélérée)	01.04.25	3	02.04.25	03.04.25
PPL (AN) visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (procédure accélérée)	01.04.25	0	08.04.25	03.04.25
PPL (AN) visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire (procédure accélérée)	08.04.25	0	09.04.25	10.04.25
PPL (S) visant à sortir la France du piège du narcotrafic (procédure accélérée)	10.04.25	9	29.04.25	28.04.25
PPLO (S) fixant le statut du procureur national anti-stupéfiants (procédure accélérée)	10.04.25	0	29.04.25	28.04.25
PPL (AN) visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents (procédure accélérée)	06.05.25	1	13.05.25	19.05.25
PPL (AN) contre toutes les fraudes aux aides publiques (procédure accélérée)	06.05.25	5	14.05.25	21.05.25
Cv° (S) autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières (procédure accélérée) ¹	14.05.25	0	17.06.25	02.06.25
PPL (AN) visant à faciliter la transformation des bureaux en logements (procédure accélérée)	20.05.25	0	03.06.25	05.06.25
PPL (AN) visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé (procédure accélérée)	20.05.25	0	25.06.25	18.06.25
PPL (S) relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur (procédure accélérée)	27.05.25	0	02.07.25	19.06.25
PPL (AN) sur la profession d'infirmier (procédure accélérée)	03.06.25	0	10.06.25	19.06.25
PPL (S) visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur (procédure accélérée)	30.06.25	3 + 1 motion	08.07.25	02.07.25
PJL (S) pour la refondation de Mayotte (procédure accélérée)	08.07.25	0	09.07.25	10.07.25

¹ Première convention depuis la session 2014-2015) à ne pas être adoptée par la navette (cf. supra).

Texte en discussion	Date de la CMP	Nombre d'amts déposés sur les conclusions de CMP	Date d'adoption du texte de la CMP	
			à l'AN	au Sénat
PJLO (S) relatif au Département-Région de Mayotte (procédure accélérée)	08.07.25	0	09.07.25	10.07.25

4. Nouvelle délibération (Article 10, alinéa 2, de la Constitution)

Date de la demande	Texte soumis à nouvelle délibération	Examen	
		À l'Assemblée nationale	Au Sénat
<u>Année parlementaire 2024-2025</u>			
Néant			

D. AMENDEMENTS

1. « Braquet » d'examen des amendements sur les textes dont la première lecture a été supérieure à 10 heures

Texte	Durée de la discussion des articles	Amendements (+ motions)			Taux d'adoption	Braquet (amds/h)
		déposés	examinés	adoptés		
Projet de loi de finances pour 2025	121 h 40	4 553 (+1 motion)	3 832	980	26 %	31,6 amds/h
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025	44 h 44	1 403 (+ 2 motions)	877	242	28 %	19,6 amds/h
Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture	30 h 46	972	798	191	24 %	25,9 amds/h
Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic	9 h 32	271	199	87	44 %	20,9 amds/h
Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux	8 h 25	198	156	35	22 %	18,5 amds/h
Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte	8 h 12	168	156	25	16 %	19,0 amds/h

2. Amendements déclarés irrecevables

	En commission		En séance	
	Nombre	En % sur le total d'amendements déposés (1885)	Nombre	En % sur le total d'amendements déposés (11 160)
Irrecevabilité financière (article 40 de la Constitution)	79	4,2%	701	6,3%
Irrecevabilité budgétaire (LOLF)	-	-	178	1,6%
Irrecevabilité LOLFSS (article L.O. 111-3 et suivants du code de la sécurité sociale)	-	-	126	1,1%
Amendements hors du domaine de la loi (article 41 de la Constitution)	-	-	28	0,3%
Absence de lien avec le texte (article 45, alinéa 1, de la Constitution)	88	4,7%	244	2,2%
Irrecevabilité « entonnoir » (article 44 bis, alinéas 5 et 6, du Règlement)	17	0,9%	53	0,5%
Irrecevabilité dans le cadre d'une procédure de législation en commission (article 47 quater du Règlement)	-	-	-	-
Irrecevabilité au regard de l'article 38 de la Constitution * (article 44 bis al. 3 bis du Règlement)	4	0,2%	2	0,0%
Irrecevabilité au regard de l'article 44, al. 2 de la Constitution (amendement non antérieurement soumis à la commission)	-	-	-	-
Irrecevabilité au regard de l'article 44 bis, al. 3 du Règlement (amendements qui ne se rapportent pas au texte, qui ne s'imputent pas correctement, ou qui auraient pour effet de contredire le sens de l'amendement sur lequel ils portent)	-	-	-	-
Irrecevabilité au regard de l'article 44 bis, al. 10 du Règlement (contraire à la Constitution)	-	-	-	-
Total	188	10,0%	1 332	11,9%

3. 18 textes ont fait l'objet du dépôt d'au moins 100 amendements

Textes ayant fait l'objet du dépôt de plus de 100 amendements lors de l'année parlementaire 2024-2025

Texte ¹	Durée de la discussion des articles	Amendements déposés (+ motions sur ensemble)	Amendements examinés	Amendements adoptés
Projet de loi de finances pour 2025	121 h 40	4 553 + 1 motion	3 832	980
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025	44 h 44	1 403 + 2 motions	879	242
Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture	30 h 46	972	798	191
Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle (2ème lecture)	6 h 55	367 + 3 motions	335	34 ²
Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic	9 h 32	271	199	87
Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement	6 h 07	225	169	53
Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux	8 h 25	198	156	35
Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie	6 h 38	188	145	53
Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques	4 h 51	178	151	45

¹ Sauf précision contraire, il s'agit de l'examen en première lecture

² Les 34 amendements ont été adoptés selon la procédure de vote unique (en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 42, alinéa 9, du Règlement)

Texte ¹	Durée de la discussion des articles	Amendements déposés (+ motions sur ensemble)	Amendements examinés	Amendements adoptés
Projet de loi d'urgence pour Mayotte	6 h 32	172	138	42
Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte	8 h 12	168	156	25
Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes	4 h 02	137	119	49
Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires	7 h 22	135	100	39
Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité	4 h 06	125	104	39
Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile	2 h 40	123	112	34
Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel	3 h 10	115	106	42
Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur	5 h 24	111	91	27
Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030	4 h 41	105	88	16

**E. ACCROISSEMENT TOTAL DES TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS
(HORS CONVENTIONS INTERNATIONALES)**

Dans le tableau suivant :

- * indique que la procédure accélérée a été engagée par le Gouvernement ;
- (S) indique un dépôt du texte au Sénat, (AN) un dépôt à l'Assemblée nationale ;
- (CMP) indique qu'une CMP a été conclusive sur ce texte ;
- (DM) indique que le texte a été adopté en lecture définitive par l'Assemblée nationale (« dernier mot »)

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
1	PPL (S) visant à améliorer le repérage et l'accompagnement des personnes présentant des troubles du neuro-développement et à favoriser le répit des proches aidant	8 693	9 850	+13,31 %	7	9	+28,57 %
2	PPLO (S) visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie *	305	1 169	+283,28 %	1	3	+200,00 %
3	PPL (AN) visant à poursuivre l'expérimentation relative au travail à temps partagé aux fins d'employabilité *	3 073	2 745	-10,67 %	3	3	0,00 %
4	PPL (AN) visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (CMP) *	7 306	28 168	+285,55 %	3	8	+166,67 %

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
5	PPL (S) portant réforme du financement de l'audiovisuel public *	904	343	-62,06 %	3	1	-66,67 %
6	PPL (S) visant à sécuriser le mécanisme de purge des nullités *	2 483	1 925	-22,47 %	2	2	0,00 %
7	PJL (AN) de finances de fin de gestion pour 2024 (CMP) *	4 736	4 853	+2,47 %	7	7	0,00 %
8	PJL (AN) spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances	1 096	1 335	+21,81 %	3	4	+33,33 %
9	PPL (AN) visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire *	198	174	-12,12 %	1	1	0,00 %
10	PPL (S) relative à l'instauration d'un nombre minimum de soignants par patient hospitalisé	1 168	2 351	+101,28 %	1	1	0,00 %
11	PPL (AN) visant à améliorer la prise en charge des soins et dispositifs spécifiques au traitement du cancer du sein par l'assurance maladie	2 175	4 727	+117,33 %	2	5	+150,00 %
12	PPL (S) relative à l'assainissement cadastral et à la résorption du désordre de la propriété	941	980	+4,14 %	1	1	0,00 %
13	PPL (S) pour améliorer la prise en charge de la sclérose latérale amyotrophique et d'autres maladies évolutives graves	2 150	2 241	+4,23 %	4	3	-25,00 %
14	PJL (AN) de finances pour 2025 (CMP)	327 838	610 731	+86,29 %	65	198	+204,62 %

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
15	PPL (AN) visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole (CMP) *	2 740	4 141	+51,13 %	3	7	+133,33 %
16	PPL (AN) visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (CMP) *	879	3 004	+241,75 %	2	1	-50,00 %
17	PJL (AN) d'urgence pour Mayotte (CMP) *	23 573	68 447	+190,36 %	22	36	+63,64 %
18	PPL (AN) visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées	3 846	6 836	+77,74 %	3	6	+100,00 %
19	PPL (S) visant à permettre l'élection du maire d'une commune nouvelle en cas de conseil municipal incomplet *	642	520	-19,00 %	1	1	0,00 %
20	PJL (AN) de financement de la sécurité sociale pour 2025 (CMP)	105 203	235 627	+123,97 %	33	103	+212,12 %
21	PJL (AN) d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture (CMP) *	57 865	145 538	+151,51 %	19	58	+205,26 %
22	PPL (S) visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole	2 971	3 233	+8,82 %	1	1	0,00 %
23	PPL (S) relative au renforcement de la sûreté dans les transports (CMP) *	26 315	42 638	+62,03 %	19	27	+42,11 %

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
24	PPL (AN) visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public *	1 258	875	-30,45 %	3	3	0,00 %
25	PPLO (S) visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité *	297	634	+113,47 %	1	2	+100,00 %
26	PPL (AN) visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité *	2 736	10 283	+275,84 %	4	7	+75,00 %
27	PPL (S) visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement *	1 112	2 274	+104,50 %	2	4	+100,00 %
28	PJL (AN) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (CMP) *	202 983	255 801	+26,02 %	42	41	-2,38 %
29	PPL (S) visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » *	6 955	7 737	+11,24 %	4	4	0,00 %

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
30	PPL (AN) visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire (CMP) *	1 257	3 424	+172,39 %	1	3	+200,00 %
31	PPL (AN) visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (CMP) *	433	1 333	+207,85 %	1	1	0,00 %
32	PPL (AN) visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés	4 714	4 014	-14,85 %	2	1	-50,00 %
33	PPL (AN) visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession	627	3 138	+400,48 %	1	3	+200,00 %
34	PJL (S) relative au transfert à l'Etat des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna *	963	1 055	+9,55 %	2	2	0,00 %
35	PPL (S) visant à sortir la France du piège du narcotrafic (CMP) *	78 390	206 717	+163,70 %	24	64	+166,67 %
36	PPLO (S) fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée (CMP) *	386	979	+153,63 %	1	3	+200,00 %
37	PPL (AN) instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées *	259	973	+275,68 %	1	1	0,00 %
38	PPL (S) expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer	2 159	2 500	+15,79 %	4	3	-25,00 %

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
39	PPL (AN) visant à faciliter la transformation des bureaux et autres bâtiments en logements (CMP) *	3 797	10 075	+165,34 %	7	9	+28,57 %
40	PPL (AN) visant à renforcer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents (CMP) *	4 732	16 790	+254,82 %	5	16	+220,00 %
41	PPL (AN) contre toutes les fraudes aux aides publiques (CMP) *	11 942	83 247	+597,09 %	4	35	+775,00 %
42	PPL (AN) visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation	3 545	4 889	+37,91 %	4	5	+25,00 %
43	PPL (AN) sur la profession d'infirmier (CMP) *	4 127	9 176	+122,34 %	3	9	+200,00 %
44	PPL (AN) visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail	429	1 410	+228,67 %	1	2	+100,00 %
45	PPL (S) visant à mettre en place un registre national des cancers	1 199	1 926	+60,63 %	1	1	0,00 %
46	PPL (AN) créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière	15 287	25 948	+69,74 %	2	12	+500,00 %
47	PPL (AN) visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé (CMP) *	2 207	8 599	+289,62 %	3	7	+133,33 %
48	PJL (S) portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse *	14 355	12 832	-10,61 %	4	4	0,00 %

Textes définitivement adoptés		Nombre de caractères			Nombre d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	%	Texte initial	Texte définitif	%
49	PPL (S) relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire *	696	687	-1,29 %	1	1	0,00 %
50	PPL (S) relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues	1 103	1 211	+9,79 %	1	1	0,00 %
51	PPL (S) relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur (CMP) *	3 785	11 687	+208,77 %	3	4	+33,33 %
52	PJLO (S) relatif au Département-Région de Mayotte (CMP) *	5 945	5 316	-10,58 %	5	5	0,00 %
53	PPL (S) visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur (CMP) *	10 654	35 328	+231,59 %	6	8	+33,33 %
54	PPL (AN) visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille (DM) *	3 242	6 097	+88,06 %	5	8	+60,00 %
55	PPL (S) visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive	1 907	10 666	+459,31 %	2	9	+350,00 %
56	PJL (S) de programmation pour la refondation de Mayotte (CMP) *	131 063	209 502	+59,85 %	34	54	+58,82 %
	TOTAL	1 111 644	2 138 699	92,39 %	390	818	109,74 %

F. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

1. Propositions de résolution de l'article 34-1 de la Constitution (19 déposées, 5 examinées, 4 adoptées en 2024-2025)

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
<u>Session extraordinaire 2022-2023</u>				
20.07.23	invitant à favoriser la restauration de la sécurité en Haïti afin de créer les conditions nécessaires à la mise en place d'un processus politique de sortie de crise (<i>proposition de résolution déposée en 2022-2023</i>)	Mme Hélène CONWAY-MOURET et plusieurs de ses collègues	10.04.25	Adoption
<u>Session ordinaire 2023-2024</u>				
19.04.24	tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques (<i>proposition de résolution déposée en 2023-2024</i>)	M. Pascal SAVOLDELLI et plusieurs de ses collègues	19.04.24	Rejet
<u>Session ordinaire 2024-2025</u>				
01.10.24	visant à condamner les actions des rebelles houthis en mer Rouge et à appeler à une action internationale pour protéger le commerce maritime et l'environnement dans cette zone	Mme Nicole DURANTON, MM. François PATRIAT, Jean-Baptiste LEMOYNE et plusieurs de leurs collègues	14.11.24	Adoption
11.10.24	soutenant l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes, notamment par la transposition de la directive européenne	M. Olivier JACQUIN et plusieurs de ses collègues	-	-
23.10.24	relative aux financements européens d'entités en lien avec les Frères musulmans et l'islam radical	Mme Nathalie GOULET	-	-

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
24.10.24	appelant à une meilleure prise en compte de la situation des femmes dans les territoires ruraux pour en finir avec les zones blanches de l'égalité	Mme Annick BILLON	-	-
29.10.24	relative aux négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur	M. Henri CABANEL, Mme Maryse CARRÈRE, M. Michel MASSET et plusieurs de leurs collègues	-	-
20.11.24	visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants	Mme Cécile CUKIERMAN et plusieurs de ses collègues	19.03.25	Adoption
26.11.24	appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives	Mme Mélanie VOGEL et plusieurs de ses collègues	30.01.25	Adoption
10.01.25	demandant la création d'un fonds de coopération transfrontalière (FCT) franco-luxembourgeois pour compenser les difficultés subies par les collectivités françaises	M. Olivier JACQUIN	-	-
10.01.25	sur la définition de la notion de « raison impérieuse d'intérêt public majeur » et ses conséquences sur les collectivités territoriales	M. Philippe FOLLIO	-	-
14.02.25	visant à la reconnaissance du droit à l'alimentation et à l'adoption d'une loi-cadre pour le droit à l'alimentation	Mme Marie-Claude VARAILLAS, M. Pascal SAVOLDELLI et plusieurs de leurs collègues	-	-

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
31.03.25	visant à instaurer une tolérance zéro face à la haine et aux violences à l'encontre des personnes LGBTQIA+	MM. Ian BROSSAT, Rémi FÉRAUD, Mmes Mélanie VOGEL, Sophie BRIANTE GUILLEMONT, Dominique VÉRIEN et plusieurs de leurs collègues	-	-
22.04.25	visant à garantir le respect des articles 35 et 53 de la Constitution concernant l'engagement militaire et financier de la France en Ukraine, et soulignant l'importance du rôle des parlementaires dans la préservation de la séparation des pouvoirs.	M. Alain HOUPERT	-	-
07.05.25	visant à redonner du sens à la carte d'électeur	Mme Gisèle JOURDA	-	-
07.05.25	relative à une régionalisation de l'ensemble du réseau routier national	M. Olivier JACQUIN	-	-
03.06.25	appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnataux dans les territoires	Mmes Véronique GUILLOTIN, Annick JACQUEMET et plusieurs de leurs collègues	-	-
24.06.25	tendant à améliorer la sécurité routière	Mme Annick JACQUEMET	-	-
25.06.25	portant sur l'impératif d'une réconciliation lucide et équilibrée entre la France et l'Algérie	Mme Valérie BOYER	-	-
<u>Intersession 2024-2025</u>				
01.09.25	tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités <i>Lebensborn</i>	M. Franck MENONVILLE et plusieurs de ses collègues	-	-

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
16.09.25	invitant le Gouvernement à agir au niveau international en faveur d'une réforme des modes de calcul des quotes-parts de droits de tirage spéciaux (DTS) attribués par le FMI	Mme Michelle GRÉAUME et plusieurs de ses collègues	-	-

**2. Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat
(2 déposées, 1 examinée et adoptée en 2024-2025)**

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
<u>Session ordinaire 2024-2025</u>				
12.02.25	tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification	M. Gérard LARCHER et Mme Sylvie VERMEILLET	08.04.25	Adoption
12.03.25	tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé	Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE et plusieurs de ses collègues	-	-

3. Propositions de résolution tendant à créer une commission d'enquête (6 déposées, aucune examinée en séance)

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
<u>Session ordinaire 2023-2024</u>				
05.04.24	tendant à la création d'une commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés ²² (<i>proposition de résolution déposée en 2023-2024</i>)	M. Alexandre OUIZILLE et plusieurs de ses collègues	-	-
<u>Session ordinaire 2024-2025</u>				
02.10.24	tendant à la création d'une commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis ¹	Mme Nathalie GOULET et plusieurs de ses collègues	-	-
27.11.24	tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants ²²	Mme Cécile CUKIERMAN, M. Fabien GAY et plusieurs de leurs collègues	-	-

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

Date de dépôt	Objet	Premiers signataires	Date d'examen en séance	Sort en séance
16.01.25	tendant à la création d'une commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État ¹	M. Mathieu DARNAUD et plusieurs de ses collègues	-	-
22.01.25	tendant à la création d'une commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de son effet d'entraînement sur l'économie française ¹	M. Dany WATTEBLED et plusieurs de ses collègues	-	-
28.01.25	tendant à la création d'une commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité ¹	M. Thomas DOSSUS et plusieurs de ses collègues	-	-
25.02.25	tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attribution des crédits, le remboursement des prêts et la traçabilité des fonds octroyés par l'Agence française de développement	M. Stéphane RAVIER	-	-

G. CONSULTATION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Date	Objet de la saisine	Suite
<u>Année parlementaire 2024-2025</u>		
08.10.24	Demande d'avis sur « la protection de l'enfance et notamment d'une évaluation de l'application des lois n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant et n° 2022 140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants ».	Contribution du CESE à la saisine du Sénat : « La protection de l'enfance est en danger : les préconisations du CESE ». ¹

¹ <https://www.lecese.fr/travaux-publies/la-protection-de-lenfance-est-en-danger-les-preconisations-du-cese>

III. DÉBATS ET CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

A. DÉBATS

1. Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement (6)

Date	Objet	Ministre(s) ayant lu la déclaration	Déclaration	Durée
<u>Session ordinaire 2024-2025</u>				
2 octobre 2024	Déclaration du Gouvernement	M. Michel BARNIER, Premier ministre	0 h 47	1 h 54
27 novembre 2024	Négociations relatives à l'accord d'association entre l'Union européenne et le Mercosur	Mme Annie GENEVARD, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire, M. Benjamin HADDAD, ministre délégué chargé de l'Europe	0 h 21	1 h 31
15 janvier 2025	Déclaration du Gouvernement	M. François BAYROU, Premier ministre	0 h 28	2 h 03
4 mars 2025	Situation en Ukraine et sécurité en Europe	M. François BAYROU, Premier ministre	0 h 30	1 h 55
6 mai 2025	Souveraineté énergétique de la France	M. François BAYROU, Premier ministre	0 h 40	2 h 05
2 juillet 2025	Situation au Proche et Moyen-Orient	M. François BAYROU, Premier ministre	0 h 26	1 h 56

2. Débats consécutifs aux réunions du Conseil européen (3)

Date	Objet	Ministre intéressé	Durée
<u>Session ordinaire 2024-2025</u>			
9 octobre 2024	Conseil européen des 17 et 18 octobre 2024	M. Benjamin HADDAD, ministre délégué chargé de l'Europe	2 h 09
17 mars 2025	Conseil européen des 20 et 21 mars 2025	M. Benjamin HADDAD, ministre délégué chargé de l'Europe	1 h 57
25 juin 2025	Conseil européen des 26 et 27 juin 2025	M. Benjamin HADDAD, ministre délégué chargé de l'Europe	1 h 52

3. Débats d'initiative sénatoriale (28)

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
<u>Année parlementaire 2024-2025</u>					
08/10/2024	Débat sur la croissance de la dette publique de la France	LR/UC	M. Laurent SAINT-MARTIN, ministre chargé du budget et des comptes publics	Format « Discussion générale classique »	1 h 38
08/10/2024	Débat sur la crise agricole	Groupe LR	Mme Annie GENEVARD, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt	Questions-Réponses	1 h 45
08/10/2024	Débat sur la situation des urgences pendant l'été 2024	Groupe SER	Mme Geneviève DARRIEUSSECQ, ministre de la santé et de l'accès aux soins	Questions-Réponses	1 h 44
08/10/2024	Débat sur la nécessité de former davantage de médecins et soignants	Groupe CRCE-K	Mme Geneviève DARRIEUSSECQ, ministre de la santé et de l'accès aux soins	Format « Discussion générale interactive »	2 h 01

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
30/10/2024	Débat sur le plan budgétaire et structurel national à moyen terme et sur l'orientation des finances publiques	Commission des finances	M. Antoine ARMAND, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie	Format « Discussion générale interactive »	2 h 12
06/11/2024	Débat sur le rapport sur la situation des finances publiques locales remis en application de l'article 52 de la loi organique relative aux lois de finances	Commission des finances	Mme Catherine VAUTRIN, ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation	Questions-Réponses	1 h 35
12/11/2024	Débat sur le thème : « Nouvelle Commission : Quelle politique européenne et quelle influence pour la France ? »	Groupe LR	M. Benjamin HADDAD, ministre délégué chargé de l'Europe	Format « Discussion générale interactive »	1 h 37
12/11/2024	Débat sur le thème : « Gestion de l'eau : bilan de l'été 2024 et perspective pour mieux gérer la ressource »	Groupe LR	Mme Agnès PANNIER-RUNACHER, ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques	Format « Discussion générale interactive »	1 h 44
13/11/2024	Débat sur le thème : « Financement de la sécurité civile : soutenir les SDIS dans leur gestion des nouveaux risques »	Groupe RDSE	M. Nicolas DARAGON, ministre délégué chargé de la sécurité du quotidien	Format « Discussion générale interactive »	1 h 48

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
14/01/2025	Débat relatif au programme Territoires d'industrie	Commission des affaires économiques	M. Marc FERRACCI, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie	Questions-Réponses	1 h 35
30/01/2025	Débat sur le thème : « Quel avenir pour le Pass culture ? »	Groupe UC	Mme Rachida DATI, ministre de la culture	Questions-Réponses	1 h 27
04/03/2025	Débat sur les accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes	Groupe LR	M. Benjamin HADDAD, ministre délégué chargé de l'Europe	Format « Discussion générale interactive »	1 h 35
05/03/2025	Débat sur la reconnaissance du bénévolat de sécurité civile	Groupe CRCE-K	M. François-Noël BUFFET, ministre auprès du ministre de l'intérieur	Format « Discussion générale interactive »	1 h 53
20/03/2025	Débat sur le thème : « Revente de billets pour les manifestations sportives et culturelles : quelles actions pour protéger les consommateurs et lutter contre les fraudes et la spéculation ? »	Groupe Les Indépendants	Mme Véronique LOUWAGIE, ministre chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire	Format « Discussion générale interactive »	1h05
27/03/2025	Débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes	Conférence des Présidents	-	Format « Discussion générale interactive »	1 h 45
08/04/2025	Débat sur le Livre blanc de la Commission européenne sur la Défense	Groupe LR	M. Benjamin HADDAD, ministre délégué chargé de l'Europe	Format « Discussion générale interactive »	1 h 50

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
09/04/2025	Débat sur la santé mentale, grande cause du gouvernement pour l'année 2025 : quels moyens pour en faire une priorité ?	Groupe SER	M. Yannick NEUDER, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins	Questions-Réponses	1 h 34
10/04/2025	Débat sur l'apprentissage	Commissions des affaires sociales, des affaires économiques et de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport	Mme Astrid PANOSYAN-BOUVET, ministre chargée du travail et de l'emploi	Questions-Réponses	1 h 46
10/04/2025	Débat sur le thème : « Pour garantir la sincérité du débat public, quelle mise en œuvre des politiques françaises et européennes de régulation des plateformes en ligne ? »	Groupe GEST	Mme Clara CHAPPAZ, ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique	Format « Discussion générale interactive »	1 h 28
28/04/2025	Débat sur l'intelligence artificielle	Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques	Mme Clara CHAPPAZ, ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique	Questions-Réponses	1 h 27
28/04/2025	Débat sur le thème : « Comment relancer le fret ferroviaire ? »	Groupe CRCE-K	M. Philippe TABAROT, ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports	Format « Discussion générale interactive »	1 h 42

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
29/04/2025	Débat sur les défaillances d'entreprises	Délégation aux entreprises	Mme Véronique LOUWAGIE, ministre chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire	Questions-Réponses	1 h 38
29/04/2025	Débat sur les initiatives européennes en matière de simplification et d'allègement de la charge administrative pesant sur les entreprises	Groupe LR	Mme Clara CHAPPAZ, ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique	Format « Discussion générale interactive »	1 h 30
30/04/2025	Débat sur le rapport d'avancement annuel sur le plan budgétaire et structurel de moyen terme 2025-2029	Commission des finances	M. Éric LOMBARD, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et Mme Amélie DE MONTCHALIN, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics	Format « Discussion générale interactive »	01h58

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Forme	Durée du débat
27/05/2025	Débat sur le thème « Comment nos politiques publiques peuvent-elles contribuer à relever les défis auxquels sont confrontées les zones rurales de notre pays ? »	Groupe LR	Mme Françoise GATEL, ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité	Questions-Réponses	01h34
27/05/2025	Débat sur l'avenir du groupe La Poste	Commission des affaires économiques	Mme Amélie DE MONTCHALIN, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics	Format « Discussion générale interactive »	01h43
28/05/2025	Débat sur le thème : « Terres rares et matériaux critiques : quel potentiel dans les territoires français et quelle stratégie pour renforcer notre approvisionnement ? »	Groupe RDSE	Mme Véronique LOUWAGIE, ministre chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire	Format « Discussion générale interactive »	01h34
28/05/2025	Débat sur le thème : « Quelle politique de protection et d'accompagnement des élèves dans les établissements scolaires, avec quelles modalités de contrôle ? »	Groupe SER	Mme Élisabeth BORNE, ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	Format « Discussion générale interactive »	01h38

B. QUESTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

1. Questions d'actualité au Gouvernement

RÉPARTITION PAR GROUPE

Groupes	Questions discutées
Les Républicains	165
Socialiste, écologiste et républicain (SER)	90
Union centriste (UC)	75
Les Indépendants – République et territoires (INDEP)	30
Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (RDPI)	30
Communiste républicain citoyen et écologiste (CRCE-K)	30
Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)	30
Écologiste - Solidarité et territoires (GEST)	30
Non-inscrits	6
Total	486

2. Questions orales

RÉPARTITION PAR GROUPE

Groupes	Questions déposées	Questions discutées
Les Républicains	223 (31,5 %)	171 (32,9 %)
Socialiste, écologiste et républicain (SER)	130 (18,4 %)	103 (19,8 %)
Union centriste (UC)	166 (23,4 %)	100 (19,3 %)
Les Indépendants - République et territoires	34 (4,8 %)	27 (5,2 %)
Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (RDPI)	29 (4,1 %)	27 (5,2 %)
Communiste républicain citoyen et écologiste (CRCE-K)	44 (6,2 %)	32 (6,2 %)
Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)	43 (6,1 %)	28 (5,4 %)
Écologiste - solidarité et territoires (GEST)	34 (4,8 %)	27 (5,3 %)
Non-inscrits	5 (0,7 %)	4 (0,8 %)
Total	708	519

3. Questions écrites

RÉPARTITION PAR GROUPE

Groupes	Questions déposées	en % du total des questions	Réponses	en % du total des réponses
Les Républicains	2 126	35,2 %	1 292	34,1 %
Socialiste, écologiste et républicain (SER)	940	15,6 %	612	16,2 %
Union centriste (UC)	1 585	26,2 %	1 048	27,7 %
Les Indépendants - République et territoires	226	3,7 %	154	4,1 %
Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (RDPI)	111	1,8 %	79	2,1 %
Communiste républicain citoyen et écologiste (CRCE-K)	456	7,6 %	258	6,8 %
Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)	298	4,9 %	176	4,6 %
Écologiste - solidarité et territoires (GEST)	198	3,3 %	119	3,1 %
Non-inscrits	100	1,7 %	51	1,3 %
Total	6 040		3 789	

C. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES

Tableau récapitulatif des propositions de résolution européenne déposées en 2024-2025

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
53	17.10.2024	encourageant à développer l'initiative « universités européennes »	73 <i>quater</i>	Mme Karine DANIEL et M. Ronan LE GLEUT, au nom de la commission des affaires européennes	Culture	Devenue résolution le 22.11.2024
57	21.10.2024	visant à promouvoir la recherche fondamentale et l'innovation de rupture dans le domaine des ARN extracellulaires et des vésicules extracellulaires	73 <i>quinquies</i>	Mme Vanina PAOLI-GAGIN	<i>Affaires européennes</i>	Retirée par son auteur le 06.11.2024
72	23.10.2024	sur la révision de la législation pharmaceutique proposée par la Commission européenne - COM(2023) 192 final et COM(2023) 193 final	73 <i>quater</i>	Mme Pascale GRUNY, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires sociales	Devenue résolution le 29.11.2024
128	07.11.2024	visant à promouvoir la recherche fondamentale et l'innovation de rupture dans le domaine des ARN extracellulaires et des vésicules extracellulaires	73 <i>quinquies</i>	Mme Vanina PAOLI-GAGIN	<i>Affaires européennes</i>	Retirée par son auteur le 18.12.2024
151	18.11.2024	visant à réformer la perception des cotisations des travailleurs frontaliers pour les prestations chômage	73 <i>quinquies</i>	M. Cyril PELLELAT	Affaires sociales	Devenue résolution le 17.01.2025

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
158	20.11.2024	relative à l'adoption d'une réglementation européenne sur la gestion du trafic spatial et au développement d'un espace « vert »	73 <i>quinquies</i>	M. Ludovic HAYE	Affaires économiques	Devenue résolution le 21.01.2025
167	27.11.2024	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'établissement du programme pour l'industrie européenne de la défense et d'un cadre de mesures visant à assurer la disponibilité et la fourniture en temps utile des produits de défense - COM(2024) 150 final	73 <i>quater</i>	M. Dominique de LEGGE, Mme Gisèle JOURDA et M. François BONNEAU, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires étrangères	Devenue résolution le 30.12.2024
171	28.11.2024	visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés	73 <i>quinquies</i>	Mme Nathalie GOULET	<i>Affaires européennes</i>	Retirée par son auteur le 06.12.2024
196	09.12.2024	sur l'avenir de la politique agricole commune	73 <i>quinquies</i>	MM. Jean-François RAPIN, Henri CABANEL, Patrick CHAUVET, Pierre CUYPERS, Mme Karine DANIEL, MM. Laurent DUPLOMB, Daniel GREMILLET, Mme Pascale GRUNY, MM. Vincent LOUAULT, Franck MENONVILLE, Louis-Jean de NICOLAÏ et Olivier RIETMANN	Affaires économiques	Devenue résolution le 21.01.2025

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
203	11.12.2024	sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la prévention des pertes de granulés plastiques en vue de réduire la pollution par les microplastiques - COM(2023) 645 final	73 <i>quater</i>	Mme Marta de CIDRAC et M. Michaël WEBER, au nom de la commission des affaires européennes	Développement durable	Devenue résolution le 17.01.2025
229	08.01.2025	visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés	73 <i>quinquies</i>	Mme Nathalie GOULET	Finances	Devenue résolution le 10.03.2025
248	20.01.2025	sur l'intégration régionale des régions ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne	73 <i>quinquies</i>	Mme Micheline JACQUES, MM. Christian CAMBON, Stéphane DEMILLY et Georges PATIENT	Lois	Devenue résolution le 24.03.2025
256	22.01.2025	visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne	73 <i>quinquies</i>	M. Didier MARIE	<i>Affaires européennes</i>	Retirée par son auteur le 14.02.2025
266	23.01.2025	sur la reconnaissance par l'Union européenne de la catégorie des entreprises de taille intermédiaire	73 <i>quinquies</i>	MM. Olivier RIETMANN et Jean-François RAPIN	Affaires économiques	Devenue résolution le 10.03.2025

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
340	12.02.2025	sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 96/53/CE du Conseil fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international - COM(2023) 445 final	73 <i>quater</i>	M. Jacques FERNIQUE et Mme Pascale GRUNY, au nom de la commission des affaires européennes	Développement durable	Devenue résolution le 17.03.2025
351	18.02.2025	visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne	73 <i>quinquies</i>	M. Didier MARIE	Lois	Devenue résolution le 18.04.2025
457	19.03.2025	visant à promouvoir la recherche fondamentale et l'innovation de rupture dans le domaine des ARN extracellulaires et des vésicules extracellulaires	73 <i>quinquies</i>	Mme Vanina PAOLI-GAGIN	Affaires sociales	Devenue résolution le 06.05.2025
471	19.03.2025	relative au programme de travail de la Commission européenne pour 2025 - COM(2025) 45 final	73 <i>quater</i>	MM. Jean-François RAPIN et Didier MARIE, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 28.04.2025

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
719	10.06.2025	sur la protection des mineurs en ligne	73 <i>quinquies</i> C	Mme Catherine MORIN-DESAILLY	Culture	Devenue résolution le 08.08.2025
795	26.06.2025	portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil - COM(2025) 101 final	73 <i>octies</i>	Mme Audrey LINKENHELD et M. André REICHARDT, au nom de la commission des affaires européennes	Lois	Devenue résolution le 27.06.2025
820	02.07.2025	portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre visant à renforcer la disponibilité et la sécurité de l'approvisionnement en médicaments critiques ainsi que la disponibilité et l'accessibilité des médicaments d'intérêt commun, et modifiant le règlement (UE) 2024/795 - COM(2025) 102 final	73 <i>octies</i>	Mme Pascale GRUNY, M. Bernard JOMIER et Mme Cathy APOURCEAU-POLY, au nom de la commission des affaires européennes	Affaires sociales	Devenue résolution le 06.07.2025

D. COMMISSIONS D'ENQUÊTE

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage (art. 6 bis RS)	Objet	Président(e) de la commission	Rapporteur(e) de la commission
<u>Session ordinaire 2024-2025</u>					
20.11.24	SER	Oui	sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés	M. Laurent BURGOA	M. Alexandre OUIZILLE
15.01.25	CRCE-K	Oui	sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants	M. Olivier RIETMANN	M. Fabien GAY
15.01.25	UC	Oui	aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis	M. Raphaël DAUBET	Mme Nathalie GOULET
05.02.25	Les Républicains	Oui	sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État	M. Pierre BARROS	Mme Christine LAVARDE
12.02.25	Les Indépendants	Oui	sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française	M. Simon UZENAT	M. Dany WATTEBLED

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage (art. 6 bis RS)	Objet	Président(e) de la commission	Rapporteur(e) de la commission
19.02.25	GEST	Oui	sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité	M. Olivier HENNO	M. Thomas DOSSUS
<u>Sessions extraordinaires 2024-2025</u>					
Néant					

E. MISSIONS D'INFORMATION

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage (Art. 6 bis RS)	Objet	Président(e) de la mission	Rapporteur(e) de la mission
<u>Session ordinaire 2024-2025</u>					
26.03.25	RDPI	Oui	sur le thème : « Faciliter l'accès aux services publics : restaurer le lien de confiance entre les administrations et les administrés »	M. Gilbert-Luc DEVINAZ	Mme Nadège HAVET
26.03.25	RDSE	Oui	sur le thème : « 10 ans après la loi NOTRe et la loi Maptam, quel bilan pour l'intercommunalité ? »	M. Jean-Marie MIZZON	Mme Maryse CARRÈRE
<u>Sessions extraordinaires 2024-2025</u>					
Néant					

F. DÉPÔTS DE RAPPORTS AU PARLEMENT

Session parlementaire \ Type de rapports	Rapports périodiques	Rapports uniques	Rapports d'application des lois (art. 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004)	Total des rapports déposés
2015-2016	27	80	14	121
2016-2017	26	81	14	121
2017-2018	35	56	9	100
2018-2019	31	60	6	97
2019-2020	28	71	28	127
2020-2021	42	83	16	141
2021-2022	51	63	19	133
2022-2023	42	55	49	146
2023-2024	36	64	13	113
2024-2025	59	71	33	163

1. Liste des rapports périodiques déposés sur le bureau du Sénat (total : 59 rapports)

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RP - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif à l'exécution et le contrôle des contrats de concession d'autoroutes et d'ouvrages d'art pour l'année 2022, en application de l'article L. 119-8 du code de la voirie routière	03/10/2024
RP - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif à l'exécution et le contrôle des contrats de concession d'autoroutes et d'ouvrages d'art pour l'année 2021, en application de l'article L. 119-8 du code de la voirie routière	03/10/2024
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement pris en application de l'article 5 de la loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004 et relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales	04/10/2024
RP - 18 ^e rapport du Haut Comité d'Évaluation de la Condition Militaire : "Les réserves", en application de l'article L. 4111.1 du code de la défense	11/10/2024
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-1357 du 18 octobre 2021 visant à protéger la rémunération des agriculteurs, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	14/10/2024

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RP - Bilan financier retraçant, pour le deuxième trimestre 2024, l'évolution des dépenses des Programmes d'investissements d'avenir et France 2030, en application de l'article 8 de la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	15/10/2024
RP - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement présentant le budget pluriannuel du Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, en application de l'article 158 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022	21/10/2024
RP - Vingtième rapport annuel au Parlement sur les chiffres de la politique de l'immigration et de l'intégration, en application de l'article L.123-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (année 2022)	21/10/2024
RP - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif aux remises et transactions à titre gracieux et règlements d'ensemble en matière fiscale pour l'année 2023 en application de l'article L. 251 A du livre des procédures fiscales	24/10/2024
RP - Rapport annuel du Conseil supérieur de l'Agence France-Presse au Parlement, en application de l'article 3, 5 ^e alinéa, de la loi n°57-32 du 10 janvier 1957 portant statut de l'agence France-Presse	25/10/2024
RP - Rapport annuel (5 ^e rapport) sur l'application du régime d'autorisation préalable de l'exploitation de certains équipements constitutifs des futurs réseaux radioélectriques mobiles de cinquième génération, en application de l'article 5 de la loi n° 2019-810 du 1 ^{er} août 2019 visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles	20/11/2024
RP - Sixième rapport annuel au Parlement sur la procédure d'admission au séjour pour soins, réalisé par le service médical de l'Office français de l'immigration et de l'intégration pour l'année 2022, en application de l'article L. 425-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	20/11/2024
RP - Rapport au Parlement relatif au bilan d'activité du comité ministériel de contrôle <i>a posteriori</i> des exportations d'armement couvrant la période du 1 ^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, en application de l'article 53 de la loi n° 2023-703 du 1 ^{er} août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense (rapport n° 1)	21/11/2024
RP - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement 2024 sur les expérimentations innovantes en santé, en application de l'article 51 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018	27/11/2024

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RP - Rapport au Parlement relatif à l'évaluation annuelle et aux résultats des expérimentations et activités de recherche publique conduites par le pôle d'expertise de la régulation numérique, au titre de l'année 2023, en application de l'article 36 de la loi n° 2021-1382 du 25 octobre 2021 relative à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique	03/12/2024
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement concernant le bilan statistique annuel 2024 de l'application des objectifs d'approvisionnement fixés à la restauration collective (données d'achats 2023), en application de l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime	03/12/2024
RP - Rapport relatif au coût pour les collectivités territoriales des mesures d'exonération et d'abattement d'impôts directs locaux, au titre de l'année 2023, en application de l'article 33 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017	04/12/2024
RP - Projet de contrat d'objectifs et de performance 2024-2026 de l'Institut français, en application de la loi n° 2010-873 du 27 juillet 2010 relative à l'action extérieure de l'État	20/12/2024
RP - Bilan financier retraçant, pour le troisième trimestre 2024, l'évolution des dépenses des Programmes d'investissements d'avenir et France 2030 en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	27/12/2024
RP - Rapport 2024 sur la situation financière des organismes complémentaires assurant une couverture santé en application de l'article L. 862-7 du code de la sécurité sociale	30/12/2024
RP - Synthèse des résultats issus du traitement des données déclarées par les fournisseurs et par les distributeurs en matière de pénalités logistiques, en application de l'article 14 de la loi n° 2023-221 du 30 mars 2023 tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs RAPPORT NON PUBLIC	30/12/2024
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'évolution des dépenses et des moyens financiers et humains de la Société des grands projets, pour l'année 2024, pris en application de l'article 20-4 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris	30/12/2024
RP- Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la complémentaire santé solidaire pour l'année 2024, en application de l'article L. 862-7 du code de la sécurité sociale	30/12/2024
RP - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif à l'état au 31 décembre 2023 des sommes restant dues par l'état aux régimes obligatoires de base de sécurité sociale, en application de l'article LO. 111-10-1 du code de la sécurité sociale	08/01/2025

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la politique de contrôle en matière de pratiques commerciales trompeuses portant sur l’affichage de l’origine des denrées alimentaires pour 2023, en application de l’article 12 de la loi n° 2021-1357 du 18 octobre 2021 visant à protéger la rémunération des agriculteurs	13/01/2025
RP - Rapport d’activité 2024 du Fonds d’intervention régional (FIR) pour l’exercice 2023, en application de l’article L. 1435-10 du code de la santé publique	16/01/2025
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement sur le contrôle a posteriori exercé par le représentant de l’État sur les actes des collectivités territoriales pour la période 2019-2021, en application des articles L. 2131-7, L. 3132 et L. 4142-2 du code général des collectivités territoriales	24/01/2025
RP - Troisième rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur la progression du marquage des vélos et sur l’évolution des vols de vélos, en application de l’article 56 de la loi n° 2019-1428 d’orientation des mobilités	28/01/2025
RP - 18e rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la revue annuelle de la condition militaire, en application de l’article L.4111-1 du code de la défense	03/02/2025
RP - Sixième rapport du Gouvernement au Parlement relatif au bilan annuel de la mise en œuvre de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme confortée par la loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d’actes de terrorisme et au renseignement, en application du second alinéa de l’article L. 22-10-1 du code de la sécurité intérieure	04/02/2025
RP - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement faisant état de l’engagement financier de l’État en faveur des services express régionaux métropolitains en 2023, en application de l’article 18 de la loi n° 2023-1269 du 27 décembre 2023 relative aux services express régionaux métropolitains	20/02/2025
RP - Septième rapport annuel du service médical de l’Office français de l’immigration et de l’intégration au Parlement sur la procédure d’admission au séjour pour soins pour l’année 2023, en application de l’article L.425-9 du code de l’entrée et du séjour des étrangers et du droit d’asile	20/02/2025
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l’exécution des contrats d’objectifs et de moyens ou des contrats d’objectifs et de performance des opérateurs au titre de 2023, en application de l’article 218 de la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020	27/02/2025

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en œuvre de la programmation financière et opérationnelle des investissements de l'État dans les transports au titre de l'année 2022, en application de l'article 3 de la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités	21/03/2025
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en œuvre de la programmation financière et opérationnelle des investissements de l'État dans les transports au titre de l'année 2023, en application de l'article 3 de la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités	21/03/2025
RP - Bilan financier retraçant, pour le dernier trimestre 2024, l'évolution des dépenses des Programmes d'investissements d'avenir et France 2030, en application de l'article 8 de la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	26/03/2025
RP - Dix-huitième rapport du haut comité d'évaluation de la condition militaire- Suivi des recommandations, en application de l'article L. 4111-1 du code de la défense	27/03/2025
RP - Réponse du Gouvernement qui fait suite au rapport annuel 2024 du Haut Conseil pour le climat intitulé « Tenir le cap de la décarbonation, protéger la population », en application de l'article L. 132-4 du code de l'environnement	31/03/2025
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux actions en responsabilité engagées contre l'État du fait du fonctionnement défectueux du service public de la justice pour 2023, en application de l'article 22 de la loi n° 2007-287 du 5 mars 2007 relative au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats	09/04/2025
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux actions en responsabilité engagées contre l'État du fait du fonctionnement défectueux du service public de la justice pour 2021, en application de l'article 22 de la loi n° 2007-287 du 5 mars 2007 relative au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats	09/04/2025
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux actions en responsabilité engagées contre l'État du fait du fonctionnement défectueux du service public de la justice pour 2022, en application de l'article 22 de la loi n° 2007-287 du 5 mars 2007 relative au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats	09/04/2025
RP - Rapport d'avancement annuel 2025 et avis du HCFP relatif au rapport d'avancement annuel 2025 du plan budgétaire et structurel à moyen terme 2025-2029	16/04/2025

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement comparant l'évolution constatée de la valeur du point de pension et de celle de l'indice des prix à la consommation hors tabac, en application de l'article D. 125-5 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre	22/05/2025
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement faisant état de l'engagement financier de l'État en faveur des services express régionaux métropolitains en 2024, en application de l'article 18 de la loi n° 2023-1269 du 27 décembre 2023 relative aux services express régionaux métropolitains	02/06/2025
RP - Bilan financier retraçant, pour le premier trimestre 2025, l'évolution des dépenses des Programmes d'investissements d'avenir et France 2030, en application de l'article 8 de la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	26/06/2025
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement sur le bilan de l'exécution de la programmation militaire couvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, en application de l'article 9 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense	17/07/2025
RP - Rapport 2025 du Gouvernement au Parlement relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales, en application de l'article 5 de la loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004 prise en application de l'article 72-2 de la Constitution relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales	18/07/2025
RP - Rapport 2024 du Gouvernement au Parlement relatif au Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales, en application de l'article 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016	21/07/2025
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la situation financière du régime d'assurance chômage, en application de l'article L. 5422-25 du code du travail	21/07/2025
RP - XXIème rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les chiffres de la politique de l'immigration et de l'intégration, en application de l'article L. 123-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	22/07/2025
RP - Dix-neuvième rapport thématique du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire, en application de l'article L. 4111-1 du code de la défense	30/07/2025
RP - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les exportations d'armement de la France, en application du point 4 du rapport annexé à la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense	06/08/2025

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RP - Rapport 2024 du Gouvernement au Parlement relatif aux contribuables quittant le territoire national, en application de l'article 29 de la troisième loi de finances rectificative pour 2012	14/08/2025
RP - Rapport annuel 2024 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en œuvre de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027, en application de l'article 1er de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027	26/08/2025
RP - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement pour l'année 2023 relatif à l'exécution et au contrôle des contrats de concession d'autoroutes et d'ouvrages d'art, en application de l'article 7 du décret n° 2009-1102 du 8 septembre 2009 portant création du comité des usagers du réseau routier national, et à l'évolution des péages pour chaque exploitant autoroutier, en application de l'article L. 119-8 du code de la voirie routière	04/09/2025
RP - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif aux agréments des conventions et accords applicables aux salariés des établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif pour l'année 2024 et aux orientations en matière d'agrément des accords et d'évolution de la masse salariale, en application de l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles	08/09/2025
RP - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement portant sur les exportations des biens à double usage de la France, conformément à l'engagement pris par le Gouvernement en juin 2021 de renforcer l'information au Parlement, afin d'apporter une vision d'ensemble de son action dans le domaine du contrôle des exportations de matériels de guerre et de biens à double usage	08/09/2025
RP - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les expérimentations locales prévues au quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution, en application de l'article L.O.1113-5 du code général des collectivités territoriales	09/09/2025
RP - Rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en œuvre des articles 47 à 51 de la loi de programmation militaire relatifs à l'économie de défense, en application de l'article 56 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense	30/09/2025

**2. Liste des rapports uniques déposés sur le bureau du Sénat
(total : 71 rapports)**

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RU- Avenant n° 2 à la convention du 26 décembre 2019 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au Programme d'investissements d'avenir (action : « Grands défis »), relatif au volet « Global Tech », en application du II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	03/10/2024
RU-Avenant n°1 à la convention du 17 décembre 2014 entre l'État et BPI-Groupe relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Fonds national d'innovation », « Partenariats régionaux d'innovation »), en application du II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	03/10/2024
RU-Avenant n°1 à la convention du 17 décembre 2014 entre l'État et BPI-Groupe relative au programme d'investissements d'avenir (actions : « Développement de l'économie numérique », « Soutien aux usages, services et contenus numériques innovants, volet « Subventions et avances remboursables », « Usages et technologies du numérique »), en application du II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	03/10/2024
RU-Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux conditions d'installation des STEP dans les outre-mer, en application de l'article 108 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	10/10/2024
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'avancement des travaux préparatoires à la création de l'Autorité de sûreté nucléaire ainsi que la conduite du changement dans le cadre de cette réforme, en application du premier alinéa de l'article 21 et du II de l'article 15 de la loi n° 2024-450 du 21 mai 2024 relative à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire	15/10/2024
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les ressources de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection dans le cadre de la réforme de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, en application du II de l'article 15 de la loi n° 2024-450 du 21 mai 2024 relative à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire	15/10/2024

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement évaluant l'opportunité pour la Corse de substituer aux énergies fossiles de la biomasse, dans les centrales recourant aux énergies fossiles ainsi que pour les projets de centrales recourant aux énergies fossiles mentionnés dans les programmations pluriannuelles de l'énergie prises en application de l'article L. 141-5 du code de l'énergie, en application de l'article 114 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	21/10/2024
RU - Avenant n°2 à la convention financière du 21 décembre 2018 portant avenant à la convention financière du 14 janvier 2015 entre l'État et l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) relative au programme d'investissements d'avenir, en application de l'article II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	22/10/2024
RU - Projet d'avenant n°2 à la convention du 15 décembre 2014 entre l'État et l'ADEME relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Véhicules et transports du futur ») en application de l'article 8 II. B de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	23/10/2024
RU - Plan budgétaire et structurel à moyen terme (PSMT) 2025-2029 et avis du Haut conseil des finances publiques	23/10/2024
RU - Avenant n° 2 à la convention du 12 décembre 2014 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Transition numérique de l'État et modernisation de l'action publique ») en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	18/11/2024
RU - Avenant n° 3 à la convention du 5 décembre 2014 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Quartiers numériques » « French Tech ») en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	18/11/2024
RU - Avenant n° 4 à la convention du 29 décembre 2015 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Innovation numérique pour l'excellence éducative ») en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	18/11/2024
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement évaluant le dispositif « Mon soutien psy », en application de l'article 79 de la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022	03/12/2024

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'expérimentation « Oui Pub » en application de l'article 21 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	04/12/2024
RU - Rapport sur l'adaptation du système assurantiel français à l'évolution des risques climatiques, en application de l'article 110 de la loi n°2023-175 du 10 mars 2023	30/12/2024
RU - Rapport d'évaluation du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en œuvre de l'expérimentation de caméras frontales embarquées par les opérateurs de transport public ferroviaire de voyageurs, en application de l'article 61 de la loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés	31/12/2024
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement recensant les actions menées pour lutter contre les violences faites aux élus et leurs résultats, en application de l'article 19 de la loi n° 2024-247 du 21 mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux	31/12/2024
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en œuvre par la Banque de France d'un indicateur climat, en application de l'article 33 de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte	10/01/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la question des chats errants en France, en application de l'article 11 de la loi n° 2021-1539 du 30 novembre 2021 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes	13/01/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'évaluation de l'expérimentation des clubs de jeux à Paris, en application de l'article 34 de la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain	22/01/2025
RU - Rapport du comité d'évaluation relatif à l'expérimentation de traitements algorithmiques d'images légalement collectées au moyen de systèmes de vidéoprotection, en application de l'article 10 de la loi n°2023-380 du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions	24/01/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au bilan de la première campagne nationale de vaccination contre les infections à papillomavirus humains (HPV) au collège, en application de l'alinéa V de l'article 37 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024	29/01/2025

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en œuvre de la convention prévue à l'article L. 243-6-7 du code de la sécurité sociale entre l'ACOSS, la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA) et la fédération Agirc-Arrco, en application de l'article 13 de la loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024	30/01/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la réduction des nuisances lumineuses générées par le balisage nocturne aéronautique des éoliennes, en application de l'article 68 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	05/02/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au bilan de l'expérimentation des concours Talents, en application de l'article 5 de l'ordonnance n°2021-238 du 3 mars 2021 favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles du service public	14/02/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement évaluant la mise en œuvre de l'article 28 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	17/02/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'opportunité de couvrir les toitures des bâtiments non résidentiels d'un revêtement réfléchissant, en application de l'article 45 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	17/02/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement évaluant la mise en œuvre de l'article 27 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables	27/02/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'accessibilité de la propagande électorale aux personnes en situation de handicap dans le cadre de l'élection présidentielle des 10 et 24 avril 2022, en application de l'article 2 de la loi organique n° 2021-335 du 29 mars 2021 portant diverses mesures relatives à l'élection du Président de la République	05/03/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au bilan de l'expérimentation de la rupture conventionnelle pour les fonctionnaires, en application de l'article 72 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	13/03/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux paiements pour services environnementaux forestiers, en application de l'article 52 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	17/03/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement présentant le bilan humain relatif au passage du cyclone Chido à Mayotte, en application de l'article 35 de la loi n°2025-176 du 24 février 2025 d'urgence pour Mayotte	27/03/2025

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement évaluant l'application des obligations concernant les logements évolutifs lors de la construction des bâtiments d'habitation collectifs, en application de l'article 64 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique	23/04/2025
RU - Projet d'avenant n°3 à la convention du 29 juillet 2010 entre l'État et l'ONERA relative aux investissements d'avenir (action : « recherche dans le domaine de l'aéronautique »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	24/04/2025
RU - Projet d'avenant n° 2 à la convention du 6 décembre 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Développement scientifique et technologique du plateau de Saclay »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	29/04/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement présentant les moyens technologiques et humains supplémentaires nécessaires pour assurer le contrôle des côtes de la Guadeloupe et de la Martinique afin de lutter contre l'immigration irrégulière, en application de l'article 84 de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration	29/04/2025
RU - Avenant n°1 à la convention du 3 avril 2019 portant avenant n° 2 à la convention du 13 octobre 2010 modifiée entre l'État et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « Renforcement des pôles de compétitivité » et volet « Projets de recherche et développement structurants des pôles de compétitivité »), en application de l'article II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	12/05/2025
RU - Avenant n° 3 à la convention du 20 décembre 2018 entre l'État et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Intégration des SATT, incubateurs et accélérateurs »), en application de l'article II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	12/05/2025
RU - Projet d'avenant n°2 à la convention du 14 juillet 2010 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « financement de l'économie sociale et solidaire »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	14/05/2025

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RU - Projet d'avenant n°1 à la convention du 29 décembre 2015 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Fonds de fonds de retournement »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	14/05/2025
RU - Projet d'avenant n°3 à la convention du 14 juillet 2010 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Fonds national d'amorçage »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	14/05/2025
RU - Projet d'avenant n°1 à la convention du 18 août 2020 portant avenant n°4 à la convention du 28 septembre 2010 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Ville de demain »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	14/05/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les différentes catégories de déploiements opérationnels des forces armées françaises à l'étranger, en application de l'article 5 de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030	19/05/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement en application de l'article 2 de la loi n° 2023-1251 du 26 décembre 2023 relative à la restitution de restes humains appartenant aux collections publiques	27/05/2025
RU - Rapport d'information du Gouvernement au Parlement sur les règles de bonnes pratiques de prise en charge des enfants présentant des variations de développement génital, en application de l'article 30 de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique	28/05/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'expérimentation portant sur l'affichage environnemental des produits textiles, en application de l'article 2 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	30/05/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux mobilités dans les territoires ruraux : exercice de la compétence « mobilité » dans les territoires des communautés de communes, en application de l'article 17 de la loi n° 2023-1269 du 27 décembre 2023 relative aux services express régionaux métropolitains et de l'article 129 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	02/06/2025

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RU - Avenant à la convention du 2 juin 2021 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « Programmes et équipements prioritaires de recherche »)	11/06/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la convergence sociale à Mayotte, en application de l'article 36 de la loi 2025-176 du 24 février 2025 d'urgence pour Mayotte	12/06/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement sur la tarification des services express régionaux métropolitains, en application de l'article 19 de la loi n°2023-1269 du 27 décembre 2023 relative aux services express régionaux métropolitains	19/06/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement d'évaluation de l'expérimentation permettant de conclure un contrat de professionnalisation afin d'acquérir des compétences définies par l'employeur et l'opérateur de compétences, en application de l'article 28 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel	02/07/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les vulnérabilités des collectivités françaises face aux cybermenaces, en application de l'article 29 de la loi n° 023-22 du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur	02/07/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'allocation des travailleurs indépendants (ATI), en application de l'article 11 de la loi n° 2022-172 du 14 février 2022 en faveur de l'activité professionnelle indépendante	04/07/2025
RU - Projet d'avenant à la convention du 19 août 2019 entre l'Etat, l'EPIC Bpifrance, Bpifrance et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Valorisation-Fonds national de valorisation relative au Fonds d'investissement dans les SATT »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	08/07/2025
RU - Projet d'avenant n°1 à la convention du 10 décembre 2021 portant avenant n° 2 à la convention du 29 décembre 2017 modifiée entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Adaptation et qualification de la main-d'œuvre » - volets « Ingénierie de formations professionnelles d'offres d'accompagnement innovantes [IFPAI] » et « Dispositif France Formation Innovante Numérique [DEFFINUM] »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	15/07/2025

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RU - Projet d'avenant n°2 à la convention du 29 octobre 2014 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Partenariats pour la formation professionnelle et l'emploi »), en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	16/07/2025
RU - Projet d'avenant n°2 à la convention du 10 décembre 2021 modifiée entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative à la gestion des fonds du plan « France très haut débit », en application de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	16/07/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement sur la mixité sociale dans le réseau de l'enseignement français à l'étranger, en application de l'article 9 de la loi n° 2022-272 du 28 février 2022 visant à faire évoluer la gouvernance de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et à créer les instituts régionaux de formation	28/07/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement évaluant le dispositif des certificats d'économies d'énergie, en application de l'article L. 221-1-2 du code de l'énergie et de l'article 184 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	31/07/2025
RU - Projet d'avenant aux conventions entre l'État, la Caisse des dépôts et consignations, l'EPIC Bpifrance et la société par actions simplifiée Bpifrance Investissement relatives à l'action « Accélération de la croissance [fonds propres] » pour les volets « Fonds ecotechnologies 2 », « Fonds national d'amorçage n°3 », « Fonds national de venture industriel - FNVI », « Société de projets industriels 2 », « Fonds Deep Tech » et à l'action « Aides à l'innovation "bottom-up" (fonds propres) » pour les volets « Entrepreneurs du vivant », « Multicap croissance - MC4 », « Scale-up Europe » et « Fonds Métaux critiques », en application du II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	18/08/2025
RU - Projet d'avenant aux conventions entre l'État, l'ADEME, l'Agence nationale de la recherche, la Caisse des dépôts et consignations, l'EPIC Bpifrance, la société anonyme Bpifrance relatives aux actions « Programmes et équipements prioritaires de recherche », « Maturation de technologies, R&D partenariale, valorisation de la recherche et transfert de technologies », « Démonstration en conditions réelles, amorçage et premières commerciales », « Soutien au déploiement », « Industrialisation et déploiement », « Financement structurel de l'écosystème de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de l'innovation et de la valorisation », « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « France 2030 régionalisé » et « aides à l'innovation bottom-up »,	18/08/2025

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
volet « aides nationales »), en application du II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	
RU - Projet de convention portant avenant à la convention du 8 avril 2021 entre l'État, l'ADEME, l'Agence nationale de la recherche, la Caisse des dépôts et consignations, l'EPIC Bpifrance et la société anonyme Bpifrance encadrant les dispositions communes aux conventions relatives à la mise en œuvre du quatrième programme d'investissements d'avenir et du plan France 2030, en application du II.B. de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 modifiée de finances rectificative pour 2010	18/08/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'évaluation de l'expérimentation de la participation des avocats honoraires exerçant des fonctions juridictionnelles au sein des cours criminelles départementales, en application de l'article 10 de la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire	19/08/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'expérimentation du recours au financement participatif obligatoire par les collectivités territoriales (1ère évaluation), en application de l'article 48 de la loi n° 2021-1308 du 8 octobre 2021 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances	22/08/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les moyens nécessaires à la requalification des friches de plus de dix ans en faveur de la réindustrialisation et de la sobriété foncière, en application de l'article 10 de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte	05/09/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au bilan de la mise en œuvre de la prestation partagée d'éducation de l'enfant, en application de l'article 112 de la loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024	08/09/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les actions de prévention et de sensibilisation au harcèlement et au cyberharcèlement dans les établissements scolaires, en application de l'article 9 de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique	08/09/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'opportunité de la création d'une « Eurovignette » pour les poids lourds, associée à un mécanisme permettant d'en déduire les contributions réelles de la fraction d'accise sur les énergies perçue sur les produits énergétiques autres que les gaz naturels et les charbons, en application de l'article 212 de la loi de finances pour 2024	08/09/2025

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement sur le bilan quantitatif et qualitatif de l'expérimentation de la rédaction des certificats de décès par les infirmiers, en application de l'article 36 de la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023	08/09/2025
RU - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, en application de de l'article 296 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	10/09/2025

3. Liste des rapports sur la mise en application des lois déposés sur le bureau du Sénat (article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit) (total : 33 rapports)

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
Art.67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	04/12/2024
Art.67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2021-1716 du 21 décembre 2021 créant la fonction de directrice ou directeur d'école, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	11/12/2024
Art.67 - Rapport (actualisé au 30 décembre 2024) relatif à la mise en application de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	30/12/2024
Art.67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-451 du 9 juin 2023 visant à encadrer l'influence commerciale et à lutter contre les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	30/12/2024
Art.67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	30/12/2024

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
Art.67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	31/12/2024
Art.67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2021-194 du 23 février 2021 habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaire pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial anti dopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	16/01/2025
Art.67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2024-201 du 8 mars 2024 visant à renforcer la protection des mineurs et l'honorabilité dans le sport, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	22/01/2025
Art.67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-1270 du 27 décembre 2023 relative à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus francilien de la RATP, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	27/01/2025
Art.67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-1137 du 10 août 2022 ratifiant l'ordonnance n° 2021-1605 du 8 décembre 2021 étendant et adaptant à la fonction publique des communes de Polynésie française certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	05/02/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	06/02/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	06/02/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2024-537 du 13 juin 2024 visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	11/02/2025

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-1587 du 19 décembre 2022 visant à lutter contre la fraude au compte personnel de formation et à interdire le démarchage des titulaires, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	13/02/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-659 du 26 juillet 2023 visant à lutter contre le dumping social sur le transmanche et à renforcer la sécurité du transport maritime, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	13/02/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-1107 du 29 novembre 2023 portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	19/02/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-1269 du 27 décembre 2023 relative aux services express régionaux métropolitains, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	20/02/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	12/03/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-668 du 27 juillet 2023 visant à protéger les logements contre l'occupation illicite, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	28/03/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	18/04/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2024-310 du 5 avril 2024 visant à favoriser le réemploi des véhicules, au service des mobilités durables et solidaires sur les territoires, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	23/06/2025

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n°2023-1267 du 27 décembre 2023 visant à faciliter la mobilité internationale des alternants, pour un « Erasmus de l'apprentissage », en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	01/07/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	01/07/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2024-1039 du 19 novembre 2024 visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	18/07/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-1574 du 16 décembre 2022 visant à lutter contre la précarité des accompagnants d'élèves en situation de handicap et des assistants d'éducation, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	22/07/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2024-450 du 21 mai 2024 relative à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour répondre au défi de la relance de la filière nucléaire, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	31/07/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	03/09/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-623 du 19 juillet 2023 visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	05/09/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	05/09/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	05/09/2025

Intitulé du rapport	Date de remise au Parlement
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n°2024-344 du 15 avril 2024 visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	08/09/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2022-309 du 3 mars 2022 pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	09/09/2025
Art. 67 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit	30/09/2025

G. LA PROCÉDURE D'AUDITION PUIS D'AVIS DES COMMISSIONS PERMANENTES

1. Nominations en application de l'article 13 de la Constitution

Candidat entendu	Fonction	Commission compétente	Date de l'audition au Sénat	Avis de la commission du Sénat
M. Jean CASTEX	Président-directeur général de la RATP	Aménagement du territoire et développement durable	09/10/2024	Favorable (39 voix pour)
M. Philippe MAUGUIN	Président-directeur général de l'Institut national de recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement	Affaires économiques	15/10/2024	Favorable (21 voix pour, 18 voix contre)
M. Pierre-Marie ABADIE	Président de l'Autorité de sûreté nucléaire	Aménagement du territoire et développement durable	23/10/2024	Favorable (19 voix pour, 5 voix contre)

Candidat entendu	Fonction	Commission compétente	Date de l'audition au Sénat	Avis de la commission du Sénat
Mme Catherine PAUGAM- BURTZ	Directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	Affaires sociales	23/10/2024	Favorable (39 voix pour)
M. Didier LESCHI	Directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration	Lois	13/11/2024	Favorable (27 voix pour, 8 voix contre)
M. Pierre MONZANI	Président de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires	Aménage- ment du territoire et développeme- nt durable	18/12/2024	Favorable (20 voix pour, 9 voix contre)
M. Martin AJDARI	Président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique	Culture	17/12/2024	Défavorable (12 voix pour, 17 voix contre)
M. Laurent HÉNART	Président du conseil d'administration de Voies navigables de France	Aménage- ment du territoire et développeme- nt durable	15/01/2025	Favorable (25 voix pour, 6 voix contre)
M. Philippe PASCAL	Président-directeur général de Aéroports de Paris	Aménage- ment du territoire et développeme- nt durable	12/02/2025	Favorable (27 voix pour, 2 voix contre)
M. Philippe BAS	Membre du Conseil constitutionnel (proposé par le Président du Sénat)	Lois	19/02/2025	Favorable (36 voix pour, 2 voix contre)
M. Richard FERRAND	Membre du Conseil constitutionnel (proposé par le Président de la République)	Lois	19/02/2025	Défavorable (14 voix pour, 26 voix contre)
Mme Coralie CHEVALLIER	Président du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur	Culture	19/02/2025	Favorable (20 voix pour)
M. Jean MAIA	Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique	Lois	19/03/2025	Favorable (38 voix pour, 2 voix contre)

Candidat entendu	Fonction	Commission compétente	Date de l'audition au Sénat	Avis de la commission du Sénat
M. Vincent MAZAURIC	Président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement	Lois	26/03/2025	Favorable (15 voix pour, 1 voix contre)
Mme Florence PEYBERNES	Président de la Haute autorité de l'audit	Finances	25/03/2025	Favorable (14 voix pour)
M. François JACQ	Président du conseil d'administration du Centre national d'études spatiales	Affaires économiques	29/04/2025	Favorable (20 voix pour, 4 voix contre)
M. Bernard FONTANA	Président-directeur général d'EDF	Affaires économiques	30/04/2025	Défavorable (14 voix pour, 26 voix contre)
Mme Lydie EVRARD	Directrice générale de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs	Aménagement du territoire et développement durable	30/04/2025	Favorable (32 voix pour, 1 voix contre)
M. Christian CHARPY	Président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques	Lois	14/05/2025	Favorable (37 voix pour, 1 voix contre)
M. Alain ESPINASSE	Directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides	Lois	21/05/2025	Favorable (22 voix pour)
M. Olivier SICHEL	Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations	Finances	04/06/2025	Favorable (22 voix pour)
M. Bernard STIRN	Président de la Commission article 25 de la Constitution	Lois	04/06/2025	Favorable (25 voix pour)
Mme Anne-Isabelle ETIENVRE	Administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique	Affaires économiques	09/07/2025	Favorable (24 voix pour, 2 voix contre)

2. Auditions ou avis de commissions en application de divers textes législatifs

Candidat entendu	Fonction	Texte de référence	Commission compétente	Date de l'audition
Mme Valérie DELAHAYE-GUILLOCHEAU	Président du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	Art. L. 5311-1 et R. 5322-3 du code de la santé publique	Affaires sociales	15/01/2025
M. Jacques-Olivier BAY	Président du conseil d'administration de l'Agence de la biomédecine	Art. L. 1418-1 et R. 1418-6 du code de la santé publique	Affaires sociales	22/01/2025
M. Jean-Paul FAUGÈRE	Vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution	L. 612-5 du code monétaire et financier	Finances	18/03/2025
M. Julien RENCKI	Directeur général du Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages	L. 421-2 du code des assurances	Finances	10/06/2025

PARTIE II
COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES :
LES 66 ANS DU SÉNAT DE LA V^E RÉPUBLIQUE

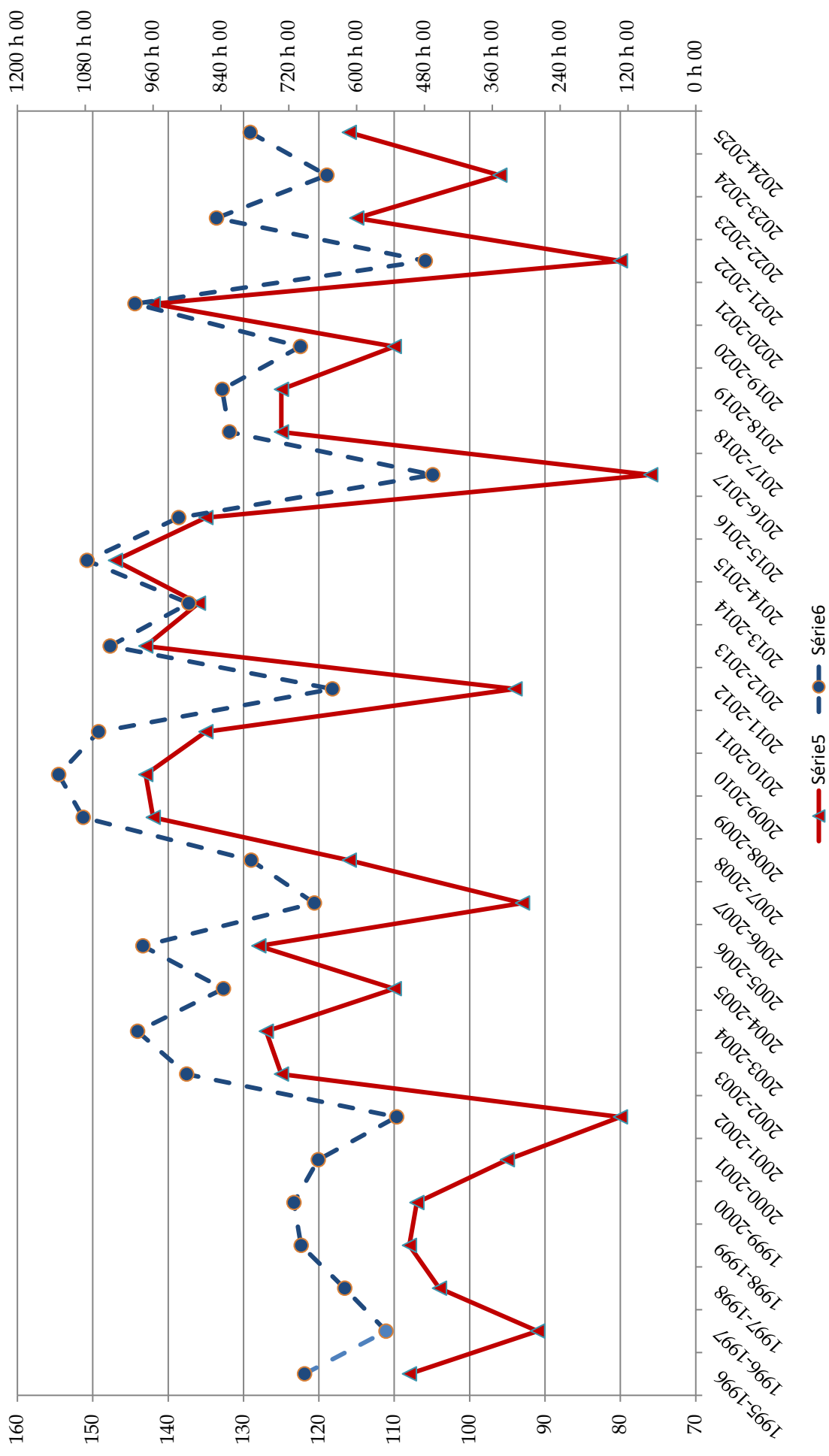
I. NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES

Années	SESSIONS						TOTAUX	
	Ordinaire printemps		Ordinaire automne		Extraordinaires et de droit			
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée
1959	26	115 h 00	42	230 h 00	9	47 h 00	77	392 h 00
1960	39	216 h 00	43	185 h 00	2	19 h 00	84	420 h 00
1961	35	138 h 00	37	232 h 50	2	8 h 00	74	378 h 50
1962	31	131 h 30	12	25 h 00	7	29 h 10	50	185 h 40
1963	47	134 h 00	38	195 h 20	25	157 h 55	110	487 h 15
1964	31	126 h 20	38	232 h 15			69	358 h 35
1965	28	110 h 16	27	170 h 50	3	10 h 15	58	291 h 21
1966	33	137 h 02	37	222 h 40			70	359 h 42
1967	27	90 h 00	35	232 h 30			62	322 h 30
1968	13	23 h 15	36	233 h 05	12	50 h 00	61	306 h 20
1969	10	18 h 15	37	216 h 40	4	9 h 10	51	244 h 05
1970	33	161 h 30	37	239 h 20			70	400 h 50
1971	35	205 h 15	41	259 h 15			76	464 h 30
1972	32	179 h 10	39	245 h 45			71	424 h 55
1973	26	116 h 35	39	278 h 45			65	395 h 20
1974	12	36 h 15	45	312 h 45	11	48 h 00	68	397 h 00
1975	41	260 h 30	43	303 h 00	3	12 h 10	87	575 h 40
1976	37	190 h 50	43	284 h 10	7	37 h 05	87	512 h 05
1977	38	191 h 20	47	303 h 15			85	494 h 35
1978	42	196 h 35	50	396 h 55	5	16 h 40	97	610 h 10
1979	45	245 h 45	55	424 h 10	3	4 h 20	103	674 h 15
1980	48	309 h 25	54	378 h 55	14	89 h 35	116	777 h 55
1981	3	6 h 40	53	335 h 25	28	130 h 00	84	472 h 05
1982	47	259 h 20	53	346 h 25	31	123 h 05	131	728 h 50
1983	52	286 h 10	49	350 h 30	4	10 h 10	105	646 h 50
1984	49	241 h 35	50	339 h 50	22	88 h 55	121	670 h 20
1985	43	224 h 30	44	275 h 35	12	60 h 10	99	560 h 15
1986	38	225 h 50	48	378 h 00	43	324 h 30	129	928 h 20
1987	52	346 h 50	50	369 h 50	7	25 h 30	109	742 h 10
1988	5	14 h 05	51	350 h 20	12	48 h 40	68	413 h 05
1989	54	299 h 55	55	387 h 05	4	13 h 25	113	700 h 25
1990	51	294 h 30	51	407 h 55	1	4 h 50	103	707 h 15
1991	47	271 h 45	56	402 h 05	11	52 h 15	114	726 h 05
1992	45	209 h 35	40	216 h 20	21	105 h 20	106	531 h 15
1993	43	206 h 10	52	402 h 05	14	98 h 15	109	706 h 30
1994	45	248 h 35	54	409 h 25	24	155 h 30	123	813 h 30
1995 ¹	10	29 h 05	-	-	23	142 h 25	33	171 h 30

¹ Janvier à septembre.

Années	SESSIONS				TOTAUX	
	Ordinaire		Extraordinaires et de droit			
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée
1995-1996	108	692 h 05	-	-	108	692 h 05
1996-1997	84	521 h 10	7	26 h 30	91	547 h 40
1997-1998	103	615 h 40	1	5 h 20	104	621 h 00
1998-1999	108	698 h 15	-	-	108	698 h 15
1999-2000	107	710 h 55	-	-	107	710 h 55
2000-2001	95	668 h 00	-	-	95	668 h 00
2001-2002	66	464 h 20	14	65 h 10	80	529 h 30
2002-2003	109	780 h 20	16	120 h 30	125	900 h 50
2003-2004	111	858 h 45	16	128 h 40	127	987 h 25
2004-2005	103	784 h 55	7	50 h 50	110	835 h 45
2005-2006	120	914 h 05	8	64 h 20	128	978 h 25
2006-2007	73	550 h 05	20	124 h 40	93	674 h 45
2007-2008	101	664 h 35	15	122 h 15	116	786 h 50
2008-2009	124	950 h 05	18	133 h 50	142	1083 h 55
2009-2010	123	984 h 41	20	142 h 22	143	1127 h 03
2010-2011	125	996 h 23	10	60 h 09	135	1056 h 32
2011-2012	75	512 h 48	19	129 h 59	94	642 h 47
2012-2013	122	866 h 28	21	169 h 49	143	1036 h 17
2013-2014	118	787 h 58	18	109 h 09	136	897 h 07
2014-2015	126	942 h 30	21	134 h 20	147	1076 h 50
2015-2016	121	847 h 57	14	67 h 04	135	915 h 01
2016-2017	60	381 h 14	16	84 h 04	76	465 h 18
2017-2018	105	659 h 34	20	165 h 38	125	825 h 12
2018-2019	110	734 h 23	15	103 h 27	125	837 h 50
2019-2020	99	626 h 52	11	72 h 39	110	699 h 31
2020-2021	118	822 h 07	24	170 h 20	142	992 h 27
2021-2022	66	405 h 17	14	73 h 31	80	478 h 49
2022-2023	106	803 h 38	9	44 h 22	115	848 h 00
2023-2024	95	651 h 51	1	0 h 57	96	652 h 49
2024-2025	107	745 h 34	9	42 h 56	116	788 h 30

- 161 -



II. PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI DÉPOSÉS

ANNÉES	PROJETS DE LOI (hors conventions internationales)			PROPOSITIONS DE LOI	
	Assemblée Nationale	Sénat	Pourcentage Sénat	Assemblée Nationale	Sénat
1959	81	22	21,4 %	206	31
1960	85	26	23,4 %	165	30
1961	65	41	38,7 %	160	41
1962	51	11	17,7 %	85	28
1963	109	8	6,8 %	286	28
1964	91	9	9,0 %	119	19
1965	79	5	6,0 %	80	20
1966	88	10	10,2 %	134	18
1967	56	6	9,7 %	323	42
1968	90	5	5,3 %	421	31
1969	70	1	1,4 %	168	13
1970	72	18	20,0 %	196	53
1971	83	10	10,8 %	155	43
1972	71	27	27,6 %	217	48
1973	57	13	18,6 %	558	57
1974	49	28	36,4 %	227	82
1975	73	59	44,7 %	89	52
1976	87	31	26,3 %	167	66
1977	73	46	38,7 %	429	128
1978	60	36	37,5 %	469	130
1979	101	15	12,9 %	300	108
1980	48	17	26,2 %	286	121
1981	51	32	38,6 %	412	136
1982	83	42	33,6 %	147	107
1983	65	46	41,4 %	82	76
1984	74	37	33,3 %	99	76
1985	90	20	18,2 %	142	89
1986	41	34	45,3 %	362	153
1987	58	31	34,8 %	272	108
1988	37	27	42,2 %	366	126
1989	52	51	49,5 %	197	83
1990	56	38	40,4 %	202	84
1991	65	44	40,4 %	176	97
1992	56	36	39,1 %	194	57
1993	53	52	49,5 %	516	129
1994	58	52	47,3 %	390	98
1995*	31	20	39,2 %	160	80

* Janvier à septembre.

ANNÉES	PROJETS DE LOI (hors conventions internationales)			PROPOSITIONS DE LOI	
	Assemblée nationale	Sénat	Pourcentage Sénat	Assemblée nationale	Sénat
1995-1996	55	36	39,6 %	264	91
1996-1997	51	53	51,0 %	378	93
1997-1998	44	47	51,6 %	329	160
1998-1999	26	67	72,0 %	211	83
1999-2000	30	49	62,0 %	255	94
2000-2001	37	35	48,6 %	202	93
2001-2002	20	73	78,5 %	222	61
2002-2003	55	37	40,2 %	367	72
2003-2004	74	54	42,2 %	253	73
2004-2005	59	53	47,3 %	209	100
2005-2006	63	53	45,7 %	338	104
2006-2007	34	71	67,6 %	275	65
2007-2008	51	45	46,9 %	425	88
2008-2009	77	59	43,4 %	323	137
2009-2010	76	43	36,1 %	346	130
2010-2011	52	38	42,2 %	391	166
2011-2012	38	46	54,8 %	374	193
2012-2013	120	31	20,5 %	491	146
2013-2014	57	35	38,0 %	272	124
2014-2015	51	63	55,3 %	297	88
2015-2016	63	48	43,2 %	297	155
2016-2017	44	93	67,9 %	229	119
2017-2018	55	31	36,0 %	457	157
2018-2019	38	24	38,7 %	432	163
2019-2020	47	41	46,6 %	533	166
2020-2021	59	35	37,2 %	439	185
2021-2022	26	91	77,8 %	424	213
2022-2023	28	20	41,7 %	742	265
2023-2024	19	11	36,7 %	587	203
2024-2025	12	19	61,3 %	822	255

III. DÉCLARATIONS D'URGENCE PUIS PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES

ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une déclaration d'urgence ou procédure accélérée (Hors conventions)	Nombre total de lois adoptées (Hors conventions)	Rapport entre déclarations d'urgences et procédures accélérées sur le nombre de lois adoptées (Hors conventions)
1959	0	51	0,00 %
1960	3	69	4,35 %
1961	1	86	1,16 %
1962	2	50	4,00 %
1963	10	68	14,71 %
1964	7	95	7,37 %
1965	3	60	5,00 %
1966	19	116	16,38 %
1967	5	62	8,06 %
1968	14	49	28,57 %
1969	7	71	9,86 %
1970	18	73	24,66 %
1971	20	92	21,74 %
1972	15	102	14,71 %
1973	8	55	14,55 %
1974	12	49	24,49 %
1975	20	112	17,86 %
1976	20	83	24,10 %
1977	44	102	43,14 %
1978	22	59	37,29 %
1979	8	47	17,02 %
1980	14	49	28,57 %
1981	7	33	21,21 %
1982	36	71	50,70 %
1983	21	87	24,14 %
1984	27	73	36,99 %
1985	55	81	67,90 %
1986	25	44	56,82 %
1987	35	79	44,30 %
1988	7	23	30,43 %
1989	30	63	47,62 %
1990	28	69	40,58 %
1991	28	58	48,28 %
1992	34	71	47,89 %
1993	14	54	25,93 %
1994	16	71	22,54 %
1995*	4	16	25,00 %

* Janvier à septembre.

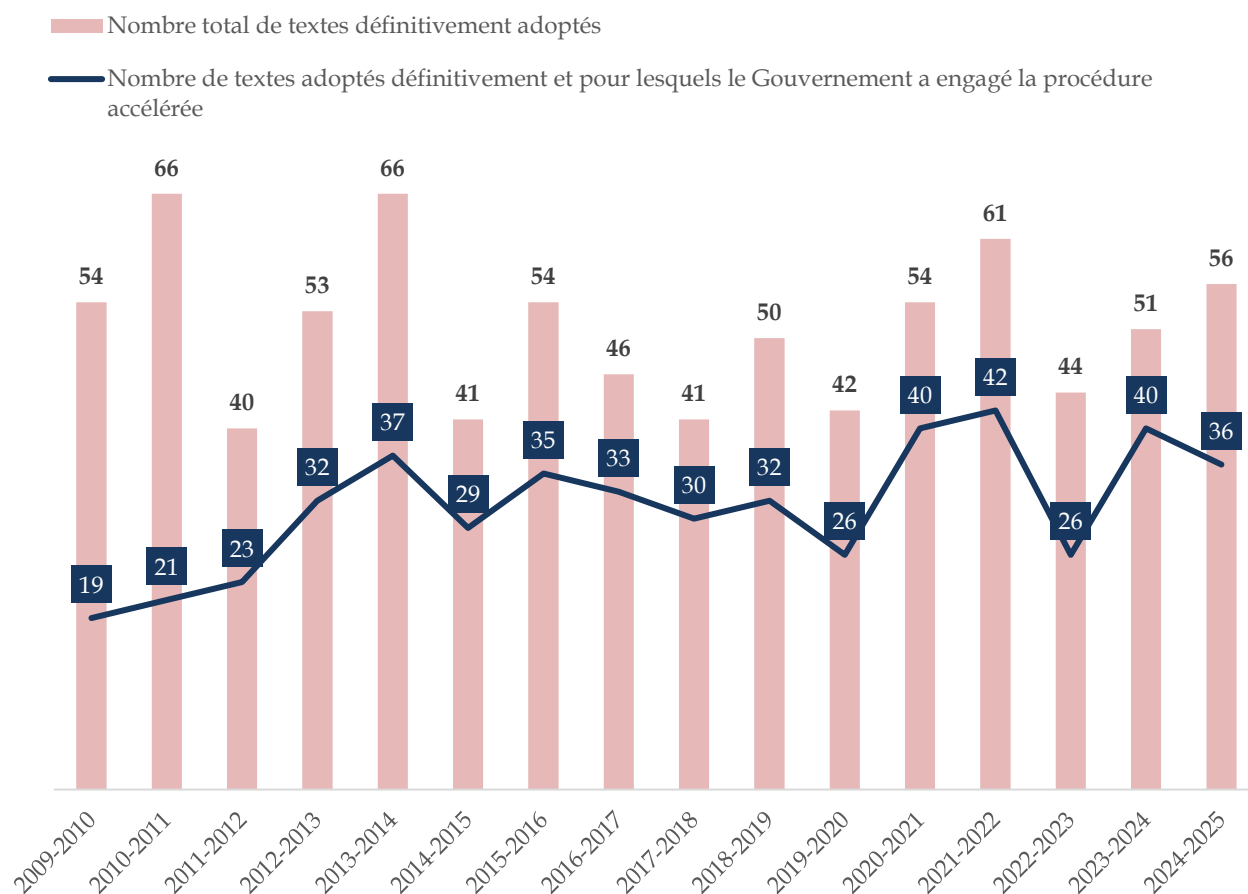
ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une déclaration d'urgence ou procédure accélérée (Hors conventions)	Nombre total de lois adoptées (Hors conventions)	Rapport entre déclarations d'urgences et procédures accélérées sur le nombre de lois adoptées (Hors conventions)
1995-1996	15	57	26,32 %
1996-1997	11	34	32,35 %
1997-1998	10	46	21,74 %
1998-1999	8	48	16,67 %
1999-2000	10	54	18,52 %
2000-2001	22	42	52,38 %
2001-2002	11	40	27,50 %
2002-2003	10	55	18,18 %
2003-2004	14	40	35,00 %
2004-2005	8	48	16,67 %
2005-2006	9	45	20,00 %
2006-2007	20	46	43,48 %
2007-2008	23	55	41,82 %
2008-2009	34	43	79,07 %

À compter du 1^{er} mars 2009 : la déclaration d'urgence devient l'engagement de la procédure accélérée.

ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une procédure accélérée	Nombre de textes adoptés définitivement et pour lesquels le Gouvernement a engagé la procédure accélérée	Nombre total de textes définitivement adoptés	Part des textes définitivement adoptés après engagement de la procédure accélérée
	(Hors conventions)			
2009-2010	14	19 ¹	54	35,19 %
2010-2011	16	21	66	31,82 %
2011-2012	31	23	40	57,50 %
2012-2013	40	32	53	60,38 %
2013-2014	38	37	66	56,06 %
2014-2015	33	29	41	70,73 %
2015-2016	34	35	54	64,81 %
2016-2017	28	33	46	71,74 %
2017-2018	31	30	41	73,17 %
2018-2019	37	32	50	64,00 %
2019-2020	37	26	42	61,90 %
2020-2021	53	40	54	74,07 %
2021-2022	37	42	61	68,85 %
2022-2023	48	26	44	59,09 %
2023-2024	56	40	51	78,43 %

¹Sur la session 2009-2010, parmi les textes définitivement adoptés figurent quatre textes avec urgence déclarée et quinze procédures accélérées.

ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une procédure accélérée	Nombre de textes adoptés définitivement et pour lesquels le Gouvernement a engagé la procédure accélérée	Nombre total de textes définitivement adoptés	Part des textes définitivement adoptés après engagement de la procédure accélérée
	(Hors conventions)			
2024-2025	74	36	56	64,29 %



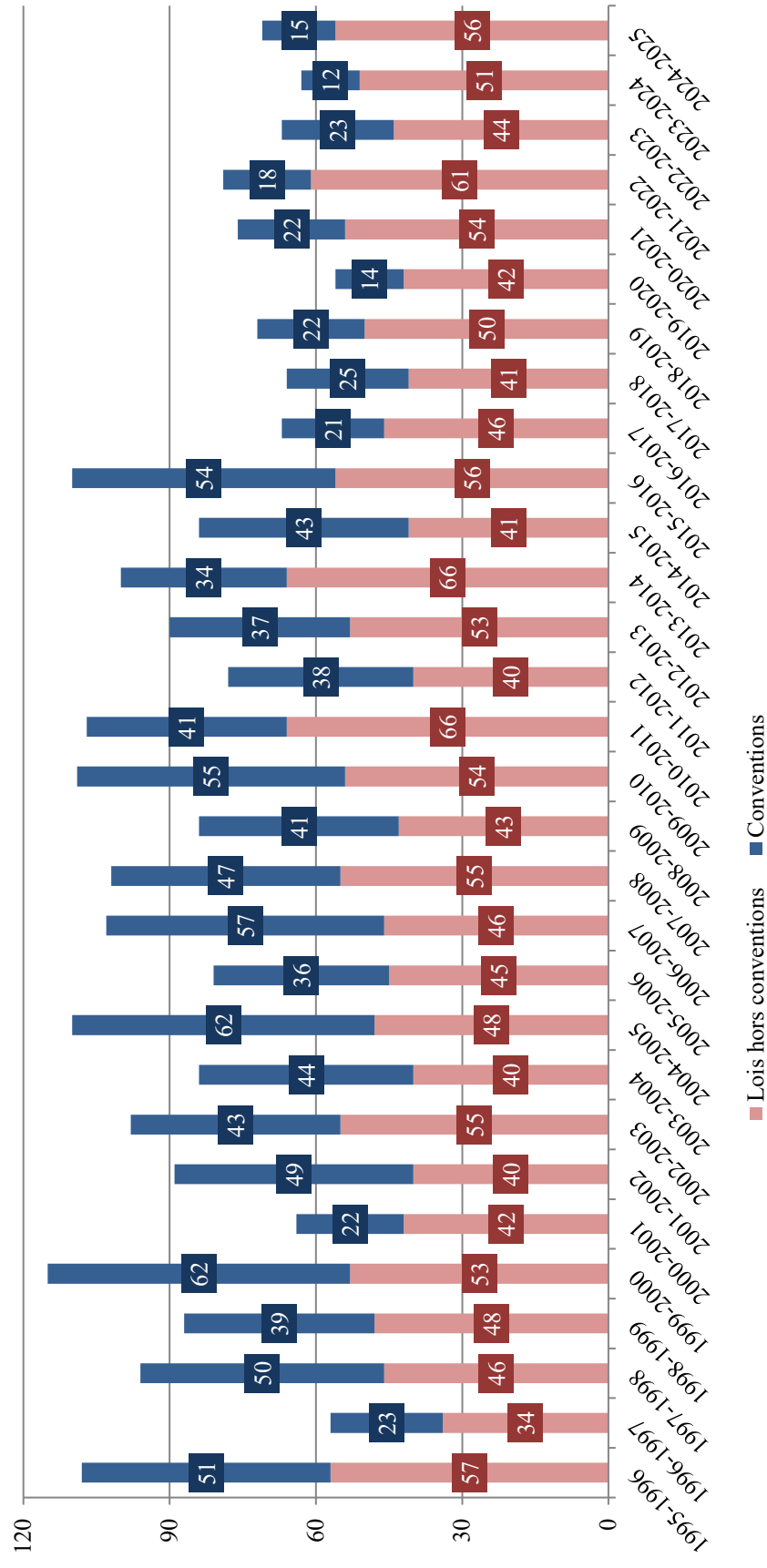
IV. NOMBRE DE LOIS ADOPTÉES DÉFINITIVEMENT ET NOMBRE D'AMENDEMENTS DE SÉANCE DÉPOSÉS ET ADOPTÉS

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1959	51	-	51	-	-
1960	69	18	87	-	-
1961	86	17	103	-	-
1962	50	2	52	-	-
1963	68	30	98	-	-
1964	95	22	117	-	-
1965	60	15	75	-	-
1966	116	27	143	-	-
1967	62	18	80	-	-
1968	49	21	70	-	-
1969	71	7	78	576	211
1970	73	24	97	971	723
1971	92	23	115	1 745	1 178
1972	102	29	131	1 736	467
1973	55	16	71	727	468
1974	49	21	70	1 058	536
1975	112	37	149	2 185	1 246
1976	83	27	110	2 189	1 102
1977	102	61	163	2 185	952
1978	59	32	91	2 603	1 240
1979	47	34	81	3 083	1 109
1980	49	38	87	4 084	1 529
1981	33	23	56	2 692	887
1982	71	41	112	4 857	2 525
1983	87	34	121	4 403	2 680
1984	73	47	120	4 752	2 647
1985	81	43	124	4 180	2 551
1986	44	16	60	8 553	900
1987	79	38	117	4 478	1 222
1988	23	27	50	1 991	826
1989	63	29	92	4 025	1 987
1990	69	38	107	6 129	1 911
1991	58	30	88	4 736	2 617
1992	71	24	95	5 232	3 316
1993	54	24	78	7 808	1 523
1994	71	63	134	5 598	2 301
1995*	16	4	20	1 292	409

* Janvier à septembre.

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1995-1996	57	51	108	6 926	1 968
1996-1997	34	23	57	3 592	1 489
1997-1998	46	50	96	3 228	1 781
1998-1999	48	39	87	4 740	2 809
1999-2000	53	62	115	5 556	3 131
2000-2001	42	22	64	5 109	3 246
2001-2002	40	49	89	4 443	2 815
2002-2003	55	43	98	7 558	2 537
2003-2004	40	44	84	10 398	3 685
2004-2005	48	62	110	7 686	2 706
2005-2006	45	36	81	8 652	2 799
2006-2007	46	57	103	5 672	2 118
2007-2008	55	47	102	5 988	1 959
2008-2009	43	41	84	8 746	2 379
2009-2010	54	55	109	8 435	1 776
2010-2011	66	41	107	8 377	1 697
2011-2012	40	38	78	3 192	1 067
2012-2013	53	37	90	9 085	1 671
2013-2014	66	34	100	8 345	2 046
2014-2015	41	43	84	10 608	2 243
2015-2016	56	54	110	9 888	2 479
2016-2017	46	21	67	3 411	984
2017-2018	41	25	66	8 557	1 816
2018-2019	50	22	72	10 175	2 404
2019-2020	42	14	56	8 246	1 703
2020-2021	54	22	76	13 595	2 695
2021-2022	61	18	79	5 677	990
2022-2023	44	23	67	18 561	2 083
2023-2024	51	12	63	9 783	1 843
2024-2025	56	12	71	11 160	2 502

Nombre de lois adoptées définitivement



V. EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE (1^{RE} LECTURE)

Loi de finances	Durée de discussion	Nombre d'amendements déposés
1971 (exercice 1972)	139 h 00	
1972 (exercice 1973)	145 h 45	
1973 (exercice 1974)	149 h 25	
1974 (exercice 1975)	147 h 45	
1975 (exercice 1976)	147 h 15	
1976 (exercice 1977)	151 h 00	
1977 (exercice 1978)	160 h 50	214
1978 (exercice 1979)	170 h 35	309
1979 (exercice 1980)	166 h 45	409
1980 (exercice 1981)	168 h 50	380
1981 (exercice 1982)	165 h 35	577
1982 (exercice 1983)	160 h 55	234
1983 (exercice 1984)	161 h 35	300
1984 (exercice 1985)	173 h 25	255
1985 (exercice 1986)	49 h 45	80
1986 (exercice 1987)	167 h 45	389
1987 (exercice 1988)	166 h 40	356
1988 (exercice 1989)	170 h 10	425
1989 (exercice 1990)	170 h 00	380
1990 (exercice 1991)	183 h 50	506
1991 (exercice 1992)	175 h 00	446
1992 (exercice 1993)	17 h 25	16
1993 (exercice 1994)	167 h 05	470
1994 (exercice 1995)	154 h 50	340
1995 (exercice 1996)	171 h 30	494
1996 (exercice 1997)	141 h 55	513
1997 (exercice 1998)	146 h 40	378
1998 (exercice 1999)	150 h 55	465
1999 (exercice 2000)	131 h 40	427
2000 (exercice 2001)	131 h 50	429
2001 (exercice 2002)	134 h 00	446

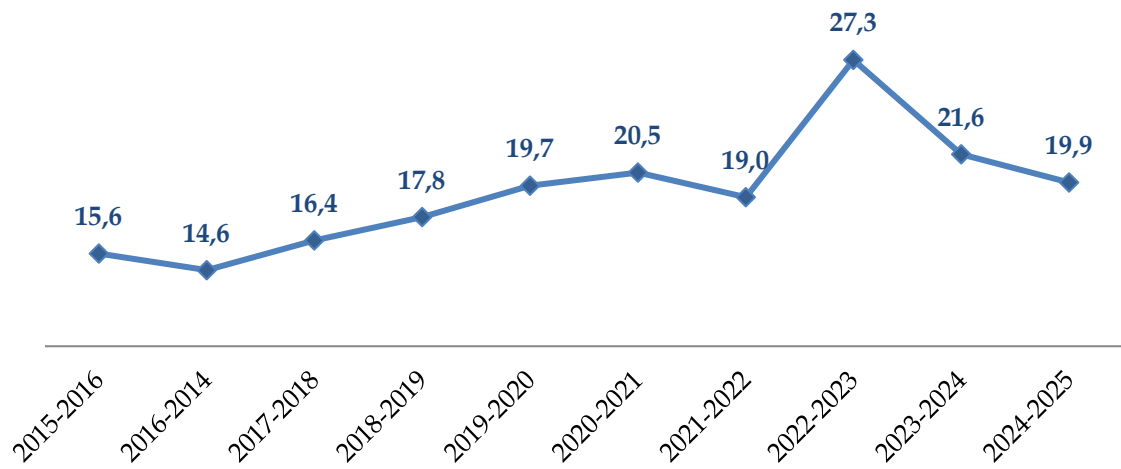
Loi de finances	Durée de discussion	Nombre d'amendements déposés
2002 (exercice 2003)	134 h 45	402
2003 (exercice 2004)	138 h 55	539
2004 (exercice 2005)	135 h 55	562
2005 (exercice 2006)	149 h 10	793
2006 (exercice 2007)	131 h 05	627
2007 (exercice 2008)	130 h 15	591
2008 (exercice 2009)	134 h 25	716
2009 (exercice 2010)	151 h 10	993
2010 (exercice 2011)	140 h 18	1 104
2011 (exercice 2012)	123 h 00	686
2012 (exercice 2013)	40 h 47	502
2013 (exercice 2014)	43 h 19	624
2014 (exercice 2015)	122 h 31	899
2015 (exercice 2016)	115 h 01	967
2016 (exercice 2017)	11 h 04	71
2017 (exercice 2018)	108 h 55	1 363
2018 (exercice 2019)	129 h 49	2 029
2019 (exercice 2020)	129 h 12	2 465
2020 (exercice 2021)	151 h 10	2 749
2021 (exercice 2022)	20 h 51	879
2022 (exercice 2023)	144 h 17	3 037
2023 (exercice 2024)	152 h 22	3 760
2024 (exercice 2025)	166 h 28	4 554

VI. « BRAQUET » D'EXAMEN DES AMENDEMENTS (COMPARAISON PLURIANNUELLE)

Année parlementaire	Nombre moyen d'amendements examinés à l'heure
1998-1999	15
1999-2000	17
2000-2001	17
2001-2002	17
2002-2003	17
2003-2004	17
2004-2005	16
2005-2006	16
2006-2007	17
2007-2008	14
2008-2009	13
2009-2010	13
2010-2011	13
2011-2012	13
2012-2013	16,1
2013-2014	16,9
2014-2015	14,9
2015-2016	15,6
2016-2017	14,6
2017-2018	16,4
2018-2019	17,8
2019-2020	19,7
2020-2021	20,5
2021-2022	19,0
2022-2023	27,3 ¹
2023-2024	21,6
2024-2025	19,9

¹ Braquet de 27,3 amendements / heure avec le PLFRSS pour 2023. Pour l'année parlementaire 2022-2023, le braquet tombe à 22,2 amendements par heure si l'on ne prend pas en compte l'examen du PLFRSS.

**« Braquet » d'examen des amendements
au cours des 10 dernières années**



VII. MODALITÉS D'ADOPTION DES LOIS (HORS CONVENTIONS)

3 966 lois, hors conventions, ont été adoptées de 1959 au 30 septembre 2025.
1 020 lois ont été adoptées à partir du texte de la commission mixte paritaire
et l'Assemblée nationale a statué en dernier lieu sur 494 textes (12,5 %).

A. TABLEAU RÉCAPITULATIF

Année	Nombre total de lois adoptées (hors conventions)	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1959	51	50	1	0	1
1960	69	64	2	3	5
1961	86	81	4	1	5
1962	50	48	1	1	2
1963	68	57	6	5	11
1964	95	84	5	6	11
1965	60	48	5	7	12
1966	116	102	8	6	14
1967	62	50	8	4	12
1968	49	38	6	5	11
1969	71	63	8	0	8
1970	73	55	16	2	18
1971	92	71	17	4	21
1972	102	86	9	7	16
1973	55	45	6	4	10
1974	49	36	13	0	13
1975	112	85	27	0	27
1976	83	59	23	1	24
1977	102	72	30	0	30
1978	59	29	29	1	30
1979	47	33	12	2	14
1980	49	33	13	3	16
1981	33	17	6	10	16
1982	71	28	11	32	43
1983	87	48	13	26	39
1984	73	31	16	26	42
1985	81	21	15	45	60
1986	44	24	19	1	20
1987	79	52	27	0	27
1988	23	13	2	8	10
1989	63	29	14	20	34
1990	69	32	18	19	37
1991	58	27	15	16	31
1992	71	25	30	16	46
1993	54	33	21	0	21
1994	71	42	28	1	29
1995 ¹	16	7	9	0	9

¹ Janvier à septembre

Année	Nombre total de lois adoptées (hors conventions)	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1995-1996	57	38	19	0	19
1996-1997	34	17	16	1	17
1997-1998	46	25	6	15	21
1998-1999	48	31	6	11	18
1999-2000	53	30	7	16	23
2000-2001	42	18	6	18	25
2001-2002	40	15	13	12	23
2002-2003	55	41	14	0	14
2003-2004	40	21	19	0	19
2004-2005	48	32	16	0	16
2005-2006	45	27	18	0	18
2006-2007	46	27	19	0	19
2007-2008	55	37	18	0	18
2008-2009	43	24	19	0	20
2009-2010	54	32	21	1	23
2010-2011	66	39	27	0	27
2011-2012	40	17	10	13	23
2012-2013	53	26	18	9	30
2013-2014	66	27	27	12	38
2014-2015	41	15	12	14	27
2015-2016	56	19	25	12	39
2016-2017	46	20	12	14	22
2017-2018	41	11	18	12	35
2018-2019	50	21	17	12	28
2019-2020	42	16	18	8	23
2020-2021	54	17	24	13	38
2021-2022	61	22	29	10	42
2022-2023	44	19	22	3	28
2023-2024	51	18	28	5	33
2024-2025	56	33	22	1	29
TOTAL	3 966	2 452	1 020	494	1 530

B. LES COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES RÉUSSIES

Depuis 1959, deux tiers des commissions mixtes paritaires ont réussi (67,5 %)

Année	Pourcentage de CMP ayant abouti à un accord
1959	100 %
1960	40 %
1961	80 %
1962	50 %
1963	55 %
1964	45 %
1965	42 %
1966	57 %
1967	67 %
1968	55 %
1969	100 %
1970	89 %
1971	81 %
1972	56 %
1973	60 %
1974	100 %
1975	100 %
1976	96 %
1977	100 %
1978	97 %
1979	86 %
1980	81 %
1981	38 %
1982	26 %
1983	33 %
1984	38 %
1985	25 %
1986	95 %
1987	100 %
1988	20 %
1989	41 %
1990	49 %
1991	48 %
1992	65 %
1993	100 %
1994	97 %
1995 ¹	100 %

¹ Janvier à septembre

Année	Pourcentage de CMP ayant abouti à un accord
1995-1996	100 %
1996-1997	94 %
1997-1998	29 %
1998-1999	35 %
1999-2000	30 %
2000-2001	24 %
2001-2002	57 %
2002-2003	100 %
2003-2004	100 %
2004-2005	100 %
2005-2006	100 %
2006-2007	100 %
2007-2008	100 %
2008-2009	100 %
2009-2010	96 %
2010-2011	96 %
2011-2012	48 %
2012-2013	60 %
2013-2014	72 %
2014-2015	52 %
2015-2016	59 %
2016-2017	59 %
2017-2018	54 %
2018-2019	64 %
2019-2020	70 %
2020-2021	66 %
2021-2022	69 %
2022-2023	82 %
2023-2024	88 %
2024-2025	93 %
Moyenne	67,5 %

C. LES LOIS ADOPTÉES, HORS CONVENTIONS, PAR ACCORD ENTRE LES DEUX ASSEMBLÉES (SOIT PAR LE JEU DE LA NAVETTE, SOIT À LA SUITE D'UNE COMMISSION MIXTE PARITAIRE)

Depuis 1959, 7 lois sur 8 (87,5 %) ont été adoptées par accord entre les deux assemblées, hors conventions, soit par le jeu de la navette, soit à la suite d'une commission mixte paritaire.

Année	Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées
1959	100 %
1960	95,65 %
1961	98,84 %
1962	98,00 %
1963	92,65 %
1964	93,68 %
1965	88,33 %
1966	94,83 %
1967	93,55 %
1968	89,80 %
1969	100 %
1970	97,26 %
1971	95,65 %
1972	93,14 %
1973	92,73 %
1974	100 %
1975	100 %
1976	98,80 %
1977	100 %
1978	98,31 %
1979	95,74 %
1980	93,88 %
1981	69,70 %
1982	54,93 %
1983	70,11 %
1984	64,38 %
1985	44,44 %
1986	97,73 %
1987	100 %
1988	65,22 %
1989	68,25 %
1990	72,46 %
1991	72,41 %
1992	77,46 %
1993	100 %
1994	98,59 %

Année	Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées
1995 ¹	100 %
1995-1996	100 %
1996-1997	97,06 %
1997-1998	67,39 %
1998-1999	77,08 %
1999-2000	70,37 %
2000-2001	57,14 %
2001-2002	70,00 %
2002-2003	100 %
2003-2004	100 %
2004-2005	100 %
2005-2006	100 %
2006-2007	100 %
2007-2008	100 %
2008-2009	100 %
2009-2010	98,25 %
2010-2011	100 %
2011-2012	67,5 %
2012-2013	83,02 %
2013-2014	81,82 %
2014-2015	65,85 %
2015-2016	78,57 %
2016-2017	69,57 %
2017-2018	70,73 %
2018-2019	76,00 %
2019-2020	80,95 %
2020-2021	75,93 %
2021-2022	83,61 %
2022-2023	93,18 %
2023-2024	90,20 %
2024-2025	98,21 %
Total	87,5 %

¹ Janvier à septembre

D. LE DERNIER MOT DONNÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

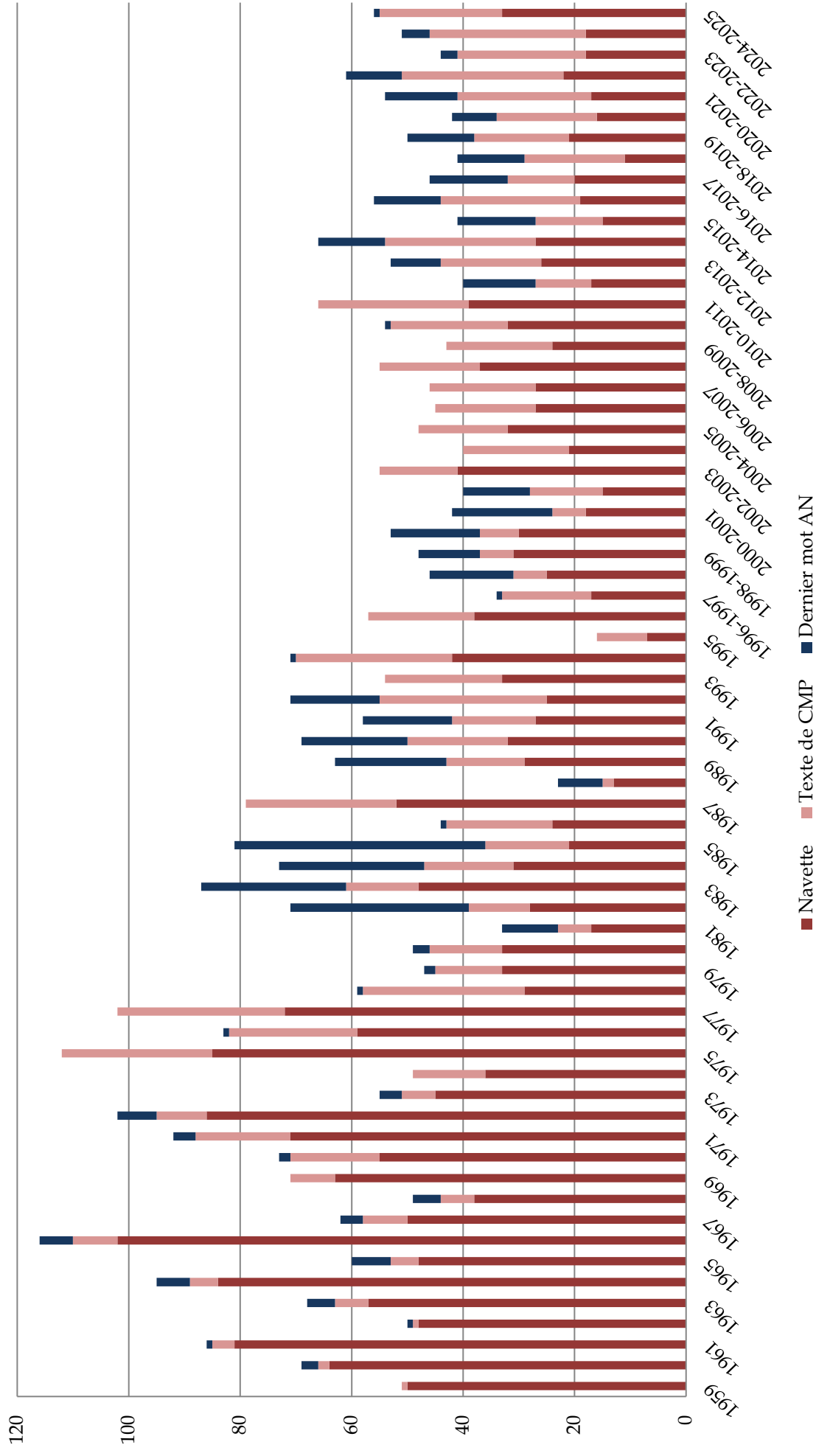
Depuis 1959, une loi sur huit (12,5 %) a été adoptée par l'Assemblée nationale statuant en dernier lieu.

Année	Pourcentage de derniers mots par rapport au total des lois adoptées
1959	0,00 %
1960	4,35 %
1961	1,16 %
1962	2,00 %
1963	7,35 %
1964	6,32 %
1965	11,67 %
1966	5,17 %
1967	6,45 %
1968	10,20 %
1969	0,00 %
1970	2,74 %
1971	4,35 %
1972	6,86 %
1973	7,27 %
1974	0,00 %
1975	0,00 %
1976	1,20 %
1977	0,00 %
1978	1,69 %
1979	4,26 %
1980	6,12 %
1981	30,30 %
1982	45,07 %
1983	29,89 %
1984	35,62 %
1985	55,56 %
1986	2,27 %
1987	0,00 %
1988	34,78 %
1989	31,75 %
1990	27,54 %
1991	27,59 %
1992	22,54 %
1993	0,00 %
1994	1,41 %
1995 ¹	0,00 %

¹ Janvier à septembre

1995-1996	0,00 %
1996-1997	2,94 %
1997-1998	32,61 %
1998-1999	22,92 %
1999-2000	29,63 %
2000-2001	42,86 %
2001-2002	30,00 %
2002-2003	0,00 %
2003-2004	0,00 %
2004-2005	0,00 %
2005-2006	0,00 %
2006-2007	0,00 %
2007-2008	0,00 %
2008-2009	0,00 %
2009-2010	1,75 %
2010-2011	0,00 %
2011-2012	32,50 %
2012-2013	16,98 %
2013-2014	18,18 %
2014-2015	34,15 %
2015-2016	21,43 %
2016-2017	30,43 %
2017-2018	29,27 %
2018-2019	24,00 %
2019-2020	19,05 %
2020-2021	24,07 %
2021-2022	16,39 %
2022-2023	6,82 %
2023-2024	9,80 %
2024-2025	1,79 %
Moyenne	12,46 %

Modalités d'adoption des lois définitivement adoptées



E. ORIGINE DES LOIS PROMULGUÉES DEPUIS 1959

ANNÉES	LOIS					
	PJL hors conventions	PPL AN	PPL Sénat	Total hors conventions	Conventions	Total
	<i>Les pourcentages exprimés ci-dessous présentent la part de PJL, PPL AN et PPL Sénat par rapport aux lois promulguées, hors conventions</i>					
1959	50 (98 %)	1 (2 %)	-	51	-	51
1960	62 (90 %)	5 (7 %)	2 (3 %)	69	18	87
1961	82 (95 %)	3 (4 %)	1 (1 %)	86	17	103
1962	43 (86 %)	3 (6 %)	4 (8 %)	50	2	52
1963	55 (81 %)	9 (13 %)	4 (6 %)	68	30	98
1964	84 (88 %)	8 (8 %)	3 (3 %)	95	22	117
1965	49 (82 %)	9 (15 %)	2 (3 %)	60	15	75
1966	102 (88 %)	13 (11 %)	1 (1 %)	116	27	143
1967	43 (69 %)	15 (24 %)	4 (6 %)	62	18	80
1968	40 (82 %)	9 (18 %)	-	49	21	70
1969	62 (87 %)	9 (13 %)	-	71	7	78
1970	60 (82 %)	13 (18 %)	-	73	24	97
1971	69 (75 %)	20 (22 %)	3 (3 %)	92	23	115
1972	78 (76 %)	20 (20 %)	4 (4 %)	102	29	131
1973	40 (73 %)	14 (25 %)	1 (2 %)	55	16	71
1974	42 (86 %)	4 (8 %)	3 (6 %)	49	21	70
1975	94 (84 %)	14 (12 %)	4 (4 %)	112	37	149
1976	68 (82 %)	7 (8 %)	8 (10 %)	83	27	110
1977	82 (80 %)	10 (10 %)	10 (10 %)	102	61	163
1978	51 (86 %)	7 (12 %)	1 (2 %)	59	32	91
1979	38 (81 %)	8 (17 %)	1 (2 %)	47	34	81
1980	36 (74 %)	5 (10 %)	8 (16 %)	49	38	87
1981	30 (91 %)	1 (3 %)	2 (6 %)	33	23	56
1982	63 (89 %)	4 (6 %)	4 (6 %)	71	41	112
1983	82 (94 %)	3 (3 %)	2 (2 %)	87	34	121
1984	65 (89 %)	5 (7 %)	3 (4 %)	73	47	120
1985	79 (98 %)	2 (2 %)	-	81	43	124
1986	38 (86 %)	3 (7 %)	3 (7 %)	44	16	60
1987	60 (76 %)	11 (14 %)	8 (10 %)	79	38	117
1988	12 (52 %)	8 (35 %)	3 (13 %)	23	27	50
1989	58 (92 %)	4 (6 %)	1 (2 %)	63	29	92
1990	58 (84 %)	7 (10 %)	4 (6 %)	69	38	107
1991	48 (83 %)	6 (10 %)	4 (7 %)	58	30	88
1992	68 (96 %)	2 (3 %)	1 (1 %)	71	24	95

ANNÉES	LOIS					
	PJL hors conventions	PPL AN	PPL Sénat	Total hors conventions	Conventions	Total
	Les pourcentages exprimés ci-dessous présentent la part de PJL, PPL AN et PPL Sénat par rapport aux lois promulguées, hors conventions					
1993	46 (85 %)	2 (4 %)	6 (11 %)	54	24	78
1994	63 (89 %)	5 (7 %)	3 (4 %)	71	63	134
1995 ¹	9 (56 %)	7 (44 %)	-	16	4	20
1995-1996	43 (75 %)	10 (18 %)	4 (7 %)	57	51	108
1996-1997	22 (65 %)	6 (18 %)	6 (18 %)	34	23	57
1997-1998	30 (65 %)	10 (22 %)	6 (13 %)	46	50	96
1998-1999	34 (71 %)	8 (17 %)	6 (12 %)	48	39	87
1999-2000	35 (66 %)	12 (23 %)	6 (11 %)	53	62	115
2000-2001	26 (62 %)	11 (26 %)	5 (12 %)	42	22	64
2001-2002	23 (58 %)	11 (28 %)	6 (15 %)	40	49	89
2002-2003	38 (70 %)	6 (11 %)	11 (20 %)	55	43	98
2003-2004	33 (83 %)	2 (5 %)	5 (12 %)	40	44	84
2004-2005	36 (75 %)	7 (15 %)	5 (10 %)	48	62	110
2005-2006	33 (73 %)	5 (11 %)	7 (16 %)	45	36	81
2006-2007	36 (78 %)	2 (4 %)	8 (17 %)	46	57	103
2007-2008	42 (76 %)	8 (15 %)	5 (9 %)	55	47	102
2008-2009	34 (76 %)	6 (13 %)	5 (11 %)	435	41	86
2009-2010	35 (61 %)	11 (19 %)	11 (19 %)	57	55	112
2010-2011	42 (64 %)	9 (14 %)	15 (23 %)	66	41	107
2011-2012	20 (50 %)	14 (35 %)	6 (15 %)	40	38	78
2012-2013	34 (64 %)	8 (15 %)	11 (21 %)	53	37	90
2013-2014	39 (59 %)	18 (27 %)	9 (14 %)	66	34	100
2014-2015	29 (71 %)	6 (15 %)	6 (15 %)	41	43	84
2015-2016	26 (46 %)	18 (32 %)	12 (21 %)	56	54	110
2016-2017	25 (54 %)	12 (26 %)	9 (20 %)	46	21	67
2017-2018	29 (71 %)	10 (24 %)	2 (5 %)	41	25	66
2018-2019	25 (50 %)	13 (26 %)	12 (24 %)	50	22	72
2019-2020	24 (57 %)	14 (33 %)	4 (10 %)	42	14	56
2020-2021	35 (65 %)	15 (28 %)	4 (7 %)	54	22	76
2021-2022	20 (33 %)	30 (49 %)	11 (18 %)	61	18	79
2022-2023	15 (34 %)	17 (39 %)	12 (27 %)	44	23	67
2023-2024	21 (41 %)	18 (35 %)	12 (24 %)	51	12	63
2024-2025	11 (33 %)	23 (41 %)	22 (39 %)	56	15	71
Total	2 993	588	329	3 910	2 085	5 995

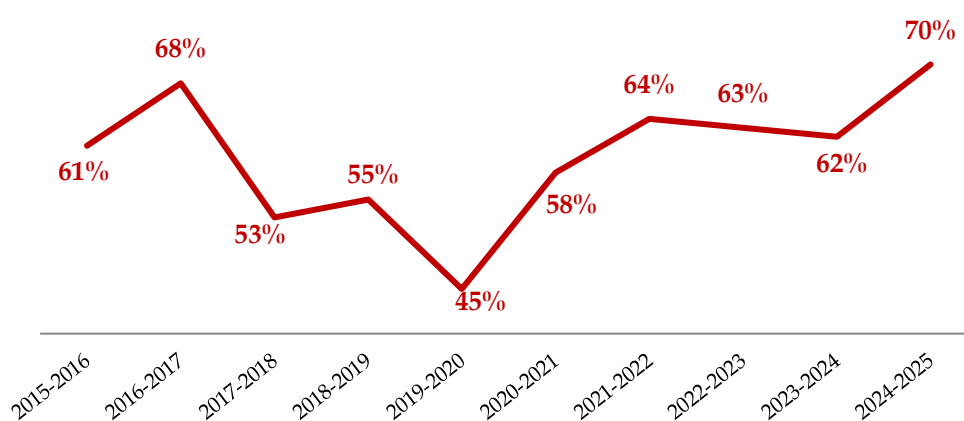
¹ Janvier à septembre

**F. TAUX DE REPRISE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES AMENDEMENTS
ADOPTÉS AU SÉNAT DEPUIS 1970**

ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE DES ANNÉES
1970-1971	68 %	68 %
1971-1972	75 %	73,7 %
1972-1973	73 %	
1973-1974	73 %	
1974-1975	93 %	87,7 %
1975-1976	85 %	
1976-1977	85 %	
1977-1978	86 %	83,7 %
Octobre à décembre 1978	86 %	
1979	79 %	
1980	77 %	59,7 %
1981	57 %	
1982	45 %	
1983	44 %	48,7 %
1984	52 %	
1985	50 %	
1986	89 %	78,3 %
1987	88 %	
1988	58 %	
1989	60 %	58,7 %
1990	64 %	
1991	52 %	
1992	53 %	77,5 %
1993	91 %	
1994	88 %	
Janvier à septembre 1995	78 %	
1995-1996	87 %	73,7 %
1996-1997	88 %	
1997-1998	46 %	
1998-1999	54 %	50,7 %
1999-2000	48 %	
2000-2001	50 %	

ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE DES ANNÉES
2001-2002	65 %	83,0 %
2002-2003	92 %	
2003-2004	92 %	
2004-2005	93 %	92,8 %
2005-2006	93 %	
2006-2007	94 %	
2007-2008	91 %	
2008-2009	94 %	91,3 %
2009-2010	94 %	
2010-2011	86 %	
2011-2012	49 %	62,3 %
2012-2013	65 %	
2013-2014	73 %	
2014-2015	60 %	63,0 %
2015-2016	61 %	
2016-2017	68 %	
2017-2018	53 %	51,0 %
2018-2019	55 %	
2019-2020	45 %	
2020-2021	58 %	61,5 %
2021-2022	64 %	
2022-2023	63 %	
2023-2024	62 %	66,1 %
2024-2025	70,1 %	

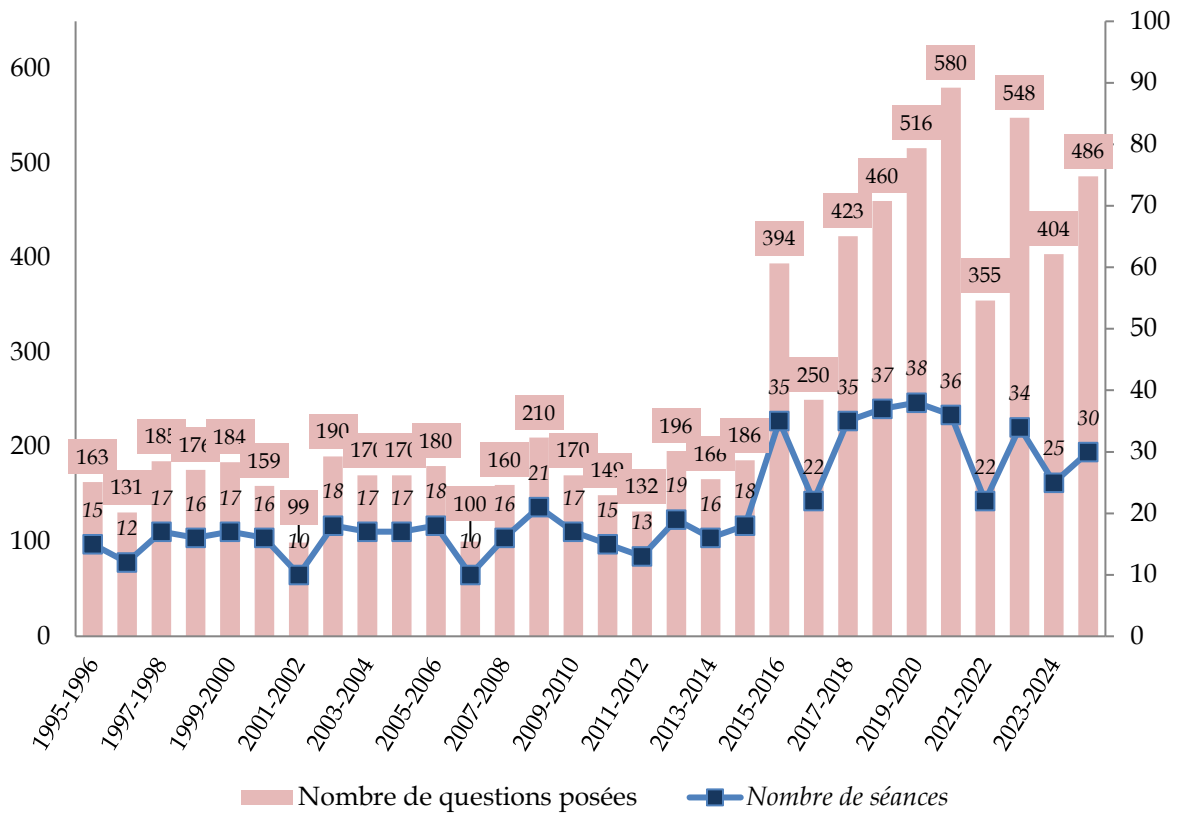
Évolution du taux de reprise au cours des dix dernières sessions



VIII. QUESTIONS D'ACTUALITÉ AU GOUVERNEMENT

ANNÉES	NOMBRE DE QUESTIONS POSÉES	NOMBRE DE SÉANCES	DURÉE DES SÉANCES
1995-1996	163	15	15 h 55
1996-1997	131	12	12 h 40
1997-1998	185	17	19 h 23
1998-1999	176	16	16 h 17
1999-2000	184	17	17 h 10
2000-2001	159	16	15 h 47
2001-2002	99	10	10 h 00
2002-2003	190	18	17 h 53
2003-2004	170	17	17 h 00
2004-2005	170	17	17 h 00
2005-2006	180	18	18 h 05
2006-2007	100	10	10 h 00
2007-2008	160	16	15 h 55
2008-2009	210	21	21 h 05
2009-2010	170	17	17 h 00
2010-2011	149	15	14 h 55
2011-2012	132	13	12 h 27
2012-2013	196	19	18 h 44
2013-2014	166	16	16 h 37
2014-2015	186	18	16 h 26
2015-2016	394	35	30 h 14
2016-2017	250	22	19 h 05
2017-2018	423	35	31 h 17
2018-2019	460	37	37 h 32
2019-2020	516	38	44 h 13
2020-2021	580	36	47 h 35
2021-2022	355	22	29 h 11
2022-2023	548	34	43 h 52
2023-2024	404	25	32 h 45
2024-2025	486	30	36 h 45

Questions d'actualité au Gouvernement



IX. QUESTIONS ORALES¹

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Dépôts	Réponses	Nombre de séances	Temps de séance
1959-1960	157	157	-	-
1960-1961	120	120	-	-
1961-1962	101	101	-	-
1962-1963	86	86	-	-
1963-1964	75	75	-	-
1964-1965	75	75	-	-
1965-1966	70	45	-	-
1966-1967	61	42	-	-
1967-1968	70	52	-	-
1968-1969	58	30	-	-
1969-1970	112	96	-	22 h 40
1970-1971	106	86	-	13 h 55
1971-1972	112	92	-	19 h 55
1972	125	102	19	21 h 25
1973	126	100	18	24 h 25
1974	92	78	12	16 h 05
1975	200	154	19	28 h 40
1976	209	178	18	33 h 15
1977	195	170	18	32 h 40
1978	244	184	17	33 h 25
1979	260	205	19	42 h 20
1980	292	219	16	41 h 35
1981	214	80	11	18 h 00
1982	140	105	16	20 h 20
1983	136	91	14	18 h 15
1984	135	92	17	16 h 45
1985	158	105	15	17 h 35
1986	145	96	14	14 h 30
1987	142	122	16	19 h 35
1988	53	28	4	5 h 15
1989	126	93	19	15 h 00
1990	108	81	15	17 h 10
1991	112	95	14	16 h 00
1992	128	111	13	20 h 00
1993	92	82	11	12 h 30
1994	94	89	12	13 h 30
1995 ²	13	8	1	1 h 20
1995-1996	231	215	16	30 h 25

¹ Les questions orales avec débat et les questions orales avec débat européennes ayant été supprimées par la résolution du 18 juin 2019 clarifiant et actualisant le Règlement du Sénat, les tableaux les récapitulant ne figurent plus dans le présent rapport annuel. Ils demeurent disponibles dans le rapport annuel 2018-2019.

² Janvier à septembre.

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Dépôts	Réponses	Nombre de séances	Temps de séance
1996-1997	178	163	10	22 h 00
1997-1998	272	262	17	37 h 45
1998-1999	252	240	15	33 h 28
1999-2000	270	257	16	34 h 48
2000-2001	248	243	15	33 h 00
2001-2002	151	147	9	19 h 30
2002-2003	276	264	16	37 h 55
2003-2004	239	222	16	31 h 35
2004-2005	284	217	13	29 h 30
2005-2006	309	297	17	42 h 35
2006-2007	177	158	9	22 h 10
2007-2008	249	253	15	36 h 05
2008-2009	338	302	18	42 h 40
2009-2010	402	356	20	46 h 50
2010-2011	334	357	20	50 h 05
2011-2012	372	240	13	33 h 12
2012-2013	431	389	20	50 h 42
2013-2014	286	335	18	41 h 24
2014-2015	400	316	18	39 h 38
2015-2016	274	256	11	26 h 31
2016-2017	138	160	7	18 h 06
2017-2018	393	309	12	30 h 34
2018-2019	467	391	11	32 h 34
2019-2020	354	309	9	28 h 20
2020-2021	548	421	11	37 h 19
2021-2022	537	339	9	25 h 02
2022-2023	636	588	18	42 h 57
2023-2024	583	436	12	31 h 29
2024-2025	708	519	14	35 h 10

X. QUESTIONS ÉCRITES

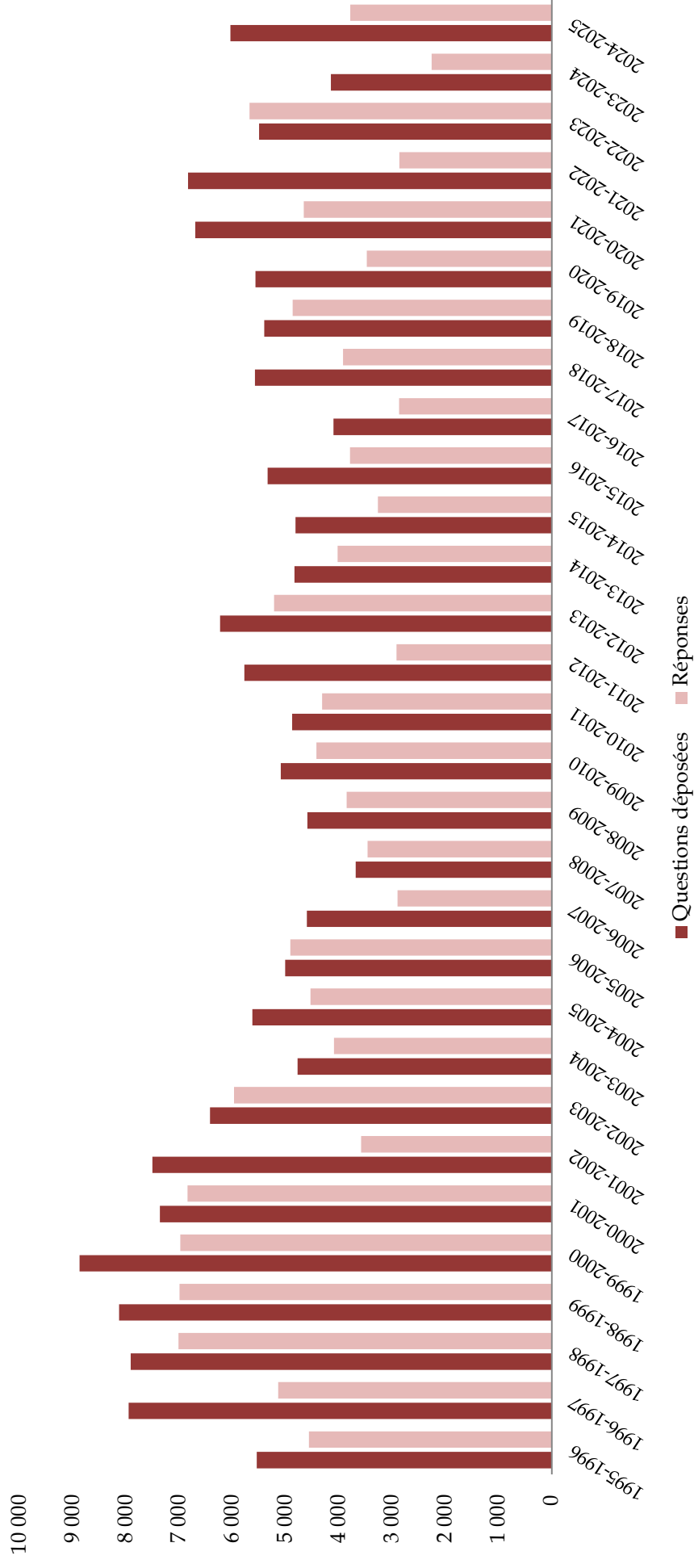
Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Questions déposées	Réponses	Questions sur dernière liste de rappel
1958-1959	189	186	
1959-1960	799	588	
1960-1961	848	701	
1961-1962	905	717	
1962-1963	798	620	
1963-1964	860	640	
1964-1965	761	584	
1965-1966	813	594	
1966-1967	874	486	
1967-1968	823	588	
1968-1969	862	707	
1969-1970	1 000	928	
1970-1971	947	930	
1972	1 369	1 200	183
1973	1 402	1 368	177
1974	1 676	1 486	301
1975	3 292	2 788	407
1976	3 614	2 998	505
1977	2 771	2 714	819
1978	3 455	3 040	864
1979	3 828	3 834	832
1980	4 294	3 695	879
1981	5 244	3 456	732
1982	6 011	5 495	1 147
1983	5 179	5 171	1 321
1984	6 420	5 243	2 095
1985	6 417	5 959	2 377
1986	5 111	3 927	683
1987	5 168	4 552	1 350
1988	4 415	2 791	857
1989	4 802	4 327	1 185
1990	5 414	4 684	2 068
1991	6 168	4 919	2 988
1992	4 931	5 114	1 856
1993	5 231	3 769	820
1994	4 939	5 187	646
1995 ¹	2 976	3 041	913

¹ Janvier à septembre.

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Questions déposées	Réponses	Questions sur dernière liste de rappel
1995-1996	5 546	4 563	1 163
1996-1997	7 951	5 141	1 280
1997-1998	7 915	7 013	2 112
1998-1999	8 132	6 996	3 314
1999-2000	8 875	6 980	4 884
2000-2001	7 367	6 846	3 668
2001-2002	7 505	3 585	1 281
2002-2003	6 423	5 970	2 251
2003-2004	4 776	4 092	1 852
2004-2005	5 625	4 537	2 383
2005-2006	5 011	4 912	2 111
2006-2007	4 603	2 899	867
2007-2008	3 685	3 462	1 226
2008-2009	4 594	3 855	1 751
2009-2010	5 093	4 421	2 114
2010-2011	4 878	4 315	2 503
2011-2012	5 777	2 919	525
2012-2013	6 234	5 221	2 534
2013-2014	4 836	4026	3 369
2014-2015	4 815	3 267	3 727
2015-2016	5 340	3 794	4 828
2016-2017	4 101	2 869	186
2017-2018	5 580	3 925	2 038
2018-2019	5 405	4 871	2 362
2019-2020	5 571	3 476	4 444
2020-2021	6 699	4 659	5 723
2021-2022	6 837	2 863	685
2022-2023	5 503	5 678	1 698
2023-2024	4 150	2 256	0 ¹
2024-2025	6 040	3 789	2 000

¹ 3 558 questions figuraient sur la liste de rappel au 5 septembre 2024. Toutes ces questions écrites ont été déclarées caduques à la date d'entrée en fonction du nouveau Gouvernement.

Questions écrites



XI. COMPARAISONS PLURIANNUELLES SUR L'ACTIVITÉ DU SÉNAT LORS DE LA SESSION ORDINAIRE

A. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24	Session ordinaire 2024-25
Jours de séance publique	122	118	126	121	60	105	110	99	118	80	106	95	107
Heures de séance publique :													
- travaux législatifs (sauf PLF 1L)	866 h 28	787 h 58	941 h 30	847 h 57	381 h 14	659 h 34	734 h 23	626 h 52	822 h 07	405 h 17	803 h 38	651 h 51	745 h 34
- travaux de contrôle	608 h 52	567 h 01	599 h 11	544 h 22	288 h 46	513 h 54	586 h 48	461 h 47	433 h 12	222 h 00	332 h 55	373 h 32	190 h 11
- projet de loi de finances (1 ^{re} lecture)	216 h 20	177 h 38	153 h 32	141 h 01	91 h 10	139 h 13	142 h 16	163 h 15	174 h 48	122 h 09	180 h 39	123 h 03	145 h 30
	40 h 47	43 h 19	115 h 01	130 h 50	11 h 06	108 h 55	129 h 49	129 h 12	151 h 10	20 h 51	144 h 17	152 h 20	166 h 28
Heures de séance de soir et nuit :	188 h 53 (22 %)	191 h 39 (24 %)	232 h 45 (25 %)	184 h 16 (22 %)	77 h 36 (20 %)	127 h 19 (19 %)	153 h 44 (21 %)	136 h 44 (22 %)	173 h 21 (21 %)	76 h 34 (19 %)	200 h 59 (25 %)	162 h 56 (25 %)	161 h 33 (22 %)

B. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT

1. Textes définitivement adoptés

a) Nature des textes définitivement adoptés

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24	Session ordinaire 2024-25
Hors conventions <i>dont lois issues de propositions de loi</i>	39	53	30	43	40	30	29	31	42	56	35	51	47
	15	23	11	24	21	7	15	13	18	40	25	30	39
Conventions	34	30	35	46	15	23	18	14	22	12	19	12	14

b) Modalités d'adoption des textes (hors conventions)

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24	Session ordinaire 2024-25
Adoption par la navette - dont textes votés par le Sénat et adoptés par l'Assemblée nationale sans modification	20	23	14	15	17	7	15	14	37	22	16	18 ¹	29
	10	8	8	9	5	4	5	6	9	6	7	9	17
Adoption textes commissions mixtes paritaires	13	21	9	19	10	14	5	13	17	24	16	28	18
Dernier mot de l'Assemblée nationale	6	9	7	9	13	8	9	4	10	10	3	5	-

¹ Dont un texte adopté définitivement par le Parlement réuni en Congrès.

2. Statistiques relatives aux amendements en séance

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24	Session ordinaire 2024-25
Amendements déposés en séance	7 118	7 405	9 235	8 805	2 679	6 316	8 814	7 094	10 383	4 562	17 831	9 783	10 561
Origine des amendements déposés													
- Gouvernement	343	407	746	709	183	354	617	285	422	364	438	468	841
- Commissions	552	851	811	908	279	537	587	611	564	339	613	648	629
- Groupes	6 223	6 147	7 678	7 188	2 217	5 425	7 610	6 198	9397	3 859	16 780	8 680	9 091
Amendements adoptés par le Sénat	1 224	1 875	1 988	2 266	875	1 355	2 009	1 466	2 181	852	1 988	1 843	2 430
Taux de reprise des amendements du Sénat par l'Assemblée nationale	63%	73 %	63 %	66 %	67 %	54 %	54 %	49 %	58 %	62 %	59 %	62 %	70,1 %
Motions de procédure (dont adoptées)	34 (5)	10 (4)	10 (3)	19 (9)	9 (8)	23 (6)	31 (8)	18 (7)	24 (10)	20 (9)	37 (10)	23 (4)	12 (1)

3. Espaces réservés

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24	Session ordinaire 2024-25
Nombre de semaines comprenant des espaces réservés	10	8	9	9	6	9	10	8	8	6	8	8 ¹	11
Heures de débat :	104 h 57	99 h 18	89 h 36	66 h 06	40 h 04	75 h 45	70 h 50	63 h 07	68 h 38	39 h 26	68 h 01	59 h 27	76 h 16
- dont travaux législatifs	95 h 39	95 h 15	61 h 10	54 h 27	30 h 25	45 h 04	59 h 41	44 h 03	59 h 07	35 h 11	65 h 27	54 h 52	70 h 23
- dont travaux de contrôle	9 h 18	4 h 03	28 h 26	11 h 39	9 h 39	30 h 40	11 h 08	19 h 03	9 h 31	4 h 15	2 h 33	4 h 34	5 h 53
- dont travaux d'ordre interne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ L'ajournement des travaux du Sénat n'a pas permis les débats prévus dans le cadre des espaces réservés de la semaine du 10 juin 2024. Les espaces réservés des groupes UC et SER inscrits dans cette semaine d'initiative ne sont donc pas comptabilisés ici.

4. Espaces transpartisans¹

Session ordinaire 2024-25	
2	Nombre de semaines comprenant des espaces réservés
8 h 55	Heures de débat :
7 h 45	- dont travaux législatifs
1 h 09	- dont travaux de contrôle
-	- dont travaux d'ordre interne

¹ Ce type d'espace a été créé lors de la session 2024-2025.

5. Textes déposés et votes bloqués

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24	Session ordinaire 2024-25
Projets de loi déposés par le Gouvernement en premier lieu au Sénat (pourcentage du total)*	13 (18,8 %)	10 (26,3 %)	22 (52,4 %)	28 (47,5 %)	67 (75,3 %)	21 (38,2 %)	17 (42,5 %)	30 (43,5 %)	30 (41,1 %)	86 (85,1 %)	17 (44,7 %)	11 (36,7 %)	14 (56,0 %)
Propositions de loi déposées par les sénateurs	113	100	68	132	92	128	136	130	163	155	215	167	209
Motion référendaire	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Procédures de vote bloqué	3	2	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-

* Ce pourcentage correspond aux projets de loi déposés hors conventions internationales.

C. CONTRÔLE PAR LE SÉNAT DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

1. Débats

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24	Session ordinaire 2024-25
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	3	2	1	3	3	2	2	4	5	2	4	4	5
Demands d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Débat d'initiative sénatoriale ¹	40	36	30	24	21	33	34	44	45	32	41	25	28
Débats européens	4	3	4	5	2	3	4	3	4	2	3	3	3

¹ Débats d'initiative sénatoriale et débat à la suite du dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes.

2. Questions discutées en séance publique

	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24	Session ordinaire 2024-25
	Questions d'actualité au Gouvernement												
Nombre de séances Moyenne des ministres présents (Présence du Premier ministre)	16	14	15	32	18	30	33	34	31	19	32	25	28
	16	14	14	17	15	15	17	15	16	23	26	21	18
	(6 fois)	(6 fois)	(7 fois)	(25 fois)	(13 fois)	(27 fois)	(28 fois)	(32 fois)	(31 fois)	(17 fois)	(32 fois)	(23 fois)	(23 fois)
	Questions orales												
Nombre de questions discutées	348	302	279	233	135	233	355	281	315	315	537	436	482

3. Questions écrites posées par les sénateurs et réponses

Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24	Session ordinaire 2024-25
5 052 (3 872)	3 965 (3 140)	3 870 (2 303)	4 575 (2 699)	2 680 (2 688)	4 530 (2 596)	4 205 (3 755)	4 581 (2 422)	5 476 (3 491)	3 821 (2 635)	4 573 (4 457)	3 888 (2 222)	5 191 (2 764)

4. Résolutions européennes

Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20	Session ordinaire 2020-21	Session ordinaire 2021-22	Session ordinaire 2022-23	Session ordinaire 2023-24	Session ordinaire 2024-25
PPR 88-4 C (arts. 73 quinquies A, B et C du Règlement ¹)												
Déposées	25	27	14	20	16	21	14	8	15	22	12	19
Devenues résolution	23	21	17	12	14	14	11	4	12	13	8	15
Adoptées en séance	1	3	1	2	1	2	-	-	-	1	-	-
PPR 88-6 C (art. 73 octies du Règlement)												
Déposées	3	5	-	3	6	4	1	3	3	4	2	1
Devenues résolution	4	4	-	3	6	3	1	3	3	4	2	1
Adoptées en séance	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ Articles 73 quater et 73 quinquies avant la réforme du Règlement de mai 2025

XII. SESSIONS EXTRAORDINAIRES DEPUIS 2015-2016

	2015-2016 01.07 au 21.07.16	2015-2016 27.09 au 30.09.16	2016-2017 04.07 au 03.08.17	2017-2018 01.07 au 31.07.18	2017-2018 25.09 au 30.09.18	2018-2019 02.07 au 24.07.19	2018-2019 24.09 au 27.09.19	2019-2020 01.07 au 23.07.20	2020-2021 01.07 au 25.07.21	2020-2021 09.09.21	2020-2021 21.09 au 30.09.21	2021-2022 06.07 au 04.08.22	2022-2023 01.07 au 23.07.23	2024-2025 01.07 au 11.07.25	2024-2025 08.09 au 09.09.25
Jours de séance publique	11	14	16	19	1	11	4	11	16	1	7	14	9	7	2
Heures de séance publique	52 h 43	67 h 04	84 h 04	162 h 31	3 h 07	72 h 09	31 h 18	72 h 39	112 h 43	3 h 51	53 h 52	73 h 31	44 h 22	42 h 18	0 h 38
- dont travaux législatifs	48 h 31	61 h 40	72 h 54	150 h 30	2 h 12	61 h 43	30 h 15	59 h 32	101 h 48	2 h 27	48 h 02	35 h 42	34 h 33	34 h 32	-
- dont travaux de contrôle	4 h 12	5 h 19	10 h 25	12 h 01	0 h 56	10 h 26	0 h 57	13 h 07	10 h 55	1 h 24	5 h 42	13 h 59	6 h 28	7 h 46	
Heures de séance du soir et de nuit	13 h 29	15 h 48	14 h 33	42 h 54	-	13 h 27	9 h 22	13 h 42	34 h 17	-	17 h 20	20 h 31	9 h 26	8 h 50	-

XIII. LISTE DES 85 COMMISSIONS DE CONTRÔLE ET COMMISSIONS D'ENQUÊTE CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1959

- 1960 : (1) Commission de contrôle sur la **gestion de la réunion des théâtres lyriques nationaux**
Président : M. MASTEAU
Rapporteur : M. PELLENC
- 1966 : (2) Commission de contrôle sur les **problèmes d'orientation dans le service public de l'enseignement**
Président et rapporteur : M. GROS
- 1967 : (3) Commission de contrôle sur les **missions de l'ORTF**
Président : M. DAILLY
Rapporteur : M. DILIGENT
- 1969 : (4) Commission de contrôle sur l'**état d'exécution du V^e Plan en matière d'équipement sanitaire et social**
Président : M. GRAND
Rapporteur : M. CHAUVIN
- 1970 : (5) Commission d'enquête sur la **conception, la construction, l'aménagement et la gestion des abattoirs de la Villette**
Président : M. MARCILHACY
Rapporteur : M. MIGNOT
- 1973 : (6) Commission de contrôle sur les **écoutes téléphoniques**
Président : M. MARCILHACY
Rapporteur : M. MONORY
- 1978 : (7) Commission d'enquête sur l'**Amoco Cadiz**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. GIRAULT
- (8) Commission d'enquête sur les **conditions financières de la production des programmes des sociétés nationales de télévision**
Président : M. MIROUDOT
Rapporteur : M. CLUZEL

- 1980 : (9) Commission d'enquête sur l'**industrie textile**
Président : M. VALLON
Rapporteur : M. PONCELET
- 1982 : (10) Commission de contrôle sur les **services de l'État chargés d'une mission de sécurité publique**
Président : M. GIRAULT
Rapporteur : M. TOMASINI
- (11) Commission de contrôle sur les **établissements chargés d'accueillir les personnes âgées**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. CHERIOUX
- 1983 : (12) Commission de contrôle sur le **fonctionnement des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme**
Président : M. PELLETIER
Rapporteur : M. MASSON
- (13) Commission d'enquête sur l'**évolution de la dette extérieure depuis 1981**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. LUCOTTE
- (14) Commission de contrôle sur l'**application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques**
Président : M. DAILLY
Rapporteur : M. LEGRAND
- 1984 : (15) Commission de contrôle sur la **situation en Nouvelle-Calédonie**
Président : M. BOURGES
Rapporteurs : MM. GIRAULT et TIZON
- (16) Commission de contrôle sur la **gestion de la S.N.C.F.**
Président : M. FOSSET
Rapporteur : M. MASSON
- (17) Commission de contrôle sur le **fonctionnement du service public des postes**
Président : M. de MONTALEMBERT
Rapporteur : M. VALLON
- (18) Commission de contrôle sur **Télédiffusion de France (T.D.F.)**
Président : M. PINTAT
Rapporteur : M. PASQUA

- (19) Commission d'enquête sur les **conditions de conclusion des concessions de canaux de communication audiovisuelle**
Président : M. RAUSCH
Rapporteur : M. de ROHAN
- 1986 : (20) Commission d'enquête sur les **manifestations étudiantes de novembre et décembre 1986**
Président : M. TAITTINGER
Rapporteur : M. MASSON
- 1988 : (21) Commission de contrôle sur les **opérations financières sur le capital des sociétés privatisées**
Président : M. de VILLEPIN
Rapporteur : M. CHINAUD
- 1990 : (22) Commission de contrôle sur la **gestion des services relevant du ministère de l'Intérieur chargés d'assurer le maintien de l'ordre et la sécurité des personnes**
Président : M. Louis BOYER
Rapporteur : M. LANIER
- (23) Commission de contrôle sur le **fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire**
Président : M. HAENEL
Rapporteur : M. ARTHUIS
- (24) Commission de contrôle sur l'**organisation et le fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré**
Président : M. BLIN
Rapporteur : M. BOURDIN
- (25) Commission de contrôle sur **Air France**
Président : M. CARTIGNY
Rapporteur : M. VINÇON
- 1991 : (26) Commission de contrôle sur la **mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen**
Président : M. MASSON
Rapporteur : M. de VILLEPIN
- (27) Commission d'enquête sur le **fonctionnement du marché laitier**
Président : M. GRUILLOT
Rapporteur : M. DAUNAY
- (28) Commission d'enquête sur le **fonctionnement des juridictions administratives**
Président : M. HAENEL
Rapporteur : M. ARTHUIS

- (29) Commission d'enquête sur le **système transfusionnel français**
Président : M. SOURDILLE
Rapporteur : M. HURIET
- 1992 : (30) Commission d'enquête sur les **conditions d'accueil de M. HABACHE sur le territoire français**
Président : M. LAURENT
Rapporteur : M. LARCHER
- (31) Commission d'enquête sur la **situation financière de la S.N.C.F.**
Président : M. HAENEL
Rapporteur : M. BELOT
- 1997 : (32) Commission d'enquête sur la **politique énergétique de la France**
Président : M. VALADE
Rapporteur : M. REVOL
- (33) Commission d'enquête sur les **grands projets d'infrastructures terrestres d'aménagement du territoire**
Président : M. FRANCOIS-PONCET
Rapporteur : M. LARCHER
- (34) Commission d'enquête sur les **35 heures**
Président : M. GOURNAC
Rapporteur : M. ARTHUIS
- (35) Commission d'enquête sur la **régularisation des « sans-papiers »**
Président : M. MASSON
Rapporteur : M. BALARELLO
- 1998 : (36) Commission d'enquête sur les **personnels des écoles et de l'enseignement du second degré**
Président : M. GOUTEYRON
Rapporteur : M. GRIGNON
- 1999 : (37) Commission d'enquête sur la conduite de la **politique de sécurité menée par l'État en Corse**
Président : M. COURTOIS
Rapporteur : M. GARREC
- 2000 : (38) Commission d'enquête sur les **conditions de détention dans les établissements pénitentiaires en France**
Président : M. HYEST
Rapporteur : M. CABANEL

(39) Commission d'enquête sur les **conditions d'utilisation des farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage** et les conséquences qui en résultent pour la santé des consommateurs

Président : M. DÉRIOT

Rapporteur : M. BIZET

- 2001 : (40) Commission d'enquête sur les **inondations de la Somme**, afin d'établir les causes et les responsabilités de ces crues, d'évaluer les coûts et de prévenir les risques d'inondation

Président : M. DENEUX

Rapporteur : M. MARTIN

- 2002 : (41) Commission d'enquête sur les diverses mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation auxquelles **les mineurs délinquants** peuvent être soumis et leur adaptation à la nécessité de réinsertion de ces mineurs

Président : M. SCHOSTECK

Rapporteur : M. CARLE

- 2003 : (42) Commission d'enquête sur la politique nationale de lutte contre les **drogues illicites**

Présidente : Mme OLIN

Rapporteur : M. PLASAIT

(43) Commission d'enquête sur **la maltraitance envers les personnes handicapées** accueillies en institution et les moyens de la prévenir

Président : M. P. BLANC

Rapporteur : M. JUILHARD

- 2005 : (44) Commission d'enquête sur **l'immigration clandestine**

Président : M. G. OTHILY (RDSE)

Rapporteur : M. F.-N. BUFFET (UMP)

- 2010 : (45) Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la **gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)** – Droit de tirage du groupe CRC-SPG¹

Président : M. François AUTAIN (CRC-SPG)

Rapporteur : M. Alain MILON (UMP)

- 2012 : (46) Commission d'enquête sur **l'évasion des capitaux** et des actifs hors de France et ses incidences fiscales – Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. Philippe DOMINATI (UMP)

Rapporteur : M. Éric BOCQUET (CRC)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

(47) Commission d'enquête sur le **coût réel de l'électricité** afin d'en déterminer l'imputation aux différents agents économiques – Droit de tirage du groupe écologiste¹⁴¹

Président : M. Ladislas PONIATOWSKI (UMP)

Rapporteur : M. Jean DESESSARD (ÉCOLO)

- 2013 : (48) Commission d'enquête sur **l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** – Droit de tirage du groupe RDSE⁴¹

Président : M. Alain MILON (UMP)

Rapporteur : M. Jacques MÉZARD (RDSE)

(49) Commission d'enquête sur **l'efficacité de la lutte contre le dopage** – Droit de tirage du groupe socialiste¹

Président : M. Jean-François HUMBERT (UMP)

Rapporteur : M. Jean-Jacques LOZACH (SOC)

(50) Commission d'enquête sur le **rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** et ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre – Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. François PILLET (UMP)

Rapporteur : M. Éric BOCQUET (CRC)

- 2014 : (51) Commission d'enquête sur les **modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds** – Droit de tirage du groupe socialiste¹

Présidente : Mme Marie-Hélène DES ESGAULX (UMP)

Rapporteuse : Mme Virginie KLÈS (SOC)

- 2015 : (52) Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la **lutte contre les réseaux djihadistes** en France et en Europe – Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Présidents : Mme Nathalie GOULET (UDI-UC) –
M. André REICHARDT (UMP)

Rapporteur : M. Jean-Pierre SUEUR (SOC)

(53) Commission d'enquête sur la réalité du **détournement du crédit d'impôt recherche** de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays – Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. Francis DELATTRE (UMP)

Rapporteuse : Mme Brigitte GONTHIER-MAURIN (CRC)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(54) Commission d'enquête sur le **fonctionnement du service public de l'éducation**, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession – Droit de tirage du groupe UMP¹

Présidente : Mme Françoise LABORDE (RDSE)

Rapporteur : M. Jacques GROSPERRIN (UMP)

(55) Commission d'enquête sur le coût économique et financier de la **pollution de l'air** – Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-François HUSSON (UMP)

Rapporteuse : Mme Leïla AÏCHI (ECOLO)

(56) Commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des **autorités administratives indépendantes** – Droit de tirage du groupe RDSE⁴²

Présidente : Mme Marie-Hélène DES ESGAULX (UMP)

Rapporteur : M. Jacques MÉZARD (RDSE)

- 2016 : (57) Commission d'enquête sur les **chiffres du chômage en France** et dans les pays de l'**Union européenne**, ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Présidente : Mme Anne EMERY-DUMAS (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Philippe DALLIER (Les Républicains)

- 2017 : (58) Commission d'enquête sur les **frontières européennes**, le **contrôle des flux des personnes** et des **marchandises en Europe** et l'**avenir de l'espace Schengen** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Jean-Claude REQUIER (RDSE)

Rapporteur : M. François-Noël BUFFET (Les Républicains)

(59) Commission d'enquête sur la réalité des **mesures de compensation des atteintes à la biodiversité** engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi – Droit de tirage du groupe écologiste⁴²

Président : M. Jean-François LONGEOT (UDI-UC)

Rapporteur : M. Ronan DANTEC (Écologiste)

- 2018 : (60) Commission d'enquête sur l'**état des forces de sécurité intérieure** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Michel BOUTANT (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. François GROSDIDIER (Les Républicains)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(61) Commission d'enquête sur l'**organisation** et les **moyens** des **services** de l'**État** pour **faire face** à l'**évolution** de la **menace terroriste** après la **chute** de l'**État Islamique** - Droit de tirage du groupe UC¹

Président : M. Bernard CAZEAU (LaREM)

Rapporteur : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UC)

(62) Commission d'enquête sur les **mutations** de la **Haute fonction publique** et leurs **conséquences** sur le **fonctionnement** des **institutions** de la **République** - Droit de tirage du groupe CRCE¹

Président : M. Vincent DELAHAYE (UC)

Rapporteur : M. Pierre-Yves COLLOMBAT (CRCE)

- 2019 : (63) Commission d'enquête sur la **souveraineté numérique** - Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Franck MONTAUGÉ (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Gérard LONGUET (Les Républicains)

(64) Commission d'enquête chargée d'**évaluer** l'**intervention** des **services** de l'**État** dans la **gestion** des **conséquences environnementales, sanitaires** et **économiques** de l'**incendie** de l'**usine Lubrizol à Rouen**

Président : M. Hervé MAUREY (UC)

Rapporteuses : Mmes Christine BONFANTI-DOSSAT (Les Républicains) et Nicole BONNEFOY (Socialiste et républicain)

(65) Commission d'enquête sur les **réponses apportées par les autorités publiques** au **développement** de la **radicalisation islamiste** et les **moyens** de la **combattre** - Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Présidente : Mme Nathalie DELATTRE (RDSE)

Rapporteuse : Mme Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (Les Républicains)

- 2020 : (66) Commission d'enquête sur les **problèmes sanitaires et écologiques liés** aux **pollutions** des **sols** qui ont accueilli des **activités industrielles** ou **minières**, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain⁴²

Président : M. Laurent LAFON (UC)

Rapporteuse : Mme Gisèle JOURDA (Socialiste et républicain)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(67) Commission d'enquête sur le **contrôle**, la **régulation** et l'**évolution** des **concessions autoroutières** - Droit de tirage du groupe Union centriste¹

Président : M. Éric JEANSANNETAS (RDSE)

Rapporteur : M. Vincent DELAHAYE (UC)

(68) Commission d'enquête pour l'**évaluation** des **politiques publiques** face aux **grandes pandémies** à la **lumière** de la **crise sanitaire** de la **covid-19** et de sa **gestion**

Président : M. Alain MILON (Les Républicains)

Rapporteurs : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains),
M. Bernard JOMIER (Socialiste et républicain) et
Mme Sylvie VERMEILLET (UC)

- 2021 : (69) Commission d'enquête sur l'**influence croissante** des **cabinets de conseil privés sur les politiques publiques** - Droit de tirage du groupe CRCE¹

Président : M. Arnaud BAZIN (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Éliane ASSASSI (CRCE)

(70) Commission d'enquête afin de mettre en lumière les processus ayant permis ou pouvant aboutir à une **concentration** dans les **médias** en **France**, et d'évaluer l'impact de cette concentration sur la **démocratie** - Droit de tirage du groupe SER¹

Président : M. Laurent LAFON (UC)

Rapporteur : M. David ASSOULINE (SER)

(71) Commission d'enquête sur **la situation de l'hôpital et le système de santé en France** - Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Bernard JOMIER (SER)

Rapporteuse : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains)

- 2023 : (72) Commission d'enquête sur **l'efficacité des politiques publiques en matière de rénovation énergétique** - Droit de tirage du groupe EST¹

Présidente : Mme Dominique ESTROSI SASSONE (Les Républicains)

Rapporteur : M. Guillaume GONTARD (GEST)

(73) Commission d'enquête sur la **pénurie de médicaments et les choix de l'industrie pharmaceutique française** - Droit de tirage du groupe CRCE¹

Présidente : Mme Sonia de LA PROVÔTÉ (UC)

Rapporteuse : Mme Laurence COHEN (CRCE)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

(74) Commission d'enquête sur **l'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données, sa stratégie d'influence** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹

Président : M. Mickaël VALLET (SER)

Rapporteur : M. Claude MALHURET (Les Indépendants)

(75) Commission d'enquête sur **l'impact du narcotrafic en France et mesures à prendre pour y remédier** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Jérôme DURAIN (SER)

Rapporteur : M. Etienne BLANC (Les Républicains)

(76) Commission d'enquête sur les **moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France** – Droit de tirage du groupe EST¹

Président : M. Roger KAROUTCHI (Les Républicains)

Rapporteur : M. Yannick JADOT (GEST)

- 2024 : (77) Commission d'enquête sur la **production, consommation et prix de l'électricité aux horizons 2035 et 2050** – Droit de tirage du groupe UC¹

Président : M. Franck MONTAUGÉ (SER)

Rapporteur : M. Vincent DELAHAYE (UC)

(78) Commission d'enquête sur les **politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères visant notre vie démocratique, notre économie et les intérêts de la France sur le territoire national et à l'étranger afin de doter notre législation et nos pratiques de moyens d'entraves efficaces pour contrecarrer les actions hostiles à notre souveraineté** – Droit de tirage du groupe SER¹

Président : M. Dominique DE LEGGE (Les Républicains)

Rapporteur : M. Rachid TEMAL (SER)

(79) Commission d'enquête sur la **paupérisation des copropriétés immobilières** – Droit de tirage du groupe CRCE-K¹

Présidente : Mme Amel GACQUERRE (UC)

Rapporteuse : Mme Marianne MARGATÉ (CRCE-K)

(80) Commission d'enquête sur les **pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés** – Droit de tirage du groupe SER¹

Président : M. Laurent BURGOA (Les Républicains)

Rapporteur : M. Alexandre OUIZILLE (SER)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

- 2025 : (81) Commission d'enquête **sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants** – Droit de tirage du groupe CRCE-K¹

Président : M. Olivier RIETMANN (Les Républicains)

Rapporteur : M. Fabien GAY (CRCE-K)

- (82) Commission d'enquête **aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis** – Droit de tirage du groupe UC¹

Président : M. Raphaël DAUBET (RDSE)

Rapporteur : Mme Nathalie GOULET (UC)

- (83) Commission d'enquête **sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Pierre BARROS (CRCE-K)

Rapporteur : Mme Christine LAVARDE (Les Républicains)

- (84) Commission d'enquête **sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹

Président : M. Simon UZENAT (SER)

Rapporteur : M. Dany WATTEBLED (Les Indépendants)

- (85) Commission d'enquête **sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité** – Droit de tirage du groupe EST¹

Président : M. Olivier HENNO (UC)

Rapporteur : M. Thomas DOSSUS (GEST)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

XIV. LISTE DES 101 MISSIONS D'INFORMATION CRÉÉES PAR LE SÉNAT DEPUIS 1969

- 1969 : (1) Mission d'information sur l'étude de l'ensemble des questions nucléaires
Président : M. COUDE DU FORESTO
Rapporteurs : MM. ARMENGAUD, CHAUTY, HOUDET, MAURICE-BOKANOWSKI et VERILLON
- 1971 : (2) Mission d'information sur la régularité de la gestion de l'O.R.T.F. et les relations entretenues par cet organisme avec diverses entreprises publiques ou semi-publiques dans le domaine de la publicité
Président : M. CAILLAVET
Rapporteur : M. DILIGENT
- 1977 : (3) Mission d'information sur les enjeux et les conditions des équilibres extérieurs de la France
- 1979 : (4) Mission d'information sur les perspectives des équilibres extérieurs de la France dans le nouvel environnement international
- 1980 : (5) Mission d'information sur l'industrie automobile et son avenir
Président : M. BRACONNIER
Rapporteur : Mme Brigitte GROS
- 1983 : (6) Mission d'information sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation et dressant un premier bilan
Président : M. HOEFFEL
Rapporteur : M. PONCELET
- 1984 : (7) Mission d'information sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation (2^{ème} bilan)
Président : M. HOEFFEL
Rapporteur : M. PONCELET
- 1986 : (8) Mission d'information sur l'avenir des télécommunications en France et en Europe
Président : M. LAFFITTE
Rapporteur : M. RAUSCH
- 1988 : (9) Mission d'information sur la situation matérielle et professionnelle des personnels soignants non médecins des établissements hospitaliers publics, privés et privés à but non lucratif et sur la qualité de la vie en milieu hospitalier et les moyens de les améliorer
Président : M. HURIET
Rapporteur : M. DESCOURS

- 1989 : (10) Mission d'information sur les **problèmes posés par l'avenir de l'espace rural français et les propositions d'éléments d'une politique d'aménagement**
 - Président : M. FRANCOIS-PONCET
 - Rapporteurs : MM. HAENEL, HUCHON et du LUART
- (11) Mission d'information sur les **problèmes posés par l'immigration en France et les propositions d'éléments d'une politique d'intégration**
 - Président : M. CHERIOUX
 - Rapporteur : M. THYRAUD
- 1990 : (12) Mission d'information sur le **déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation (3^{ème} bilan)**
 - Président : M. PASQUA
 - Rapporteur : M. HOEFFEL
- 1991 : (13) Mission d'information sur les **conditions de la gestion technique, administrative et financière de la transfusion sanguine en France et les moyens de l'améliorer, notamment dans le respect des principes du don bénévole de sang**
 - Président : M. SOURDILLE
 - Rapporteur : M. HURIET
- (14) Mission d'information sur la **mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985**
 - Président : M. P. MASSON
 - Rapporteur : M. de VILLEPIN
- 1992 : (15) Mission d'information sur les **problèmes de l'aménagement du territoire**
 - Président : M. FRANCOIS-PONCET
 - Rapporteurs : MM. LARCHER, HUCHON, du LUART et PERREIN
- (16) Mission d'information sur la **télévision éducative**
 - Président : M. LAFFITTE
 - Rapporteur : M. TREGOUET
- 1994 : (17) Mission d'information sur les **conditions de sécurité du transport maritime et les risques de pollution du littoral**
 - Président : M. de CATUELAN
 - Rapporteur : M. J.F. LE GRAND

- 1996 : (18) Mission d'information sur la **contribution des nouvelles technologies de l'information au développement économique, social et culturel de la France**
 - Président : M. LAFFITTE
 - Rapporteur : M. JOYANDET assisté de MM. HERISSON et TÜRK
- (19) Mission d'information sur la **place et le rôle des femmes dans la vie publique**
 - Président : Mme OLIN
 - Rapporteur : M. RICHERT
- 1998 : (20) Mission d'information sur le **bilan de la décentralisation et les améliorations de nature à faciliter l'exercice des compétences locales**
 - Président : M. DELEVOYE
 - Rapporteur : M. MERCIER
- 2000 : (21) Mission d'information sur les **questions liées à la marée noire provoquée par le naufrage du navire Erika**
 - Président : Mme HEINIS
 - Rapporteuse : M. de RICHEMONT
- (22) Mission d'information sur les **questions liées à l'expatriation des compétences, des capitaux et des entreprises**
 - Président : M. BADRÉ
 - Rapporteur : M. FERRAND
- 2002 : (23) Mission d'information chargée de dresser un **bilan de la politique de la montagne**
 - Président : M. J. BLANC
 - Rapporteur : M. AMOUDRY
- 2003 : (24) Mission d'information sur **la France et les Français face à la canicule : les leçons d'une crise**
 - Président : M. PELLETIER
 - Rapporteurs : MM. FLANDRE et LEPELTIER, Mme LÉTARD
- 2005 : (25) Mission d'information sur le bilan et les conséquences de la **contamination par l'amiante**
 - Président : M. VANLERENBERGHE (UC-UDF)
 - Rapporteur : M. DÉRIOT (UMP)
- (26) Mission d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des **politiques conduites envers les quartiers en difficulté** depuis une quinzaine d'années
 - Président : M. TÜRK (NI)
 - Rapporteur : M. P. ANDRÉ (UMP)

- 2006 : (27) Mission d'information sur la **notion de centre de décision économique** et les conséquences qui s'attachent, dans ce domaine, à l'attractivité du territoire national
Président : M. MARINI (UMP)
Rapporteur : M. C. GAUDIN (UC-UDF)
- 2007 : (28) Mission d'information sur **le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle**
Président : M. CARLE (UMP)
Rapporteurs : M. SEILLIER (RDSE), Mmes DEMONTÈS (SOC) et DINI (UC-UDF)
- (29) Mission d'information sur la **sécurité d'approvisionnement électrique de la France** et les moyens de la préserver
Président : M. SIDO (UMP)
Rapporteurs : MM. PASTOR (SOC), DENEUX (UC-UDF) et BILLOUT (CRC)
- (30) Mission d'information sur la **prise en charge de la dépendance** et la création du cinquième risque
Président : M. MARINI (UMP)
Rapporteur : M. VASSELLE (UMP)
- 2008 : (31) Mission d'information sur **les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion**
Président : M. DEMUYNCK (UMP)
Rapporteur : M. SEILLIER (RDSE)
- (32) Mission temporaire sur **l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales**
Président : M. BELOT (UMP)
Rapporteurs : Mme GOURAULT (UC) et M. KRATTINGER (SOC)
- 2009 : (33) Mission d'information sur la situation des **départements d'outre-mer**
Président : M. S. LARCHER (App. SOC)
Rapporteur : M. DOLIGÉ (UMP)
- (34) Mission d'information sur la **politique en faveur des jeunes**
Présidente : Mme LE TEXIER (SOC)
Rapporteur : M. DEMUYNCK (UMP)

- 2009 : (35) Mission commune d'information sur le **traitement des déchets** – Droit de tirage du groupe UC¹
Président : M. BRAYE (UMP)
Rapporteur : M. SOULAGE (UC)
- 2010 : (36) Mission commune d'information sur **les conséquences de la tempête Xynthia**
Président : M. RETAILLEAU (NI)
Rapporteur : M. ANZIANI (SOC)
- (37) Mission commune d'information sur la **désindustrialisation des territoires** – Droit de tirage du groupe socialiste¹
Président : M. BOURQUIN (SOC)
Rapporteur : M. CHATILLON (Ratt. UMP)
- (38) Mission commune d'information Assemblée/Sénat sur les **toxicomanies**
Président : M. François PILLET (pour le Sénat) (UMP)
Rapporteur : M. Gilbert BARBIER (pour le Sénat) (RDSE)
- (39) Mission commune d'information sur **l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation** – Droit de tirage du groupe UMP¹
Président : M. Serge LAGAUCHE (SOC)
Rapporteur : M. Jean-Claude CARLE (UMP)
- 2011 : (40) Mission commune d'information sur le « **Mediator** »
Président : M. François AUTAIN (CRC-SPG)
Rapporteuse : Mme Marie-Thérèse HERMANGE (UMP)
- (41) Mission commune d'information sur la **Révision générale des politiques publiques** – Droit de tirage du groupe socialiste¹
Président : M. François PATRIAT (SOC)
Rapporteur : M. Dominique de LEGGE (UMP)
- (42) Mission commune d'information sur « **Pôle emploi** »
Président : M. Claude JEANNEROT (SOC)
Rapporteur : M. Jean-Paul ALDUY (UMP)
- (43) Mission commune d'information sur les **conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** – Droit de tirage du groupe RDSE¹
Présidente : Mme Anne-Marie ESCOFFIER (RDSE)
Rapporteur : M. Charles GUENÉ (UMP)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

- 2012 : (44) Mission commune d'information sur **les inondations qui se sont produites dans le Var** et, plus largement, dans le Sud-Est de la France au mois de novembre 2011
Président : M. Louis NÈGRE (UMP)
Rapporteur : M. Pierre-Yves COLLOMBAT (RDSE)
- (45) Mission commune d'information sur les **dispositifs médicaux implantables** et les interventions à visées esthétiques – Droit de tirage du groupe UMP¹
Présidente : Mme Chantal JOUANNO (UMP)
Rapporteur : M. Bernard CAZEAU (SOC)
- (46) Mission commune d'information sur **les pesticides et leur impact sur la santé** et l'environnement – Droit de tirage du groupe socialiste¹
Présidente : Mme Sophie PRIMAS (UMP)
Rapporteuse : Mme Nicole BONNEFOY (SOC)
- (47) Mission commune d'information sur le fonctionnement, la méthodologie et la crédibilité **des agences de notation** – Droit de tirage du groupe UCR¹
Présidente : Mme Frédérique ESPAGNAC (SOC)
Rapporteur : M. Aymeri de MONTESQUIOU (UCR)
- (48) Mission commune d'information sur la **filière viande** en France et en Europe – Droit de tirage du groupe UDI-UC¹
Présidente : Mme Bernadette BOURZAI (SOC)
Rapporteuse : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UDI-UC)
- 2013 : (49) Mission commune d'information sur l'**action extérieure** de la France en matière de **recherche** et de **développement** – Droit de tirage du groupe écologiste¹
Président : M. Henri de RAINCOURT (UMP)
Rapporteuse : Mme Kalliopi ANGO ELA (ÉCOLO)
- (50) Mission commune d'information sur l'avenir de l'**organisation décentralisée de la République** – Droit de tirage du groupe UMP⁴²
Président : M. Jean-Pierre RAFFARIN (UMP)
Rapporteur : M. Yves KRATTINGER (SOC)
- 2014 : (51) Mission commune d'information sur le **sport professionnel** et les **collectivités territoriales** – Droit de tirage du groupe RDSE¹
Président : M. Michel SAVIN (UMP)
Rapporteur : M. Stéphane MAZARS (RDSE)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(52) Mission commune d'information sur la réforme des **rythmes scolaires** – Droit de tirage du groupe UMP¹

Présidente : Mme Catherine TROENDLÉ (UMP)

Rapporteuse : Mme Françoise CARTRON (SOC)

(53) Mission commune d'information sur le **nouveau rôle** et la **nouvelle stratégie** pour l'**Union européenne** dans la **gouvernance mondiale** de l'**Internet** – Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Président : M. Gaëtan GORCE (SOC)

Rapporteuse : Mme Catherine MORIN-DESAILLY (UDI-UC)

(54) Mission commune d'information sur l'**accès** aux **documents administratifs** et aux **données publiques** – Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-Jacques HYEST (UMP)

Rapporteuse : Mme Corinne BOUCHOUX (Écologiste)

(55) Mission commune d'information sur la réalité de l'**impact** sur l'**emploi** des **exonérations** de **cotisations sociales** accordées aux **entreprises** – Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. Charles GUENÉ (UMP)

Rapporteuse : Mme Michelle DEMESSINE (CRC)

- 2015 : (56) Mission commune d'information **sur la commande publique** – Droit de tirage du groupe socialiste¹

Président : M. Philippe BONNECARRÈRE (UDI-UC)

Rapporteur : M. Martial BOURQUIN (SOC)

(57) Mission d'information sur l'**organisation**, la **place** et le **financement** de l'**Islam** en **France** et de ses **lieux** de **culte** – Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Présidente : Mme Corinne FÉRET (Socialiste et républicain)

Rapporteuse : Mme Nathalie GOULET (UDI-UC)

Co-rapporteur : M. André REICHARDT (Les Républicains)

- 2016 : (58) Mission d'information sur la **position** de la **France** à l'égard de l'**accord** de mars 2016 entre l'**Union européenne** et la **Turquie** relatif à la **crise** des **réfugiés** et sur les **conditions** de **mise en œuvre** de cet accord – Droit de tirage du groupe Communiste républicain et citoyen¹

Président : M. Jacques LEGENDRE (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel BILLOUT (CRC)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(59) Mission d'information sur **l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France** – Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹

Président : M. Jean-Marie VANLERENBERGHE (UDI-UC)

Rapporteur : M. Daniel PERCHERON (Socialiste et républicain)

(60) Mission d'information sur **l'inventaire et le devenir des matériaux et composants des téléphones mobiles** – Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-François LONGEOT (UDI-UC)

Rapporteuse : Mme Marie-Christine BLANDIN (Écologiste)

- 2017 : (61) Mission d'information sur la **situation de la psychiatrie des mineurs en France** – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Alain MILON (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel AMIEL (RDSE)

(62) Mission d'information sur : « **Démocratie représentative, démocratie participative, démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 ?** » – Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Président : M. Henri CABANEL (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Philippe BONNECARRÈRE (UDI-UC)

- 2018 : (63) Mission d'information sur **Alstom et la stratégie industrielle** du pays – Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹

Président : M. Alain CHATILLON (Les Républicains)

Rapporteur : M. Martial BOURQUIN (Socialiste et républicain)

(64) Mission d'information sur la **réinsertion des mineurs enfermés** – Droit de tirage du groupe LaREM¹

Présidente : Mme Catherine TROENDLÉ (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel AMIEL (LaREM)

(65) Mission d'information sur le **développement de l'herboristerie et des plantes médicinales, des filières et métiers d'avenir** – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Présidente : Mme Corinne IMBERT (Les Républicains)

Rapporteur : M. Joël LABBÉ (RDSE)

(66) Mission d'information sur la **pénurie de médicaments et de vaccins** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹

Président : M. Yves DAUDIGNY (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Jean-Pierre DECOOL (Les Indépendants)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

2019 : (67) Mission commune d'information sur les **politiques publiques** de **prévention**, de **détection**, d'**organisation des signalements** et de **répression** des **infractions sexuelles** susceptibles d'être commises par des **personnes en contact avec des mineurs** dans le cadre de l'exercice de leur métier ou de leurs fonctions

Présidente : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains)
Rapporteuses : Mmes Marie MERCIER (Les Républicains),
Michelle MEUNIER (Socialiste et républicain) et
Dominique VÉRIEN (Union Centriste)

(68) Mission d'information sur la **gestion** des **risques climatiques** et l'**évolution** de nos **régimes d'indemnisation** – Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹

Président : M. Michel VASPART (Les Républicains)
Rapporteuse : Mme Nicole BONNEFOY (Socialiste et républicain)

(69) Mission d'information sur le thème : « **Enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI^{ème} siècle** : opportunité de croissance et de développement » – Droit de tirage du groupe UC¹

Président : M. Franck MENONVILLE (Les Indépendants)
Rapporteuse : Mme Valérie LÉTARD (Union Centriste)

(70) Mission d'information sur le thème : « **Gratuité des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ?** » – Droit de tirage du groupe CRCE¹

Présidente : Mme Michèle VULLIEN (Union Centriste)
Rapporteur : M. Guillaume GONTARD (CRCE)

(71) Mission d'information sur les **transports aériens** et l'**aménagement des territoires** – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Vincent CAPO-CANELLAS (Union Centriste)
Rapporteuse : Mme Josiane COSTES (RDSE)

(72) Mission d'information sur la **sous-utilisation chronique** des **fonds européens** en France – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹

Présidente : Mme Laurence HARRIBEY (Socialiste et républicain)
Rapporteuse : Mme Colette MÉLOT (Les Indépendants)

(73) Mission commune d'information relative au **sauvetage en mer** et à la **sécurité maritime**

Présidente : Mme Corinne FÉRET (Socialiste et républicain)
Rapporteur : M. Didier MANDELLI (Les Républicains)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

- 2020 :
- (74) Mission d'information « **Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain ?** » – Droit de tirage du groupe CRCE¹
 - Président : M. Arnaud BAZIN (Les Républicains)
 - Rapporteuse : Mme Cécile CUKIERMAN (CRCE)
 - (75) Mission d'information « **Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique** » – Droit de tirage du groupe RDSE¹
 - Président : M. Jean-Marie MIZZON (UC)
 - Rapporteur : M. Raymond VALL (RDSE)
 - (76) Mission d'information sur le **fonctionnement** et l'**organisation** des **fédérations sportives** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹
 - Président : M. Jean-Jacques LOZACH (Socialiste et républicain)
 - Rapporteur : M. Alain FOUCHÉ (Les Indépendants)
 - (77) Mission d'information sur le **trafic de stupéfiants** en **provenance de Guyane** – Droit de tirage du groupe La République En Marche¹
 - Président : M. Olivier CIGOLOTTI (UC)
 - Rapporteur : M. Antoine KARAM (LaREM)
- 2021 :
- (78) Mission d'information **destinée à évaluer les effets des mesures prises ou envisagées en matière de confinement ou de restrictions d'activités**
 - Président : M. Bernard JOMIER (SER)
 - Rapporteurs : M. Jean-Michel ARNAUD (UC) et M. Roger KAROUTCHI (Les Républicains)
 - (79) Mission d'information sur les **conditions** de la **vie étudiante** – Droit de tirage du groupe UC¹
 - Président : M. Pierre OUZOULIAS (CRCE)
 - Rapporteur : M. Laurent LAFON (UC)
 - (80) Mission d'information sur l'**évolution** et la **lutte contre la précarisation** et la **paupérisation d'une partie des Français** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹
 - Présidente : Mme Annie LE HOUEROU (SER)
 - Rapporteuse : Mme Frédérique PUISSAT (Les Républicains)
 - (81) Mission d'information sur le **harcèlement scolaire** et le **cyberharcèlement** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹
 - Présidente : Mme Sabine VAN HEGHE (SER)
 - Rapporteuse : Mme Colette MÉLOT (Les Indépendants)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(82) Mission d'information sur l'**ubérisation** de la **société** : quel **impact** des **plateformes numériques** sur les **métiers** et l'**emploi** ? – Droit de tirage du groupe CRCE¹

Présidente : Mme Martine BERTHET (Les Républicains)

Rapporteur : M. Pascal SAVOLDELLI (CRCE)

(83) Mission d'information sur la **politique** en **faveur** de l'**égalité** des **chances** et de l'**émancipation** de la **jeunesse** – Droit de tirage du groupe SER¹

Président : M. Jean HINGRAY (UC)

Rapporteuse : Mme Monique LUBIN (SER)

(84) Mission d'information sur « La **méthanisation** dans le **mix énergétique** : **enjeux** et **impacts** » – Droit de tirage du groupe EST¹

Président : M. Pierre CUYPERS (Les Républicains)

Rapporteur : M. Daniel SALMON (GEST)

(85) Mission d'information sur l'**enseignement agricole**, **outil indispensable** au cœur des **enjeux** de nos **filières agricoles** – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Jean-Marc BOYER (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Nathalie DELATTRE (RDSE)

(86) Mission d'information les **influences étatiques extra-européennes** dans le **monde universitaire** et **académique français** et leurs **incidences** – Droit de tirage du groupe RDPI¹

Président : M. Étienne BLANC (Les Républicains)

Rapporteur : M. André GATTOLIN (RDPI)

(87) Mission d'information sur le thème « **Comment redynamiser la culture citoyenne** ? » – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Stéphane PIEDNOIR (Les Républicains)

Rapporteur : M. Henri CABANEL (RDSE)

(88) Mission d'information sur le thème « **Protéger et accompagner les individus en construisant la sécurité sociale écologique du XXI^e siècle** » – Droit de tirage du groupe EST¹

Président : M. Guillaume CHEVROLLIER (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Mélanie VOGEL (GEST)

(89) Mission d'information sur la **judiciarisation de la vie publique** : **une chance pour l'État de droit** ? **Une mise en question de la démocratie représentative** ? **Quelles conséquences sur la manière de produire des normes et leur hiérarchie** ? – Droit de tirage du groupe UC¹

Présidente : Mme Cécile CUKIERMAN (CRCE)

Rapporteur : M. Philippe BONNECARRÈRE (UC)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

(90) Mission d'information sur le thème « **Excellence de la recherche/innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française** » – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹

Président : M. Christian REDON-SARRAZY (SER)

Rapporteuse : Mme Vanina PAOLI-GAGIN (Les Indépendants)

(91) Mission d'information sur « **L'exploration, la protection et l'exploitation des fonds marins : quelle stratégie pour la France ?** » – Droit de tirage du groupe RDPI¹

Président : M. Michel CANÉVET (UC)

Rapporteur : M. Teva ROHFRITSCH (RDPI)

- 2023 : (92) Mission d'information sur le **développement d'une filière de biocarburants, carburants synthétiques durables et hydrogène vert** – Droit de tirage du groupe UC¹

Président : M. Gilbert-Luc DEVINAZ (SER)

Rapporteur : M. Vincent CAPO-CANELLAS (UC)

(93) Mission d'information sur **l'avenir de la commune et du maire en France** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Présidente : Mme Maryse CARRÈRE (RDSE)

Rapporteur : M. Mathieu DARNAUD (Les Républicains)

(94) Mission d'information sur la « **gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement** » – Droit de tirage du groupe SER¹

Président : M. Rémy POINTEREAU (Les Républicains)

Rapporteur : M. Hervé GILLÉ (SER)

(95) Mission d'information sur « **le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique** » – Droit de tirage du groupe RDPI¹

Président : M. Jean-Marie MIZZON (UC)

Rapporteuse : Mme Nadège HAVET (RDPI)

(96) Mission d'information sur « **l'impact des décisions réglementaires et budgétaires de l'État sur l'équilibre financier des collectivités locales** » – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Jérôme BASCHER (Les Républicains)

Rapporteuse : Mme Gylène PANTEL (RDSE)

- 2024 : (97) Mission d'information sur « **complémentaires santé, mutuelles : l'impact sur le pouvoir d'achat des Français** » – Droit de tirage du groupe RDPI¹

Présidente : Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE (Les Républicains)

Rapporteur : M. Xavier IACOVELLI (RDPI)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

(98) Mission d'information sur « **l'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale** » – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Présidente : Mme Annick JACQUEMET (UC)

Rapporteuse : Mme Véronique GUILLOTIN (RDSE)

(99) Mission d'information sur « **le périmètre d'intervention et les compétences des architectes des bâtiments de France (ABF)** » – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹

Présidente : Mme Marie-Pierre MONIER (SER)

Rapporteur : M. Pierre-Jean VERZELEN (Les Indépendants)

- 2025 : (100) Mission d'information sur le thème : « **Faciliter l'accès aux services publics : restaurer le lien de confiance entre les administrations et les administrés** » – Droit de tirage du groupe RDPI¹

Président : M. Gilbert-Luc DEVINAZ (SER)

Rapporteuse : Mme Nadège HAVET (RDPI)

(101) Mission d'information sur le thème : « **10 ans après la loi NOTRe et la loi Maptam, quel bilan pour l'intercommunalité ?** » – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Jean-Marie MIZZON (UC)

Rapporteuse : Mme Maryse CARRÈRE (RDSE)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat

ANNEXES - CALENDRIERS DE LA SESSION 2024-2025

I. DATES DES RÉUNIONS DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

DATE	HEURE
2 octobre 2024	18 heures
8 octobre 2024	18 heures
6 novembre 2024	17 heures 45
3 décembre 2024	16 heures 30
11 décembre 2024	17 heures 30
18 décembre 2024	18 heures 30
8 janvier 2025	17 heures 30
29 janvier 2025	17 heures
12 février 2025	17 heures 30
19 mars 2025	18 heures
2 avril 2025	18 heures
14 mai 2025	17 heures
11 juin 2025	16 heures 30
2 juillet 2025	18 heures 30
3 septembre 2025	15 heures
9 septembre 2025	14 heures 30

II. CALENDRIER DE LA SESSION 2024-2025

CALENDRIER DE LA SESSION 2024-2025
(SEMAINES DU GOUVERNEMENT ET SEMAINES SÉNATORIALES, QUESTIONS, ESPACES RÉSERVÉS AUX GROUPES)
adopté par la Conférence des Présidents le 2 octobre, modifié le 6 novembre, le 18 décembre 2024, le 8 janvier, le 29 janvier et le 12 février 2025

Octobre 2024			Novembre 2024			Décembre 2024			Janvier 2025			Février 2025			Mars 2025			Avril 2025			Mai 2025			Juin 2025					
Ouvverture			Toussaint			dim 01			mer 01			Jour de l'an			sam 01			mar 01			jeu 01			Fête du travail			dim 01		
mar 02			sam 02			lun 02			jeu 02			dim 02			dim 02			mer 02			mar 02			ven 02			lun 02		
jeu 03			dim 03			mar 03			OO			ven 03			lun 03			lun 03			jeu 03			sam 03			mar 03		
ven 04			lun 04			mer 04			OO			sam 04			mar 04			mar 04			ven 04			dim 04			mer 04		
sam 05			mar 05			jeu 05			OO			dim 05			mer 05			mer 05			sam 05			lun 05			jeu 05		
dim 06			mer 06			ven 06			GAG			lun 06			jeu 06			jeu 06			dim 06			mar 06			ven 06		
lun 07			jeu 07			sam 07						mar 07			ven 07			ven 07			lun 07			mer 07			sam 07		
mar 08			ven 08			dim 08						mer 08			sam 08			sam 08			mar 08			jeu 08			dim 08		
mer 09			sam 09			lun 09						jeu 09			dim 09			dim 09			mer 09			ven 09			lun 09		
jeu 10			dim 10			mar 10						ven 10			lun 10			lun 10			jeu 10			sam 10			mar 10		
ven 11			lun 11			mer 11			GAG			sam 11			mar 11			mar 11			ven 11			dim 11			mer 11		
sam 12			mar 12			jeu 12						dim 12			mer 12			mer 12			sam 12			lun 12			jeu 12		
dim 13			mer 13			ven 13			GAG			lun 13			jeu 13			jeu 13			dim 13			mar 13			ven 13		
lun 14			jeu 14			sam 14			ROPI			mar 14			ven 14			ven 14			lun 14			mer 14			sam 14		
mar 15			ven 15			dim 15						mer 15			sam 15			sam 15			mar 15			jeu 15			dim 15		
mer 16			jeu 16			lun 16						ven 16			dim 16			dim 16			mer 16			ven 16			lun 16		
jeu 17			dim 17			mar 17						ven 17			lun 17			lun 17			jeu 17			sam 17			mar 17		
ven 18			lun 18			mer 18			GAG			sam 18			mar 18			mar 18			ven 18			dim 18			mer 18		
sam 19			mar 19			jeu 19						dim 19			mer 19			mer 19			sam 19			lun 19			jeu 19		
dim 20			mer 20			ven 20			GAG			lun 20			jeu 20			jeu 20			dim 20			mar 20			ven 20		
lun 21			jeu 21			sam 21						mar 21			ven 21			ven 21			lun 21			mer 21			sam 21		
mar 22			ven 22			dim 22						mer 22			sam 22			sam 22			mar 22			jeu 22			dim 22		
mer 23			jeu 23			lun 23						jeu 23			dim 23			dim 23			mer 23			ven 23			lun 23		
jeu 24			dim 24			mar 24						ven 24			lun 24			lun 24			jeu 24			sam 24			mar 24		
ven 25			lun 25			mer 25			Noël			sam 25			mar 25			mar 25			ven 25			dim 25			mer 25		
sam 26			mar 26			jeu 26			Vote sur l'ensemble PLFSS			dim 26			mer 26			mer 26			sam 26			lun 26			jeu 26		
dim 27			mer 27			ven 27			GAG			lun 27			jeu 27			jeu 27			dim 27			mar 27			ven 27		
lun 28			jeu 28			sam 28						mar 28			ven 28			ven 28			lun 28			mer 28			sam 28		
mar 29			ven 29			dim 29						mer 29			GAG			sam 29			mar 29			jeu 29			dim 29		
mer 30			sam 30			lun 30						jeu 30			UC			dim 30			mer 30			ven 30			lun 30		
jeu 31			ven 31			mar 31						ven 31			lun 31			lun 31			sam 31			sam 31			lun 30		

Semaines du Gouvernement

Semaines de coûtrôle

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines du Sénat

Suspension des travaux en séance plénière

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques

Semaines de GAG

PLFSS

PLF

Espaces réservés aux groupes politiques